

INFORMATIONS Correspondance OUVRIERES

le Numéro : 2 F - MENSUEL

N° 97-98 - Septembre-Octobre 1970

SOMMAIRE

En manière d'Editorial	1
Notes et Projets	4
Une vague de grève sur la Hollande	5
Grèves Sauvages en Belgique	8
Suède	10
Espagne	12
La mensualisation	13
Economie et Autogestion	14
France : les groupes et la lutte dans les entreprises	17
France : Dans les boîtes, la vie quotidienne	25
Liaisons : Des camarades et des groupes	28
Publications	33

Directeur de la Publication : P. BLACHIER
Imprimerie Coop. l'Abeille -- Montpellier

EN MANIÈRE D'ÉDITORIAL

A PROPOS D'I.C.O.

Ce numéro est le dernier d'une série de 10 numéros imprimés dans lesquels le groupe de Paris avait mis, selon ce qui avait été convenu par une assemblée en juin 69, tout ce qui lui avait été transmis, pratiquement sans contrôle d'orientation et sans censure. Chacun peut juger du résultat.

Compte tenu de toutes les discussions et des possibilités matérielles (celles qui leur sont données et les leurs propres), les camarades de Paris ont décidé de modifier cette formule sur la base d'une orientation mieux définie. Pour ce numéro, on liquide tout l'arriéré ; ensuite, on fera un tri, une répartition, une censure en fonction de cette orientation.

I.C.O., QU'EST-CE QUE C'EST ACTUELLEMENT ?

C'est un camarade qui posait la question au cours de la première réunion de septembre des camarades de Paris. Un ensemble de camarades, les uns isolés, les autres se retrouvant à travers des réseaux de liaisons ou dans des groupes formels, se définissant dans, par ou contre I.C.O., ne serait-ce que pour dire qu'ils « se situent à la frontière ou plutôt en dehors » et pour pleurer des larmes de joie sur sa disparition prochaine. Dans tout ceci,

des travailleurs, des étudiants, des ex-étudiants (d'autant plus si l'on atteint les zones marginales).

Entre tous ces isolés, noyaux, réseaux ou groupes, il y a une première grande cassure ; elle se situe entre :

A) ceux qui considèrent que la lutte de classe se déroule essentiellement sur les lieux de production et que c'est l'action de tous les travailleurs dans leur lutte autonome qui amorcera un monde nouveau ;

B) ceux qui considèrent que l'essentiel des luttes se passe aujourd'hui hors des usines (notamment dans l'action des bandes, des marginaux, etc...) et « qu'il ne s'agit pas de mettre fin à l'exploitation, aux disparités sociales », mais qu'il « s'agit de mettre fin à la misère de la vie quotidienne, à toutes les contraintes ».

Cette division s'est matérialisée dans des articles d'I.C.O. (éditoriaux des numéros 90, 91, 92 et 93) et lors de la rencontre nationale de Bessat (juin 70). Pour ceux que ça intéresse, un compte rendu de cette rencontre, des textes présentés et des échanges ultérieurs sera ronéoté (2 F - diffusion limitée - demander à I.C.O.). Mais dans ces courants, il y a également des divergences, de sorte qu'actuellement, parmi tous ceux qui se réfèrent plus ou moins aux conseils ouvriers, qui se sont exprimés ou dont on a parlé dans I.C.O. au cours de l'année écoulée, on peut distinguer :

A) se rattachant à la définition A (position lutte de classe sur les lieux de production)

- 1) ceux qui refusent tout débat et tout travail avec B) (groupes de Marseille, Toulouse - voir rencontre de Montpellier, I.C.O. n° 91-92, p 36)
- 2) ceux qui pensent qu'il faut discuter de la position B) sur le plan théorique (ce qui a conduit à une analyse approfondie du capitalisme moderne) et que tous les phénomènes qui apparaissent dans le capitalisme doivent faire l'objet de discussions (groupe de Paris). C'est ce qui va être tenté par l'organisation pratique d'un débat théorique, le groupe de Montpellier se chargeant de l'animer (voir plus loin, sur les modalités).

B) se rattachant à la position B) (position vie quotidienne)

- 3) un regroupement s'est effectué dans une Union des Groupes Autonomes Libertaires ; une plate-forme a été établie à laquelle sont joints différents documents (voir la rubrique Liaisons : pour les groupes parisiens, s'adresser à Vergne Robert, 15, rue des Bleuets, Paris 10e)
- 4) une rencontre était projetée cet automne par des groupes comme Archinoir, AEIS, Ludd (Italie) ; écrire à Paul Hulin, 354, Chaussée de Boondaël, 1050 Bruxelles)

ENTRE ces deux courants A et B ou HORS comme on voudra, on situerait les groupes « conseillistes » qui empruntent qui au marxisme, qui au situationnisme, mais qui ont en commun de vouloir réaliser « l'organisation conseilliste » (certains parlent même d'une « internationale conseilliste ») ; c'est cette position commune qui explique l'acharnement qu'ils mettent à s'exclure tout en faisant des conseils ouvriers un drapeau et en terminant invariablement leur prose par « Vive les conseils ouvriers ».

Le groupe de Clermont-Ferrand (ex MARS) tente une approche théorique dans une « Ebauche pour une clarification du mouvement conseilliste » et projette d'organiser une rencontre entre différents groupes choisis (écrire à Sabatier, B.P. 209, Clermont-Ferrand).

Il y a d'autres groupes « conseillistes » ; mais le projet de ces groupes soulève un autre problème fondamental, qui lui aussi sera l'objet d'un débat théorique :

LE PROBLEME DE L'ORGANISATION

Le courant d'autonomie des luttes ouvrières (produit lui-même de l'évolution des structures du capitalisme mondial) rend présentement impossible la constitution du « grand » parti ouvrier traditionnel centralisé - à base léniniste ou autre. C'est évidemment dans tous les pays industrialisés, mais cela n'empêche pas partis et groupes - empruntant peu ou prou au léninisme - de continuer à vouloir « faire

l'organisation ouvrière », cela malgré toutes les claques que la réalité sociale leur fiche sur la gueule. Ces groupes vont du trotskysme traditionnel jusqu'à ceux qui veulent faire l'organisation qui travaille à l'avènement des conseils ouvriers.

Deux courants pourtant se distinguent de ces groupes traditionnels : le courant situationniste et le courant maoïste. L'un et l'autre reproduisent, par une approche différente les comportements de l'avant-garde. L'Internationale Situationniste, développant certaines analyses de Socialisme ou Barbarie, a brossé un tableau minutieux et systématique de l'aliénation dans le capitalisme moderne et de la pénétration capitaliste dans tous les domaines de la vie. Mais sous le vocable « critique de la vie quotidienne » une bonne partie de ses adeptes reproduisent les structures mentales de « l'élite consciente », aussi totalitaires que celles d'un cellule de parti. Pour eux, la venue d'un monde nouveau résulte du volontarisme d'une minorité nantie de l'arme absolue - la Vérité théorique - ; ils critiquent violemment la constatation que la révolution n'est pas un événement unique, mais un long processus dans lequel s'affrontent et interfèrent contradictions et forces contradictoires.

Les groupes maoïstes eux trouvent d'emblée une mystique : Mao et sa littérature ; peu importe les usages divers qui en sont fait . La mystique introduit la « cohérence » ; un dogme n'est ni analysé, ni contesté : « il faut construire le parti révolutionnaire ». Il faut donc prendre la place des autres appareils en utilisant la lutte de classe dans ses manifestations autonomes et dans ses aspects délaissés par les organisations bureaucratiques. Ce qui permet de faire coup double : recueillir une certaine sympathie ouvrière en soutenant, propageant, utilisant certains traits actuels des luttes, acculer les appareils à démasquer leur rôle répressif. Mais, dans la mesure où cette action n'est finalement qu'une tactique, menée sous le drapeau de la Chine (comme le P.C. dans les années 20 la menait de même manière sous celui de la Russie), où la finalité reste la construction du parti, le maoïsme, bien que victime de la répression, joue lui même un rôle répressif et réactionnaire.

Si nous avons insisté sur ces deux courants à propos du « problème de l'organisation », c'est parce que ces courants récupèrent facilement ceux qui sont partis de mai 68 avec une certaine conception de l'avant-garde, de la Révolution, de leur rôle d'agitateur, voire de directeur des luttes. Alors même qu'ils auraient pu être très critiques vis à vis des organisations comme le P.C., la C.G.T. ou autres groupes trotskystes.

C'est aussi parce que ce problème se pose à I.C.O. et d'une certaine manière déterminera la nouvelle formule d'I.C.O. Il peut être résumé par la question suivante :

QUELLE DOIT ETRE L'ORGANISATION DE L'AVANT-GARDE, C'EST-A-DIRE QUELS DOIVENT ETRE LES RAPPORTS ENTRE LE OU LES GROUPES (LES MILITANTS) ET LES TRAVAILLEURS (LE MOUVEMENT OUVRIER) ?

Ce problème a déjà été posé dans I.C.O. (voir les numéros d'I.C.O. mars, avril, mai 69, nos 79, 80, 81, les articles Organisations et mouvement ouvrier - La différence). Mais il n'a pas soulevé de discussion. Il a été repris dans la brochure sur la grève du Limbourg, notamment à propos du groupe Force des Mineurs. Un camarade y revient à propos de ce texte.

Il se posera pour I.C.O. centré sur la lutte de classe, moyen de soutien de groupes d'entreprise ou axant leur travail sur les entreprises. Il se posera également par le reflux inévitable des groupes maoïstes. Quel est le rôle d'un groupe dans la situation présente du mouvement ouvrier ? Il est évident que la réponse déterminera la forme et le contenu du mensuel consacré aux luttes.

UNE ORIENTATION POLITIQUE

Les solutions pratiques adoptées par les camarades de Paris ne prétendent pas régler ces questions théoriques. Mais ces solutions sont prises en fonction d'une orientation plus nettement définie qu'au cours de l'année écoulée et qui peut se résumer comme suit :

— la lutte de classe se déroule essentiellement sur les lieux de production ; l'action des travailleurs dans leur lutte autonome reste le facteur principal et indispensable de l'avènement d'un monde nouveau.

— l'action d'un groupe doit principalement consister à faire tout, dans la mesure de ses moyens, pour que cette autonomie puisse prendre toute sa dimension dans le conflit incessant avec le capitalisme, les appareils politiques et syndicaux, les nouveaux groupes dirigeants, le poids des structures mentales du passé chez les travailleurs eux-mêmes.

(En référence à cette orientation, une modification de la plate-forme d'I.C.O. est mise en discussion ; un projet figurera dans le prochain numéro.)

LE CONTENU DES PUBLICATIONS (sous le titre I.C.O.)

Le contenu de ces publications est fixé sur la base d'un tri du courrier et des textes en fonction de l'orientation ainsi définie par un groupe de camarades responsables de ce travail.

La répartition de ce qui aura été retenu sera faite suivant la nature, l'intérêt ou la dimension dans l'une des publications suivantes :

1. MENSUEL IMPRIME : (lettres, nouvelles de boîte, luttes dans le monde, discussions sur

les luttes, articles économiques ou politiques). Dans la mesure du possible, les discussions, partant du concret seront portées le plus loin au niveau théorique.

Il est souhaitable que les camarades d'entreprise ou ceux qui axent leur travail sur les entreprises puissent donner par leur concours, suggestions et critiques, la forme et le contenu de ce bulletin imprimé.

Cette publication donnera un aperçu de toutes les autres publications, figurant sous le titre I.C.O.

Ce qui ne figurera pas dans le mensuel imprimé pourra être publié dans l'une des trois publications suivantes (il est bien évident qu'un texte ou une lettre pourra ne pas être publié du tout si les camarades jugent bon de ne pas le faire ; ils feront alors une brève mention du texte et des raisons de la non-publication).

2. DISCUSSION THEORIQUE : les textes et les lettres retenus seront d'abord ronéotés pour une circulation limitée (mention dans le mensuel imprimé). Un groupe sera chargé de l'animation, la discussion sur les thèmes soulevés. Lorsque cela sera nécessaire et possible, un bulletin théorique imprimé sera publié comme supplément au mensuel.

3. BULLETIN DE LIAISON RONEOTE : sans périodicité fixe, il contiendra tout ce qui concerne l'activité des groupes.

4. PUBLICATIONS : ce qui figurait autrefois dans I.C.O. sous ce titre est reporté dans le bulletin Liaisons Internationales (Bruxelles) ; toutefois cette rubrique sera limitée aux informations touchant les luttes ouvrières et les discussions les concernant.

LA REPARTITION DU TRAVAIL

Il est absolument nécessaire qu'une répartition collective du travail soit mise sur pied. Il a été formé par les camarades de Paris des groupes de travail, non limitatifs en nombre, avec rotation des tâches et participation de tous pour « les gros travaux ».

Quatre ordres de travaux correspondent à quatre groupes, chacun d'eux ayant trois responsables au minimum (cette division correspond à la situation, aux possibilités présentes) — travail administratif : fichier, finances, expéditions, contrôles ;

— correspondances et liaisons : tri du courrier et des publications, réponses, liaisons entre groupes, contacts, réunions ;

— publications d'I.C.O. : discussion du contenu, organisation des débats, ceci pour les 4 publications envisagées, projets de brochures ;

— travail matériel : frappe, ronéotage, impression, etc...

Ceux qui peuvent s'associer à l'un ou l'autre de ces groupes nous écrivent ; chacun de

ces groupes s'organiseront de manière autonome, mais fera appel aux autres pour toute aide matérielle ou pour résoudre les questions importantes ; hors un noyau fixe, tout camarade pourra assister ou participer au travail d'un groupe à tout moment ; il sera prévu une rotation des tâches et une coordination ; on tâtonnera un bon moment.

UN APPEL AUX CAMARADES

Il est demandé à tous les camarades qui le peuvent de fixer eux-mêmes une contribution régulière fixe mensuelle et d'en aviser les camarades de Paris, ceci pour que la parution du mensuel imprimé soit assurée par un minimum mensuel sur lequel on peut absolument compter.

Sont modifiés, le prix du numéro (2 F), de l'abonnement (25 F pour la France, 30 F pour

l'étranger). Que chacun vérifie s'il est à jour de son abonnement.

Pour ceux qui travaillent dans une entreprise ou appartiennent à un groupe effectuant un travail en direction des entreprises, qu'ils envoient des informations sur les luttes, sur les conditions d'exploitation, qu'ils fassent part de leur discussions, qu'ils participent à l'élaboration et aux discussions.

Pour tous ceux qui enverront des textes destinés à être publiés, que, dans la mesure du possible, ils le tapent à la machine, et ce qui serait mieux sur stencils. Dans tous les cas, qu'ils fassent précéder leurs textes d'un résumé d'une dizaine de lignes.

Pour les camarades de la région parisienne, il est demandé de s'associer à l'un des groupes de travail définis ci-dessus.

NOTES et PROJETS

Il est bien évident que ce qui sera la nouvelle formule du mensuel imprimé ne se fera pas en un seul jour. Bien mieux, ce journal doit rester en mutation pour mieux traduire la réalité sociale.

Les pages de ce numéro consacrées aux luttes comportent pas mal de lacunes pour prétendre apporter une information complète sur ce qui a été le plus marquant dans le monde, dans les trois derniers mois :

— GRANDE-BRETAGNE : trois grèves, celle du trust Pilkington (juin 70 - verre - Liverpool), la grève nationale des dockers (juillet 70), celle beaucoup moins connue de GKN-Sankey (accessoires automobiles - 7 semaines en août-septembre 70). Ces grèves et tout l'arrière plan des grèves sauvages quotidiennes permettent de mieux connaître les luttes des travailleurs anglais et de se faire une idée de ce que sont dans la pratique les rapports des organisations, des groupes et du mouvement ouvrier.

— U.S.A. : la grève chez General Motors qui paraît avoir été déclenchée plus contre la base ouvrière - en bonne partie noire - que contre la direction. Elle a démarré, sous l'effet de la poussée autonome, un jour avant l'ordre du syndicat U.A.W. Le conflit entre travailleurs et direction syndicale risque de prendre des formes aiguës.

— ALLEMAGNE DE L'OUEST : de brèves grèves sauvages ont éclaté en septembre dans de nombreuses entreprises pour faire pression sur patrons et syndicats en pourparlers sur les salaires.

Il n'y a rien dans ce numéro sur ces luttes et, de plus, l'information, pour être complète, devrait être accompagnée d'un commentaire sur la situation économique mondiale : l'exemple de la Hollande (voir article dans ce numéro), celui de l'Angleterre peuvent être reliés à celui des U.S.A. pour montrer que ces grèves ne sont que la conséquence des mêmes problèmes capitalistes et que cela contient en puissance le renouvellement et une certaine unification du mouvement de lutte dans la sphère occidentale du capitalisme.

Il y a quelques mois, un camarade italien avait proposé l'échange - mensuel - si possible, d'une analyse de la situation économique et politique ; ceci pour permettre aux camarades étrangers de comprendre et relier les informations reçues de France. Nous avions conclu qu'un tel travail serait fort utile également pour les camarades français.

Mais cela aussi est resté à l'état de projet.

Par exemple, dans ce numéro, un article, partant des élections de Bordeaux, aurait pu montrer que les affrontements en apparence politiques se relient étroitement à la compétition impérialiste, pas seulement entre J.J. S.S. et Chaban-Delmas (lutte d'influence entre groupes capitalistes américains), mais aussi aux positions des groupes gauchistes (soutien au capitalisme d'Etat russe ou chinois). Il faudrait expliquer l'évolution des partis, à travers des crises et soubresauts, vers le bipartisme, le parti conservateur (l'U.D.R.) étant équilibré - pour la bonne gestion du capitalisme - par un parti de gauche dont les faits politiques et une habile propagande précisent peu à peu les contours. L'échec de l'été chaud de la G.P. devrait permettre de replacer à sa place réelle ce mouvement dans le capitalisme français et la situation économique, politique et sociale. Parallèlement aux regroupements politiques, dont ils sont la conséquence, se poursuivent les transformations du capitalisme français et celle des institutions, en un an notamment, le pouvoir légal des syndicats s'est considérablement accru, à la fois comme nécessité du capitalisme et réponse à l'autonomie des luttes).

Devait-on parler de l'écrasement des groupes palestiniens par l'armée jordanienne ? Cela permettrait d'éclaircir toute la confusion soigneusement entretenue sur les conflits entre impérialismes et autour du pétrole et des positions stratégiques, de montrer comment joue, malgré la coexistence - le conflit U.R.S.S.-U.S.A., de reparler, à propos des palestiniens, de la question du nationalisme et des luttes de « libération nationale » (qu'on connaît bien à travers l'Algérie et le Vietnam, mais que des camarades soulèvent à propos des Kurdes, du Tchad, du Québec et de la Palestine). Est-ce une question à renvoyer dans I.C.O. théorique, en raison de la longueur des débats et des problèmes de principe que cela soulève ?

Il resterait une dernière question qui contient la critique de la conception d'I.C.O. telle qu'elle apparaît dans ce qui précède ; c'est celle que soulève un camarade dans cette phrase : « ...éviter de tomber dans l'information générale qui n'a pas de réalité concrète pour le groupe de travailleurs avec lequel on agit. Ceci est pour répondre aux copains qui n'osent pas diffuser I.C.O. dans les boîtes car ils le trouvent inadéquat à certaines luttes, par la prise de conscience qu'il nécessite et l'adaptation à un certain langage ». Cette même critique est venue de divers camarades, mais elle doit

être non seulement précisée, mais devenir active par un apport d'informations et d'articles : le problème soulevé n'est pas si simple qu'il paraît. Tout d'abord il semble devoir être résolu par le style, par la forme de ce qu'on raconte et le choix des informations...

Mais deux autres questions surgissent aussitôt :

— de quelle valeur sera un tel bulletin si un travail d'analyse n'accompagne pas chaque texte. Et com-

ment le faire si l'on ne remonte pas à des généralités ? — le style et le choix des informations sont en relation étroite avec l'utilisation que l'on envisage de faire du journal dans les boîtes, c'est-à-dire au rôle que l'on assigne à un groupe d'entreprise.

Nous posons ces questions à tous les camarades ; elles sont plus ou moins abordées ailleurs, mais doivent être débattues par tous.

Une vague de grèves sur la Hollande (Août - Septembre 1970)

LES TRAVAILLEURS ET LA POLITIQUE DES SYNDICATS

« La vague de grève dans la région du Nieuwe Waterweg risque de s'étendre comme une nappe de mazout. Nous devons essayer de canaliser ce mouvement dans des limites raisonnables, parce que l'autre alternative est un développement sauvage, et personne ne pourrait dire ni la hauteur de la vague, ni où elle se jettera sur la plage ».

C'est dans ce style imagé que le président du plus grand syndicat hollandais, le N.V.V. (Union néerlandaise des syndicats, social-démocrates) André Kloos, commentait la proposition commune des trois syndicats d'augmenter les salaires de 400 florins (600 nouveaux francs) pour le reste de l'année et pour tous les travailleurs hollandais.

A ce moment, 45.000 ouvriers de Rotterdam et d'Amsterdam étaient déjà en grève avec des revendications bien plus importantes que les 25 florins par semaine de Kloos et de ses amis. Lorsque les syndicats du transport et de la métallurgie eurent conclu des accords sur cette base avec les patrons, la grève d'abord spontanée, puis ensuite reconnue par les syndicats, de nouveau redevint sauvage.

Rotterdam a vu se dérouler de grandes manifestations d'hostilité contre les directions syndicales qui osaient à peine quitter leurs bâtiments blindés pour paraître devant la masse des ouvriers rassemblés.

Cette attitude des syndicats était la même qu'autrefois, mais l'indignation des ouvriers était grande, car les syndicats au cours des dernières années ont tenté par des slogans radicaux d'apaiser le mécontentement croissant du prolétariat néerlandais.

Mertens, président du N.K.V. (syndicat néerlandais catholique) faisait, fin 68, une auto-critique « stalinienne » déclarant que les syndicats avaient toujours trop aidé les patrons. Dans cette période également, Kloos clamait qu'il était prêt à monter sur les barricades, et dernièrement Hulsker, président du syndicat des dockers, annonçait le 21 mars : « des actions dures, au besoin une occupation des entreprises ».

En réalité, la position des syndicats n'avait pas changé ; cela peut être depuis une déclaration du syndicat N.K.V., le 21 avril 69 : « le N.K.V. n'a aucun besoin d'encourager l'agitation dans les entreprises. Le syndicat essaiera de maintenir la paix sociale dans l'intérêt des travailleurs eux-mêmes et dans l'intérêt de la continuité des entreprises ».

Mais, fin août 70, l'agitation devint trop grande et les efforts annoncés des trois syndicats ne purent empêcher la plus grande vague de grève depuis la guerre.

Le mécontentement était très grand dans les entreprises autour de Rotterdam. Les ouvriers des grandes entreprises gagnaient beaucoup moins que les ouvriers des entreprises intérimaires travaillant avec eux : parfois des ouvriers non qualifiés gagnaient 60 florins de plus que des professionnels. La cause en était dans le travail irrégulier du port et des chantiers navals, ce qui amenait les patrons à employer une main-d'œuvre très mobile.

Il en résultait un manque énorme d'ouvriers dans toute l'industrie de l'ouest des Pays-Bas, surtout à Rotterdam où il est difficile d'attirer des ouvriers à cause du problème de logement, de la pollution de l'air et de l'eau, etc...

Certains ouvriers avaient bien vu qu'ils pouvaient gagner plus dans les entreprises intérimaires (dans les chantiers navals, souvent un patron « entremetteur » qui recrute dans certains bistros ou devant la gare centrale, ailleurs dans des entreprises avec des bureaux dans toutes les grandes villes). Ces entreprises intérimaires fournissent des ouvriers et des employés dans la métallurgie, les ports, l'industrie chimique, les P.T.T., les banques, dans presque toute l'économie hollandaise. Presque toujours leurs salaires étaient plus élevés que ceux des autres ouvriers (en général 25 à 30 florins, et dans certains cas 60 à 75 florins par semaine) (un florin vaut environ 130 anciens francs).

Partout les équipes étaient insuffisantes, 4 ouvriers faisaient le travail de 6, il y avait beaucoup d'heures supplémentaires. Des réorganisations accroissaient le mécontentement : par exemple Wilton-Fijenoord licenciait 150 ouvriers et quelques mois après embauchait des intérimaires.

Dans le port des ouvriers étaient vendus par des groupes industriels à d'autres trusts sans que les ouvriers eux-mêmes en sachent rien. Conclusion générale des ouvriers : « les cales sèches sont plus importantes que les hommes, ils nous transportent comme des sacs de farine ». En 1963, les patrons du port d'Amsterdam et de Rotterdam, et les syndicats des transports donnaient 400.000 florins à un sociologue pour étudier les conditions de travail des dockers. Celui-ci déposa un rapport de 450 pages, mais les patrons n'en tirèrent rien. Les profits étaient plus grands sans les conseils du sociologue. Les opinions des dockers étaient tout autre : « c'est nous qui avons fait de Rotterdam le premier port du monde, alors nous devons être respectés comme des hommes. Nous avons toujours été loyaux, mais il y a des limites à notre patience ». Le sociologue interwievé par un journaliste déclara : « il est étonnant que le port de Rotterdam ait connu une longue période de paix sociale. Les plaintes que l'on entendait il y a 10 ans, c'est-à-dire les rapports de pouvoir autoritaire, les heures supplémentaires, travail irrégulier, dureté du travail sale et dangereux, tout cela est toujours bien réel ».

Maintenant, c'en est fini de la tranquillité des ouvriers de Rotterdam, et ils sont devenus plus radicaux que leurs camarades d'Amsterdam. Le prolétariat d'origine agricole et paysanne est devenu un prolétariat industriel.

LA GREVE ET LES GROUPES « D'AVANT-GARDE »

C'est à cause de tout cela que la grève du 25 août aux chantiers navals Wilton-Fijenoord ne resta pas isolée, mais marqua le début d'une vaste vague de grèves. La grève dans la métallurgie et les docks connut trois phases successives :

1) grève spontanée commencée entièrement à la base et propagée par les ouvriers eux-mêmes dans les autres entreprises ;

2) une phase plus courte : les syndicats « soutiennent les ouvriers » mais apportant leurs propres revendications sur la base desquelles ils concluent des accords avec les patrons et espèrent la reprise du travail ;

3) la base n'accepte pas les accords conclus par les syndicats et la grève est de nouveau sauvage, mais pourrait à cause de la confusion semée par les dirigeants syndicaux, les calomnies et les fausses informations de la presse bourgeoise et l'action des groupes politiques qui veulent diriger les ouvriers.

Au début de la grève, le groupe maoïste Rode-Tribune qui avait fondé un comité « Force des ouvriers des docks » (comme dans la grève des mineurs de Limbourg) connut un grand succès. Ce comité était lié au syndicat fédératif des docks (F.H.V.) petit syndicat non reconnu. Après quelques jours il y eut des divergences lorsque le syndicat F.H.V. voulut négocier avec les syndicats officiels. Comme toujours la politique brisait l'unité des travailleurs.

Mais le premier jour de la 3ème phase de la grève, 10.000 ouvriers manifestèrent contre les syndicats avec l'organisation du comité Force des ouvriers des Docks ; plus tard les dockers se détournèrent de ce comité à cause de son comportement autoritaire (pas de discours dans les meetings, le comité fixait lui-même les prises de parole, etc...). Comment se développe ensuite la grève ? Il est difficile de le savoir, mais il semble qu'il y ait eu des efforts pour former un comité comprenant des représentants des 21 entreprises en grève ; on ne peut savoir si c'était un effort de la base ou celui des groupes politiques intervenant dans la lutte. Dans la métallurgie, il était question d'un Comité d'Action Uni dont la composition n'est pas très claire. Les informations qui circulaient sur les conditions de la lutte étaient de plus en plus contradictoires. Dans certains cas les entreprises étaient occupées, non d'une manière symbolique mais pour des raisons pratiques : des piquets de grève bloquaient les portes, contraignaient l'intérieur de l'usine, bloquaient les centraux téléphoniques et chassaient les directeurs et les chefs.

La propagation de la grève fut en partie l'œuvre des travailleurs eux-mêmes : des grévistes de Wilton-Fijenoord allèrent dans des autobus à Vlissingen (à 70 km de Rotterdam) pour entraîner les métallos du chantier naval DE Chelde. Plus tard des efforts semblables venant d'étudiants dans le port de Rotterdam n'eurent aucun succès, au contraire, les ouvriers se montrèrent hostiles. Partout les patrons furent obligés de payer les journées de grève.

LA SUCCESSION DES EVENEMENTS

Il est intéressant de retracer l'évolution des grèves dans les mois d'août et septembre :

25 août : les ouvriers de la construction de navires au chantier Wilton-Fijenoord à Schiedam stoppent le travail, quand ils ont eu du chef une réponse insuffisante sur une plainte sur les salaires et les ouvriers intérimaires. D'autres parties du chantier se joignent à la grève, qui compte 3.000 ouvriers.

26 août : les ouvriers de Wilton occupent la porte. Nous ne lâcherons plus la porte, disent-ils. La porte de Wilton sera un peu le centre de la grève. Là on fait le projet de marcher vers d'autres usines, des délégations d'autres usines en grève viennent pour discuter, tout comme les ouvriers des usines qui ne sont pas encore en grève. Les 4.000 ouvriers du R.D.M. et du Nieuwe Waterweg (500) se joignent à la grève. Négociations le soir et la nuit entre patrons et syndicats. La convention collective est modifiée, les ouvriers recevront un montant de 150 florins ; on pense qu'on peut terminer la grève.

27 août : quand les bonzes viennent à la porte, ils essaient en vain de convaincre leurs membres. La grève continue et les grévistes marchent sur quelques petites entreprises métallurgiques de Schiedam.

28 août : 15.000 métallos sont en grève. Le matin, les dockers de Thomsen débrayent ; dans l'après-midi, la grève est totale et le port est paralysé. Débrayage des métallos d'Amsterdam.

29 août : les 800 travailleurs des remorqueurs font la grève par solidarité.

30 août : accords dans la métallurgie entre patrons et syndicats.

31 août : les ouvriers n'acceptent pas l'accord. D'autres entreprises se mettent en grève. Des ouvriers de Wilton vont à Vlissingen. Grève dans la région de Dordrecht. Les dockers d'Amsterdam se joignent au mouvement.

1er septembre : accord dans le port. Indignation parmi les ouvriers. Des entreprises rejoignent la grève des métallos, d'autres reprennent. Grève au plus grand chantier naval Verolme. Les syndicats proposent une augmentation de 400 florins maximum pour tous les travailleurs néerlandais.

2 septembre : 10.000 ouvriers manifestent dans le centre de Rotterdam. Les bonzes s'enferment dans leurs bâtiments. Mais les dockers d'Amsterdam reprennent le travail dans la soirée. Le patronat accepte les projets des syndicats.

3 septembre : la grève des métallos pourrait, sauf à Wilton-Fijenoord. On reprend le travail sur les bases de l'accord officiel, mais avec paiement des jours de grève. 6.000 dockers manifestent devant le bâtiment du patronat.

4 septembre : la grève des dockers continue, mais un meeting de Force des ouvriers attire seulement 2.000 grévistes. Des grèves éclatent dans l'industrie chimique : à l'usine des engrais chimiques Albatros (1.100 ouvriers), le service technique de Shell, et à Dow Chemical. Quelques grands patrons chimiques ne veulent donner que 200 florins. Ces grèves sont soutenues par les syndicats. Tous les syndicats viennent après des revendications. Le gouvernement regarde « avec souci les développements ». Il dit à la direction de la Shell qu'il faut affronter l'anarchie industrielle.

5 septembre : 1.500 ouvriers assistent à un meeting de Force des Ouvriers. La grève continuera lundi disent les dockers unanimes. La police protègera les jaunes, disent les patrons. Des grèves sont attendues dans la chimie, dans le bâtiment. Grève dans l'usine d'acier du N.K.F. (partie de Philips). La direction promet les 400 florins.

Semaine du 6 au 13 septembre

Pendant cette période, la grève des dockers de Rotterdam est devenue plus dure, bien qu'au début de la semaine, elle commençait à pourrir. Mais, dans l'après-midi de mardi, un grand cortège de grévistes marchait sur toutes les entreprises et a convaincu les autres à débrayer de nouveau pour de nouvelles revendications moins élevées.

Aussi, cette semaine, tous ceux qui pensaient être les leaders de la classe ouvrière se sont mêlés au conflit sans qu'ils aient pour cela obtenu une influence permanente. Les grévistes sont conscients au plus haut point que la politique divisera les ouvriers. Les événements sont très confus, mais il paraît que le comité Force des Ouvriers a la plus grande influence parmi les dockers. Ce comité, animé par le groupe maoïste Rode Tribune, est composé uniquement de dockers de toutes les entreprises et de quelques femmes de dockers. On a formé des comités et des commissions dans toutes les boîtes du port qui forment un peu la base du comité. Bien que le comité ne soit pas une initiative spontanée de la base, on peut dire qu'il est l'expression des ouvriers les plus radicaux, fermement opposés aux syndicats.

Dans le reste du pays, les grèves s'étendent très rapidement dans le bâtiment, l'industrie chimique et, depuis le week-end, dans les usines du plus grand trust néerlandais Philips. Mais toutes ces grèves sont contrôlées par les syndicats, bien qu'ils éprouvent de grandes difficultés à canaliser le mouvement dans le bâtiment.

Mais le plus important, reste la grève informelle des dockers qui continue encore aujourd'hui, lundi 14 sep-

tembre. Dans la grève, il y a deux tendances, comme dans la grève des mineurs du Limbourg. Les grévistes autour du comité de Force des Ouvriers ne luttent plus dans le syndicat (« si quelqu'un pense qu'une carte syndicale apporte des avantages, il doit l'avoir, mais il ne faut pas avoir des illusions dans le syndicat comme organe de lutte »), mais disent qu'on ne doit avoir confiance que dans sa propre force et ses propres capacités.

D'autres groupes ont encore des illusions sur les syndicats et ils forment les troupes des soi-disant leaders de la classe ouvrière qui se présentent l'un après l'autre aux ouvriers.

Mardi matin, Frei Meis, leader de la grève dans l'industrie du carton de Oude Pekela, arrivait « par hasard » dans un meeting organisé par des commissions communistes. Il a proposé de continuer la grève avec une revendication de 37.50 florins remplaçant la revendication de Force des Ouvriers, de 75 florins (par semaine) (sur le rôle de Frei Meis, dans la grève du carton - Voir I.C.O. n° 88, décembre 69, p. 4).

Sa proposition était acceptée, et les grévistes sont allés annoncer la décision aux jaunes, qui ont débrayé de nouveau. Bien qu'il ait renforcé l'unité des grévistes, son prestige (haut parmi la classe ouvrière des Pays-Bas) a diminué du fait de ses tactiques syndicales : lutter dans le syndicat, ne pas quitter le syndicat, etc... Mais l'hostilité des ouvriers envers les syndicats est beaucoup plus élevée parmi les dockers de Rotterdam, que dans l'industrie du carton. L'intégration des syndicats est beaucoup plus grande à Rotterdam et leur attitude plus dégueulasse. Déjà avant la grève, les syndicats officiels - 3 - ne comptaient que 40 % des ouvriers, contre 80 % dans le carton.

Beaucoup de dockers n'ont d'ailleurs pas oublié qu'après la guerre les communistes ont terminé une de leurs grèves parce que le P.C. pouvait obtenir quelques sièges dans le gouvernement.

Le jour suivant, Paul Brehm, leader du syndicat gauchiste O.B.V. (Organisation Indépendante du Transport) parlait à un meeting de Force des Ouvriers. Mais il avait dû promettre qu'il ne ferait pas de propagande pour sa propre organisation, et il a tenu sa promesse.

Après Brehm, ce fut son ennemi personnel qui entra dans le conflit : M. Leen Van Os. Profession : leader de grève. Il fut longtemps le leader du syndicat O.B.V. mais l'a quitté après la grève des remorqueurs de Rotterdam, en janvier, pour des conflits personnels avec ses collègues. Il y eut alors une scission dans l'O.B.V. et Van Os et ses adhérents sont allés au syndicat socialiste N.B.V. (Union Néerlandaise des Travailleurs du Transport, syndicat officiel). Ses membres luttent comme les communistes, pour la réforme du syndicat ; actuellement Van Os s'est retiré de ce syndicat (après une crise cardiaque). Il vint avec une « commission de bons services » composée de quelques sociologues (dont M. Ter Hoeven), le président de la Chambre de Commerce de Rotterdam et M. Laan, maire de Zaandam, et ancien ponté de N.B.V. ! Van Os veut intervenir dans le conflit parce qu'il est choqué du développement (sauvage) de la grève.

Il est possible que les syndicats et les patrons se servent de ce service pour céder aux grévistes sans perdre la face. Les patrons commencent à bouger, quelques uns ont fait des concessions par des régulations internes. Pendant le week-end ils ont annoncé que tous ceux qui reprendraient le travail aujourd'hui obtiendraient 10 florins. Sans succès. Je pense que les dockers obtiendront leurs 37, 5 florins par semaine au cours des jours à venir.

Ce qui est remarquable dans toute la grève c'est l'attitude des femmes, qui ont soutenu les hommes pendant tout le conflit. Certaines sont prises dans le Comité de grève, et organisent la distribution de repas chauds et de nourriture pour les enfants. Ce qui provoquait plus encore la colère des femmes, ce n'était pas seulement les 25 florins, mais la restauration d'une vie familiale normale, budget insuffisant, absence des hommes travaillant dans les équipes du week-end et de la nuit.

Les jaunes viennent surtout de Zeeland et de l'ouest de Noord-Brabant, pays du chômage.

*
**

FEMME DE GREVISTE DE ROTTERDAM

« Six semaines de privations sont meilleures que toute une vie de pauvreté ».

Les dockers de Rotterdam sont en grève depuis 15 jours. Ils n'ont reçu aucun argent. Comment la femme résout-elle les problèmes ? En a-t-elle assez ? Se place-t-elle toujours aux côtés de son mari gréviste ? Quelles sont les conséquences de cette grève pour sa famille ?

Sur ces questions répond la femme d'un docker de Rotterdam, 28 ans, mère de 3 enfants. Ce qu'elle dit est probablement vrai pour la plupart des femmes de grévistes :

« La situation est misérable. Personne n'a d'argent. 15 jours sans fric, ce n'est pas rien. Je n'ai pas pu payer les assurances, ni la rétribution scolaire. Je n'ai pas encore de retard dans le loyer, parce que je paie d'avance. On fait rarement des repas chauds. Le plus souvent c'est du pain avec des granulés de chocolat, c'est bon marché. Si on mange un repas chaud, il n'y a pas de viande, nous ne pouvons nous en payer. Avec deux paquets de margarine et une casserole d'eau, je fais un jus comme ça. On ne peut plus donner de lait aux enfants, ni limonade. Ils doivent se satisfaire avec de l'eau. »

« J'étais au meeting des grévistes. J'ai dû emprunter 10 centimes pour aller aux toilettes. Je n'ai pas encore mangé aujourd'hui. Tiens, regarde dans mon porte-monnaie : voilà, 12 centimes, c'est tout ce que j'ai. Il y a des femmes qui ne peuvent plus payer la pilule. On doit acheter des vêtements d'hiver pour les enfants, mais ça, on doit l'oublier. Aujourd'hui, mes petits marchaient en sandales dans la pluie. Les bottes sont trop petites : je n'ai pas d'argent pour en acheter de nouvelles. La saison du chauffage commence : comment le payer ? »

« Nous avons commencé à distribuer des paquets de nourriture pour les cas les plus émouvants. Samedi passé, nous avons commencé par une collecte chez les grévistes, tous ces pauvres gens ont donné quelque chose. Même du Brabant on reçoit des contributions. Avec l'argent on achète des plats au « cash and carry » ; nous avons obtenu 10 % de rabais. Tous les matins les familles de grévistes qui sont réellement dans le besoin peuvent venir chercher la nourriture chez nous. Ce matin, il y en avait 60 à 70 ».

« Ce soir, une brave femme arrive chez moi : plus de poudre pour la lessive. Pas d'argent. J'en avais encore un peu, ensemble on peut s'en sortir. J'emprunte de l'argent à ma mère qui me donne son livret : 300 florins. Cependant elle en a beaucoup besoin : mon père est presque invalide, et elle a encore des dettes. Malgré cela, elle me le donne : « tiens, prends ce que tu veux. »

« Cependant, je soutiens la grève, à tort et à travers. Six semaines de faim sont plus salutaires que toute une vie de pauvreté ; parce que dans la métallurgie, on paye des salaires de famine. »

« Un docker a 156 florins par semaine, 40 florins de charges fixes, 10 florins pour mon mari, restent 100 florins ; heureusement que je travaille beaucoup par moi-même, pour les vêtements par exemple. Pour joindre les deux bouts, je fais des acrobaties, j'achète les aliments le meilleur marché. Je cherche dans les journaux les annonces où on vend avec rabais. Cependant, avec 156 florins, c'est impossible. »

« Mon mari fait des heures supplémentaires, le plus possible. Cela rapporte plus ou moins 28 florins. Avec ces heures supplémentaires, il rentre à la maison à 2 heures. A 5 heures 30 il doit se lever à nouveau. Il est épuisé, le soir il est mort de fatigue ; affalé dans une chaise il dort. On n'a pas de contact spirituel. Il ne voit pas les enfants. Pour cela je soutiens la revendica-

tion de 37,50 florins par semaine, mais dans le salaire de base, pas comme une indemnité de transport, qui disparaît en cas de maladie. Et paiement des jours de grève ; sinon, on ne sort pas des dettes pendant 6 mois.

« Pour moi, le syndicat peut aller aux chiottes. depuis 3 ans 1/2 mon mari est membre de l'Union Néerlandaise des travailleurs du Transport, ça coûte 9,75 florins par mois. Mais nous payer, nous, non. Ces messieurs soutiennent seulement les deux premiers jours de grève, mais même de cela on a encore rien vu. Tous les ans ils nous donnent un bel agenda : pour noter nos dettes sans doute... »

« Si j'avais, toutes ces années, épargné la cotisation, j'aurais maintenant au moins de quoi bouffer. Le syndicat ne te donne pas un sou, mais il t'envoie un papier t'informant que la prime est augmentée au 1er janvier, à 11 florins. Merde. J'ai mis à la porte le syndicat. »

« On a toujours peur des bagarres. Tu sais ce que je trouve dommage ? Que les femmes se taisent trop. Elles doivent toutes lutter pour leurs hommes. Toutes marcher dans la ville. Alors tout le monde peut se rendre compte qu'on est d'accord avec nos hommes. Il faut massivement se faire écouter, autrement les gens pensent : « pauvres grévistes ! ».

*
**

Le gouvernement prépare la mobilisation de l'armée pour briser la grève des dockers. On n'est pas d'accord au sein du conseil des ministres : les vautours voulaient déjà engager les militaires lundi dernier, les pigeons voulaient encore attendre. Depuis lundi les flics protègent les jaunes. Ceux de la rue sont sympathiques au mouvement et ont refusé une fois, par exemple, d'arrêter une Volkswagenbus avec des micros de grévistes.

Dans le reste de la Hollande, la lutte pour les 400 florins s'étend. Les 4 grands trusts (AKZO, UNILEVER,

SHELL et PHILIPS) ne veulent lâcher que 200 florins. Des grèves surtout chez AKZO : les usines ENKA à Emmen (4.000 ouvriers), Albatros à Rotterdam (1.100) et Ketjen à Amsterdam. Samedi les usines Philips à Stadskanaal et Dordrecht faisaient grève. Dans certaines régions, le bâtiment ne travaille plus. Les patrons entament aujourd'hui un procès contre les syndicats qu'ils gagneront sûrement. Les syndicats sont mécontents : comme ça on ne peut pas canaliser la grève, et des éléments la continueront. Si nous devons stopper notre soutien, c'est le bordel.

La grève dans le bâtiment est déjà plus radicale que les chefs le voudraient. Les ouvriers dressent une barricade sur la route, contrôlent les voitures des jaunes, vont vers une ville voisine étendre la grève, manifestent contre les notables locaux qui viennent inaugurer une statue près du chantier, etc...

Chez ENKA, à Emmen, les grévistes non syndiqués ont formé leur propre comité d'action.

Dans certaines entreprises, les ouvriers ont obtenu les 400 florins sans grève, ou avec de petits débrayages. Le mouvement était fort dans la Flandre Zélandaise, où l'industrie s'est implantée depuis les cinq dernières années et où les ouvriers étaient connus comme non-combattifs. Mais cela est du passé maintenant. Après une grève chez Dow Chemical, tous les patrons ont cédé.

Le gouvernement veut probablement, comme PHILIPS ne donner que 200 florins. Je crois alors que le mouvement va s'étendre dans les services publics où le mécontentement est déjà grand. Une action modèle des cheminots est possible.

Tous les ouvriers commencent à s'agiter et les syndicats ne peuvent plus les arrêter. Des rumeurs courent que le gouvernement veut bloquer les salaires et augmenter la T.V.A. Si c'était, ce sont tous les travailleurs qui résisteraient.

Grèves sauvages en Belgique

La grève de Limbourg (janvier-février 1970) n'est pas un phénomène isolé. Les luttes dont il est question ci-dessous se sont déroulées avant l'été ; elles témoignent plus clairement peut-être que dans le Limbourg, mais à une moindre dimension et dans des conditions moins complexes, de l'existence de ce courant vers l'autonomie qui apparaît partout dans le monde.

Trois grèves sauvages ont éclaté en Belgique à peu près au même moment. Elles ont suivi une évolution assez semblable et ont apporté des éléments neufs, au niveau belge, quant à l'autonomie des luttes ouvrières.

Forges de Clabecq (sud de Bruxelles) : usine sidérurgique, 4.000 ouvriers

Caterpillar, à Gosselies (environs de Charleroi) : bulldozers, environ 1.600 ouvriers

Michelin, à Leeuw St-Pierre (banlieue de Bruxelles) : pneus, 1.300 ouvriers.

A Clabecq et à Caterpillar, les ouvriers réclament une augmentation de 5F (environ 50 centimes français) à l'heure. Les syndicats s'opposant à la grève, ils nomment un comité de grève. A Michelin, il existait déjà un comité, élu lors de la grève sauvage du début de l'année. Le syndicat proposa aux ouvriers une convention de 2 ans qui fut repoussée par 65 (ou 60) % des

voix. Les ouvriers refusant, les syndicats voulurent organiser un nouveau référendum à la mode gaulliste : deux questions, une réponse : qui était contre la grève était pour la convention. De plus, il fallait aller voter individuellement dans le bureau du chef. Le comité incita les ouvriers à ne pas participer au référendum et lança une grève. L'usine fut occupée (vendredi 12 juin). Aussitôt 6 membres du Comité reçurent leur préavis.

L'opposition des syndicats fut immédiate et totale. A Caterpillar, ils prétendirent qu'ils allaient à un accord avec la direction, et que les grévistes avaient tout gâché. A Clabecq, ils voulurent organiser un référendum au vote secret. Les ouvriers exigeant une assemblée générale et un vote à main levée, les syndicats décidèrent un référendum par la poste. A Michelin, ils s'apuyèrent sur le référendum truqué et interrompu du 11 juin pour réclamer la reprise du travail.

Le lundi 15 juin, les piquets de grève de Caterpillar furent dispersés par la gendarmerie. Les ouvriers se sont alors réunis en cortège et ont manifesté devant la Maison du Peuple, « Notre maison » (siège du syndicat C.S.C.) où ils ont pénétré et quelque peu secoué les dirigeants du syndicat chrétien. *La gendarmerie a dû intervenir pour protéger les syndicalistes.*

L'usine a arrêté complètement depuis vendredi 6 heures 30. Environ 250 occupants.

« Distrigaz », usine juste à côté, a arrêté lundi le travail pendant 2 heures, par solidarité. Les ouvriers ont menacé la direction, « vous nous payez les 2 heures ou bien on arrête 4 heures ».

Une délégation de Citroën est venue devant Michelin (qui fournit des pneus à Citroën et Renault).

Lundi les ouvriers de Michelin ont refoulé un camion venu d'Allemagne pour charger une partie des stocks et cela malgré la présence du personnel de maîtrise (les différentes usines Michelin sont très dépendantes les unes des autres).

Les ouvriers sont décidés à empêcher le départ de stocks vers d'autres pays.

12 h. CLABECQ

L'usine s'étend sur une grande superficie. Une ancienne et une nouvelle usine. Tous les prochinois qui étaient dimanche à Michelin sont là (20 types). L'usine n'est pas occupée (raisons données par le comité de grève : grosse superficie, beaucoup d'endroits dangereux, électricité et gaz, d'où risque d'un sabotage extérieur, mais cette possibilité (l'occupation) a été envisagée et est étudiée). A 12 heures, 200 ouvriers manifestent devant la nouvelle usine. Avec pourparlers avec la direction, une délégation du comité de grève va à l'intérieur pour demander aux ouvriers des 2 entreprises de construction (qui y travaillent à de nouvelles installations) et à une équipe de monteurs allemands de faire au moins un arrêt de solidarité pour les grévistes. D'après la délégation, les ouvriers auraient décidé de discuter de cette proposition à l'heure de midi. Ensuite les manifestants se sont rendus au café Kur-saal (près de l'usine, et permanence du comité de grève) et là le comité a décidé de tenir une assemblée générale permanente pour Caterpillar.

CATERPILLAR (1600 ouvriers, 400 au travail) .

Les délégués sont nettement plus durs (l'intervention de la gendarmerie y est-elle peut-être pour quelque chose : bosses, un poignet cassé, des lunettes brisées, du côté ouvrier).

25 à 30 % des ouvriers restent au travail, l'usine tourne au ralenti. La direction s'est aperçu que les bulldozers sortis depuis le début de la grève étaient impropres à la livraison : exemple : roues montées à l'envers, etc...

Les grévistes et le comité ont déjà distribué plus de 8.000 tracts, notamment aux A.C.E.C. et à la Providence (hauts-fourneaux) pour appeler les ouvriers de ces usines à se solidariser et à reprendre à leur compte les revendications de 5 F l'heure.

Jusqu'à présent, aucune réaction concrète.

Etant donné les manœuvres syndicales (référendum par bulletin secret envoyé par la poste) identiques à Michelin, Caterpillar et Clabecq, ces 3 usines ont décidé d'unir étroitement leur action.

CLABECQ (5.000 ouvriers, 60 % étrangers ; ce sont les plus combatifs, les belges sont en général à la traîne du mouvement)

MERCREDI 17

6 h. - CATERPILLAR (Charleroi)

Les premiers éléments des piquets se mettent en place, des ouvriers rentrent (300 à 400 sur 1.600). 2 voitures de la B.S.R. et 6 types à l'intérieur de l'usine. Une camionnette de police à 200 mètres.

7 heures : Les piquets sont en place, le comité de grève a appelé à une assemblée générale devant l'usine pour 7 heures 30 avec vote à main levée, pour ou contre la poursuite de la grève.

Une trentaine de bonzes syndicaux (F.G.T.B. et C.S.C.) s'amènent avec Davister (le caïd de Charleroi) en tête. Ils ont 2 voitures avec haut-parleurs. Les bonzes s'adressent aux ouvriers (400 environ) : « Rentrez dans l'usine, allez dans vos sections, participez au référendum ». Alors en masse, les 30 délégués (après de nombreux appels) marchent sur le piquet en criant : « Entrez, camarades » ; les délégués de l'usine portent ostensiblement leur malette.

Les délégués de l'usine entrent, la vingtaine d'autres essayent de dissoudre le piquet. Ils sont injuriés et refoulés. Aucun ouvrier ne les a suivis.

7 heures 30 : Avec un gueulophone, le comité de grève essaye d'organiser l'assemblée. Les haut-parleurs syndicaux diffusent de la musique légère à tout casser. Des ouvriers s'adressent aux délégués et leur demandent de cesser sinon ils se fâchent. Les délégués refusent. Les ouvriers chargent, les haut-parleurs sont arrachés, les voitures lapidées à coups de cailloux (trop petits hélas) ainsi que les délégués ; ceux-ci fuient, sauf Davister que fait face et qui sort une matraque de la poche intérieure de son blouson en criant : « Je défendrai la démocratie par la force, fascistes ! ». Il doit battre en retraite. L'assemblée peut alors se tenir et à la quasi-unanimité (5 voix contre) se prononce pour la poursuite de la grève.

8 heures : Un piquet d'ouvriers (30 à 40) se met devant l'entrée des employés, plusieurs attendent sur le parking ; de l'intérieur, quelques dizaines de chefs et de gardes essayent d'enfoncer le piquet. Injures, bousculades et coups, les cadres sont refoulés. Les employés ne sont pas intervenus. Une discussion (explicative) s'engage entre ouvriers et employés (d'ailleurs la direction américaine envisagerait de mettre des employés sur les chaînes, peu probable). Après un deuxième essai, les cadres se replient à l'intérieur des bureaux.

8 heures 30 : Les employés sont toujours dehors et certains s'en vont. 25 % des ouvriers au travail.

CLABECQ assemblée générale des grévistes, 10 heures place du marché. L'occupation est décidée et à 11 heures une centaine d'ouvriers entrent dans l'usine, non pour empêcher le travail d'entretien qui continue, mais pour empêcher le déroulement du référendum syndical.

MICHELIN : toujours occupée. La direction essaye de faire reprendre le travail par tous les moyens ; les ouvriers s'y opposent.

Durant cette semaine, les trois grèves se sont peu à peu essouffées, faute de perspectives. La voie traditionnelle des négociations étant fermée, les grèves étaient condamnées à se durcir et à s'étendre, ou à s'affaiblir peu à peu.

A Caterpillar, où le travail n'avait jamais complètement cessé, il semble que le nombre de grévistes ait sérieusement diminué. A Clabecq, les syndicats ont proclamé que la majorité des votants étaient pour la reprise (les grévistes, en principe, ont boycotté le scrutin ; d'après les syndicats, il y a 2.405 bulletins favorables à la reprise). A Michelin, il a fallu recourir à la manière forte. Jeudi après-midi, un groupe de travailleurs (? !) précédé, a affirmé la radio, d'un drapeau belge, a pénétré dans l'usine : « Nous voulons travailler, nous voulons travailler »... Bagarres avec les occupants, arrivée de la gendarmerie, expulsion des grévistes. La version du journal socialiste gouvernemental « Le Peuple » (19 juin) est plus précise ; elle tient en deux légendes de photos, qui se passent de tout commentaire : « Encadées de travailleurs partisans de la reprise, les camions des gendarmes pénètrent dans l'entreprise... » — « Entre deux haies de gendarmes, les « occupants » sortent de l'usine ».

QUELQUES conclusions provisoires :

— Les trois grèves ont été complètement autonomes. L'opposition aux syndicats a été immédiate et totale (sauf peut-être à Clabecq). Les groupes politiques ont été accueillis sans hostilité, mais avec une très grande prudence et une grande fermeté lorsqu'ils ont tenté de s'immiscer dans la grève (A Caterpillar, un prochinois tente de prendre la parole pour donner son avis ; le micro lui est arraché : « les travailleurs décident eux-mêmes »).

— Les travailleurs ont été parfaitement conscients qu'ils ne pouvaient rien faire isolés ; d'où les contacts pris entre les 3 comités de grève, la distribution de

tracts aux autres entreprises, etc... A noter que ces contacts ont été pris sans interventions politiques et syndicales.

— L'attitude des syndicats prouve qu'ils se sont rendus compte de l'importance de l'enjeu. Ils n'ont reculé devant aucun moyen (accusations de sabotage diffusées par « Le Peuple », etc...) Les syndicats s'appuient sur la démocratie bourgeoise et essaient d'utiliser les traces de l'idéologie bourgeoise dans la mentalité ouvrière (recours au vote secret). Mais les ouvriers savent très bien que leur force est dans leur masse, et qu'elle s'exprime en assemblées, sur le lieu du travail (un communiqué syndical sur Caterpillar, après avoir décrit la grève à sa manière : « Les travailleurs de cette entreprise sont soumis à une véritable campagne de pression, de menaces et d'injures, animée par un groupe d'irresponsables et téléguidée par un noyau d'agitateurs étrangers à l'usine et à la région », après avoir rappelé « les efforts consentis en vue de réaliser la syndicalisation du personnel... », concluait par un surprenant : « Vive le syndicalisme ! Vive la liberté et la démocratie ! »).

30 juin : Il y a plusieurs dizaines de licenciements chez Michelin et Caterpillar. On peut se demander si cette « défaite » ne va pas amener un recul de l'autonomie des luttes (ou si l'on veut des luttes tout court).

N.B. - Il semble qu'à Caterpillar, usine américaine où les syndicats ont parfois rencontré l'opposition des patrons, les éléments les plus durs de la grève aient été des non-syndiqués.

Ce texte est extrait de Liaisons, n° 5 - M.C. Gilles - B.P. 12, Ixelles 2 - 1050 Bruxelles)

A PROPOS DE LA GREVE DE LIMBOURG (janvier-février 1970)

Nous rappelons que nous avons publié sous le titre « L'organisation de la lutte de classe dans la grève du Limbourg » une brochure mise au point collectivement par des camarades belges, français et hollandais (supplément au n° 95, envoi contre 2 F)

Un camarade de Paris fait une critique de cette brochure dans les termes suivants :

Il est d'abord question d'une brochure en anglais Spartakism to national bolchevism - the KPD 1918-24 (1)

« A mon avis, et sans contester son intérêt ni sa valeur en tant qu'étude historique, ce travail met trop l'accent sur ce qui rapproche K.P.D. et K.A.P.D. (conception du parti) et ignorant ce qui les sépare (action parlementaire ou action directe d'une minorité agissante) et surtout en laissant de côté l'attitude foncièrement social-démocrate et trade-unioniste des masses ouvrières à l'époque.

Or, cela me semble d'autant plus regrettable que cet aspect subsiste aujourd'hui dans son intégralité, même si c'est dans un cadre pratique et idéologique tout différent. Ce même problème est d'ailleurs au centre de la brochure d'I.C.O. sur les grèves de LIMBOURG, plus particulièrement en ce qui concerne le jugement porté sur « Force des Mineurs ». C'est à mon sens l'un des mérites de cette brochure que de refuser de passer une condamnation sectaire d'esprit située sur les efforts de ce groupe. Et pourtant je crains que la brochure reste

par trop négative à son égard. Il est bien joli en effet de reprocher à « Force des Mineurs » de vouloir se substituer à la classe, de lui être « extérieure », mais la brochure reconnaît elle-même que les mineurs n'ont pas cherché à créer des liaisons de leur propre chef, et opposer à la grève de LIMBOURG celle de KIRUNA, où les mineurs ont essayé de propager leur mouvement sans passer par l'intermédiaire d'une organisation « spécialisée » (p. 36) me paraît une critique sans fondement : à KIRUNA, du fait des conditions géographiques, etc... il ne pouvait pas exister de groupes de lutte « extérieurs » au mouvement de classe. Mais cette situation est exceptionnelle ; dans la plupart des cas, l'intervention d'éléments « extérieurs » se fait en quelque sorte de soi-même : police et syndicats, partis et groupements étudiants entrent nécessairement dans la danse, selon des modalités très différentes d'un point à un autre ; il s'agit d'une donnée inhérente à tout mouvement aujourd'hui, et je ne crois pas que ça avance beaucoup d'opposer une classe, plus exactement une fraction d'une catégorie professionnelle de la classe, à un groupe politique (dans la mesure où Force des Mineurs peut être considérée comme tel). Car enfin, qu'est-ce que nous aurions fait, nous, dans le mouvement de LIMBOURG ? Très probablement des tracts où l'on aurait lu justement les paroles de « Force des Mineurs », citées p. 36 ! Qu'il y ait eu à « Force des Mineurs » des hésitations, voire de l'opportunisme (p. 35) c'est probable, c'est certain ; mais enfin, lequel d'entre nous agissant au sein d'un mouvement concret ne marque ni hésitation, ni « opportunisme » (?) ? Le paragraphe de conclusion (p. 39) auquel je ne vois rien à redire, pour ma part, dément d'ailleurs ce que les critiques précédentes avaient d'outrancièrement négatif.

Pour en revenir aux lacunes du texte de Solidarity, « Force des Mineurs » n'a rien à voir avec le communisme de conseils historique, c'est-à-dire le K.A.P.D., la chose est évidente ; pourtant son but déclaré - la mise en place au moyen de la lutte pratique d'un réseau de comités de base - se relie aux préoccupations du passé : on peut y voir un essai de constitution « d'une force syndicale de rechange » (mais en ce cas, il faut présenter une alternative) ou la préface indispensable une phase transitoire dans l'apparition d'un nouveau mouvement des producteurs. Cette seconde conception n'interdit pas du tout la critique, mais elle exige aussi une critique qui cherche à dégager les éléments positifs autrement qu'avec de grands coups de chapeau. (2)

Ceci dit, la brochure du LIMBOURG est une excellente chose et qui apporte bien plus au lecteur, soucieux des réalités de la lutte et non de rêvasseries pontifiantes à la situ, que les spéculations qui trop souvent encombrant I.C.O. imprimé ». (3)

(1) Brochure en anglais - publiée par le groupe Solidarity d'Aberdeen - C/O N. Roy - 138 Walker Rd - Aberdeen.

NOTES D'I.C.O.

(2) Ce que fait à notre avis une autre brochure sur « la grève des mineurs du Limbourg - Classe ouvrière contre capital en Belgique - 1970 - réalisée par « Lutte de classe internationale » - peut être demandée à la Vieille Taupe -1, rue des Fossés St-Jacques - Paris 5e.

(3) Les grèves en Hollande dont il est question dans ce numéro soulèvent les mêmes problèmes à propos de l'intervention de groupe comme Force des Mineurs.

SUÈDE

COMPLEMENTS SUR KIRUNA

Dans le n° 91-92 d'I.C.O., pages 4 à 11, nous avons publié un article concernant la grève des mineurs de fer de LAPONIE et la lutte de classe actuelle dans les

pays scandinaves (la grève des mineurs de fer a duré du 9-12-69 au 4-2-70).

Ce qui suit sont des observations présentées par un camarade français résidant en Suède, qui a pu contacter des mineurs de Kiruna, dont un membre du comité de grève ; les autres compléments ont été empruntés à

la presse française et étrangère ; nous avons envisagé de publier une brochure sur cette grève dont l'essentiel serait constitué par les mineurs eux-mêmes, mais il n'est pas sûr que nous puissions mener ce projet à bonnes fins en raison notamment de l'obstacle de la langue.

Notes d'un camarade Français en Suède (4-70)

Il vaut mieux parler de la grève du L.K.A.B. car Kiruna, Svappavara et Malmberget sont des choses différentes à bien des points de vue. D'ailleurs Malmberget est à 140 km de Kiruna. La semaine précédente, au début de la grève, il y avait eu un arrêt de travail à Malmberget. Svappavara est une mine à ciel ouvert tandis que Kiruna et Malmberget sont des mines classiques. Le motif de départ de la grève n'est pas dans le déclassement mais dans le changement des normes (20 % environ de temps de moins pour un même débit). Dans les revendications transmises à L.K.A.B., le 26 janvier, l'essentiel était constitué par un salaire minimum garanti notamment pour les anciens qui ne peuvent plus suivre les cadences et qui correspondait à 15 couronnes de l'heure (1 couronne = environ 1 F).

Autre observation sur les revendications : les mineurs ne demandaient pas le remplacement des diésels, mais le retour aux moteurs électriques qui avaient été remplacés par des diésels, trois années auparavant.

Il n'y a jamais eu, tout au long de la grève, aucun piquet de grève. Un seul type a osé travailler, mais il versait son salaire à la caisse de grève ; ce qui a valu une demi page dans les journaux : « ce n'est pas un briseur de grève, il verse son salaire à la caisse de grève ». La police ne pouvait donc pas intervenir. Les ouvriers étaient complètement écœurés par les journaux et notamment le journal social démocrate local. Le correspondant local à Kiruna a été boycotté.

Ce ne sont pas les possibilités financières qui expliquent les concessions faites par Volva et la résistance des patrons à L.K.A.B.

L.K.A.B. est une entreprise d'Etat (une des rares qui soit directement contrôlée par l'Etat). C'est un peu le Renault Suédois ; et ce que l'on lâche là se répercute partout ailleurs.

Relativement aux comités de grève, en gros à Kiruna, des gars connus des syndicats ont été élus, alors qu'à Malmberget les choses étaient fermement dans les mains de la base. La presse et le L.K.A.B. comme d'habitude, cherchaient à faire des vedettes et c'est Kiruna, où se passaient les négociations, donc où étaient les journaliers, qui a été la victime.

Cela combiné au fait que le comité de grève était beaucoup plus bureaucratique semble avoir joué un grand rôle, car c'est à Kiruna où il y a le plus de mineurs, et les autres pensaient un peu devoir suivre Kiruna. Par exemple, à Kiruna, le comité de grève siégeait à huis clos, alors qu'à Malmberget il siégeait en public, et beaucoup de gars suivaient le débat. Il y a eu plusieurs tentatives de « coups » pour imposer des leaders. Le tout évidemment assez compliqué par des histoires de coulisses. Il y a eu également des textes faussement signés « le comité de grève » qui étaient des manœuvres des sociaux-démocrates.

Pour la reprise :

Après le vote du 1er février, les syndicats ont suggéré au comité de grève de faire une « recommandation » au vu de la minceur de la majorité. Ça ne marche pas, mais finalement le comité de grève discute du problème, c'est-à-dire « éviter de briser le front ». Il y avait 26 gars, le comité étant présidé par Rantatalo (communiste et syndicaliste mis en vedette par la presse, mais qui était déjà connu avant) — 12 ont voté pour la reprise, 12 contre, 2 n'ont pas voté. Rantatalo a alors été pressé de voter et il a voté pour la reprise. Ce vote résulte donc d'une manœuvre syndicale. Après le vote ça a été le matraquage de la presse et des appareils, et les gars étaient complètement paniqués. Le comité de grève de Kiruna annonce à la radio la reprise du

travail. A Malmberget le comité de grève organise un meeting pour exposer la situation et semble avoir exposé le raisonnement suivant : on s'est fait avoir, mais pour éviter de briser l'unité reprenons le boulot comme à Kiruna (ici intervient encore le « suivons Kiruna » du début). A remarquer que le comité de grève de Malmberget était pour la poursuite de la grève, alors que celui de Kiruna était divisé.

Une leçon de la grève :

L'importance capitale de l'information, cela a énormément manqué, contribuant à isoler le comité de grève de leurs camarades, et en ce qui concerne l'extérieur, laissant le monopole aux appareils et à la presse.

Sur la condition des mineurs en Laponie

extrait d'un hebdomadaire hollandais, De GRONE :

Le L.K.A.B. a fait venir en 1966 le management-spécialiste George W. Kenning, un américain. Il concluait que la direction du L.K.A.B. n'était pas efficace et faisait un rapport avec 31 avis, dont :

— un chef doit prendre la haute main, faire son devoir, maintenir une direction ferme et avoir contrôle sur ses subordonnés.

— un chef doit être complètement loyal vis à vis de ses supérieurs.

— un chef s'identifie avec et soutient toutes les décisions de l'entreprise.

— un chef doit pouvoir changer ses opinions pour soutenir un chef de rang plus élevé.

— le chef, c'est l'entreprise.

Le directeur du L.K.A.B., Arne Lundberg, penserait selon les idées de Kenning. Ce dernier disait devant des étudiants de l'université économique de Gothenbourg : « un bon chef, c'est celui qui peut faire travailler les autres pour lui ». « Comment il obtient ce résultat n'a pas d'importance. Le chef est celui qui prend seul les décisions et porte les responsabilités. Les sociologues ont eu trop longtemps une influence dans les usines. Le bien être n'est pas important, mais le fait que les ouvriers travaillent réellement. Même une rage aveugle et la haine peuvent mener à de bons résultats de travail. Le chef choisit les moyens pour que les ouvriers donnent le plus haut rendement ».

Une des méthodes employée dans cet état d'esprit, était : un bas salaire de base avec beaucoup de primes. Le système à Kiruna était le système U.M.S. (Universal Maintenance Stanards). Point de départ de ce système : dix gestes élémentaires : allonger la main, déplacer, tourner, presser, prendre, ajuster, lâcher, détacher, mouvement des yeux, des pieds, des jambes, de tout le corps, calculés jusqu'à des centièmes de seconde. Prendre un outil ça coûte 0,77 seconde, bouger le genou : 2,5 secondes, etc... Le travail est analysé d'avance dans ces 10 détails. Le temps des gestes est additionné et on connaît ainsi le temps d'un certain travail. Si on doit se frotter les yeux, on perd 25 centimes.

Le système U.S.M. fut de plus en plus employé dans les mines suédoises et détesté par tous les travailleurs. Une des revendications principales des travailleurs grévistes fut l'abolition de l'U.S.M. Quand, après la reprise, il apparut que dans une mine le système détesté existait encore, les mineurs ont fait un grève de choc (avec résultat). Les autres revendications : augmentation des salaires de base, des meilleures mesures de sécurité, abolition de la différence entre les ouvriers et les employés et de meilleures conditions de travail pour les vieux.

La revendication générale : être un homme, pas un numéro. L'atmosphère de travail est fortement détériorée. Un abîme s'est développé entre les ouvriers et les chefs. Le système U.M.S. a besoin de beaucoup de contrôleurs. Ils ne produisent rien comme les anciens contremaîtres (des ouvriers spécialisés qui réparent la machine, qui aident les ouvriers et sont très proches des autres ouvriers), mais surveillent seulement.

Bon nombre d'ouvriers ont été attirés dans le Nord par le gouvernement, par des promesses creuses : des villes modèles, avec tout ce qu'on veut. En réalité, ils doivent vivre dans des cités et hameaux dispersés dans la commune de Kiruna (aussi grand que la Hollande au nord des rivières). Conséquences : longues heures de voyage, rien dans les hameaux où ils vivent.

Une femme d'un mineur : « ils ont leur travail, leurs discussions au travail. Ils mangent quand ils viennent, attendent que nous soyons toujours prêtes pour eux. Et puis ils dorment. Ils doivent toujours dormir. Rien d'étrange puisque le travail est dur. Et ils travaillent en équipes. Celui qui travaille dans les mines doit dormir plus que les autres. Quand ils ne dorment pas, ils regardent la télé ou lisent les journaux. C'est à devenir folle ».

Les femmes ont soutenu la grève jusqu'au bout.

La moitié des votes à Kiruna sont pour le P.C. Mais la grève n'était pas dirigée par des communistes. Les syndicats et les sociaux-démocrates ont voulu discréditer la grève comme une affaire communiste, mais sans résultat.

Perspectives syndicales

« *Toutefois, les grèves sauvages de l'hiver dernier, notamment dans les mines de fer de Kiruna, ont fait apparaître au grand jour la crise de confiance entre la base et la Confédération du travail et vivement préoccupé le premier ministre.*

« *Lors des prochaines négociations pour les conventions collectives, les fédérations et la Confédération auront une plus grande marge de manœuvre. Pour mieux se faire entendre des masses ouvrières, L.O. a édité à cinq mille exemplaires un petit livre rouge où le mouvement syndical expose ses objectifs : décentralisation, relance des comités d'entreprises, retraite à soixante trois ans ou plus tôt, au lieu de soixante sept ans, pour les travaux pénibles.* »

Le Monde - 18-9-1970.

Espagne : Quelques notes sur les luttes ouvrières

(Juin-Juillet 1970)

L'économie espagnole subit la même maladie que partout ailleurs : inflation, dévaluation, l'une après l'autre ou les deux en même temps. Mais les capitalistes étrangers et indigènes s'en sortent bien. On en veut pour preuve le tant vanté « développement », fruit du travail non payé, de l'exploitation des travailleurs.

Pour ceux-ci ces trois dernières années ont été dures. En 1968 blocage des salaires, en 1969 et en 1970 des plafonds d'augmentation des salaires de 5,9 % et 6,5 % sont fixés par le gouvernement. La hausse réduit à rien ces pourcentages et ainsi les salariés se retrouvent avec un pouvoir d'achat inférieur à celui des autres pays dans une société où les besoins se multiplient.

Pour faire face ils n'ont pas d'autre issue que « faire des heures » ou le « multi-emploi » qui en Espagne prend une proportion de masse. Les 8 heures deviennent 10, 12, 14 et même 16 heures de travail quotidien.

Malgré toutes les menaces et toutes les peurs, seule la lutte ouvre des possibilités de s'en sortir. Cette réalité, niée par les théoriciens du franquisme, s'impose et, aujourd'hui l'état essaye de l'enfermer dans le cadre des « Conventions ». C'est pour renouveler ces conventions que depuis le début de cette année le prolétariat se bat, aussi bien dans les Asturies qu'à Barcelone, à Bilbao qu'à Madrid, dans les vieilles régions industrielles comme dans les nouvelles zones.

Les luttes sont souvent les suites des assemblées où prédominent les jeunes qui, parfois, remettent en question les signatures des accords passés entre patrons et délégués « verticaux », comme cela est arrivé chez Chrysler Barreiros au mois de mai dernier. C'est la même situation à la Standard où la « Convention » donne 8 % (mais pour deux ans !) avec augmentation de prix à la Coopérative et diminution de pré-retraite.

A la RENFE (chemins de fer), la situation est très tendue, et malgré l'absence d'une grande partie du personnel en congés, les jeunes voudraient passer à l'action. Aux constructions aéronautiques, la C.A.S.A., entreprise subventionnée par l'état et qui s'occupe aussi des avions américains du secteur, luttes et même sabotages pour avoir droit à une convention refusée jusqu'à ce jour.

A chaque fois ces mouvements de boîtes sont très durs et sont suivis de l'invasion des « grises » (ou C.R.S.) des ateliers à l'appel des patrons. Grève du zèle des dockers à Barcelone, etc..., etc...

Les actions dans les transports publics attirent l'attention car elles sont plus spectaculaires, c'est dans la rue qu'elle se passent, revêtant de ce fait un caractère plus politique : marche lente des autobus à Gijon, grève

dans la banlieue de Barcelone, à Palma, à Madrid où les voitures sont abandonnées par les conducteurs aux portes des dépôts, et enfin grève du métro à Madrid, la première depuis 30 ans avec la nouvelle méthode de faire circuler les rames à la vitesse de l'escargot, ceci pendant 48 heures, les 16 et 17 juillet. Pour rétablir la marche normale, le gouvernement met deux « grises » derrière chaque conducteur, ainsi que 2 sur chaque quai. Les travailleurs imposent une délégation directement élue à côté des membres des « délégués » pour poursuivre les discussions salariales. Dix jours plus tard, c'est la grève totale ainsi que l'ordre de réquisition.

La presse fait écho de cette réalité avec les restrictions que l'on imagine. Souvent l'information perce par hasard, comme par exemple le conflit dans une grosse imprimerie où le chef du personnel est obligé de quitter la Costa del Sol pour rentrer en vitesse à Madrid, les ouvriers des ateliers ayant débrayé.

Les mouvements revendicatifs dans le bâtiment en Andalousie ont été très importants aussi, bien à Séville, où les « syndicalistes verticaux » n'ont pas osé les condamner, qu'à Grenade où ils ont été assez tragiques le 21 juillet, pour les passer sous silence.

La relation de ceux-ci par la presse espagnole « manipulée » est au-dessous de la vérité, mais elle est parfois intéressante. Ainsi « La Vanguardia » du 26-7-70 écrit :

« 20 juillet. — A partir de 17 heures, plus de 2.000 ouvriers se concentrent dans la Maison des Syndicats. Aucune présence de force de police n'est signalée. La séance est ouverte par le Président du groupe ouvrier du Bâtiment. Pendant son discours il est hué par les assistants aux cris de « au fait, au fait ». On communique les revendications qui sont approuvées et ensuite les contre-propositions patronales. La différence entre les revendications salariales et les propositions patronales est stupéfiante. On ne parvient à aucun accord.

Le président cède alors le micro à ceux qui veulent faire des propositions. Il y en a plusieurs :

- 1 — travailler seulement 8 heures à rendement lent, en supprimant le travail à la tâche ;
- 2 — Que le syndicat finance deux jours de grève. Le président s'oppose motivant qu'il ne peut assumer telle responsabilité. Il se fait huer à nouveau ;
- 3 — Grève ;
- 4 — Occuper la Maison des syndicats jusqu'à obtention d'une réponse positive des patrons. Elle n'est pas acceptée en raison du climat « surchauffé » qui règne dans l'enceinte... On vote à main levée. Par majorité on décide la grève pour le lendemain.

« 21 juillet. — Peu avant 8 heures il y avait plus de 6.000 ouvriers devant la Maison des Syndicats. La ma-

nifestation commence... Entre la Faculté des Sciences et le lycée P. Manjon elle rencontre la « Policia Armada ». Un ouvrier qui marche en tête du cortège essaie de parlementer avec la police en demandant au capitaine de faire escorter la manifestation et promettant qu'en échange les ouvriers marcheront sur les trottoirs. Réponse du chef de police : « cette manifestation est illégale, au premier avertissement on chargera ! ». Parmi les ouvriers on entend des cris : Franco ! Franco ! Franco ! (sic).

Quelques voitures sont lapidées. D'autres manifestants font des excuses aux automobilistes. Les ouvriers reviennent à la Maison des Syndicats devant laquelle se trouvent de gros contingents de la police casquée. Une délégation demande à rentrer dans la grande salle de réunions pour reconsidérer la situation. Cette demande leur est refusée.

Des dirigeants syndicalistes s'adressent aux manifestants en se servant d'un haut-parleur de la police : « Retournez au travail à 14 heures, la paie se fera demain, les discussions sur la Convention Collective continuent... ».

Les manifestants s'opposent au retour au travail et

s'assoient sur la chaussée. La police avise qu'au 3ème avertissement les ouvriers doivent se disperser. Quelques secondes après la charge commence, les ouvriers reculent. Au coin de la rue Calvo Sotelo et Dr. Oloriz stationne un camion chargé de briques dont se servent les ouvriers comme projectiles, en même temps que par ailleurs un car de police est renversé. C'est à ce moment que commencent les coups de feu et explosent les grenades lacrymogènes, sans effet d'ailleurs. La foule part en débandade et se défend. La charge continue, plusieurs cars de police sont lapidés et dans l'un d'eux se trouve un flic qui pris de panique devant la fureur révoltée des ouvriers dégainé son pistolet et tire. Un dominicain passant à ce moment blâme le policier pour l'usage des armes qu'il fait, ce qui lui a valu, ainsi qu'à d'autres témoins, d'être arrêté.

Peu après, trois cadavres d'ouvriers sont admis à la morgue de l'Hôpital Clinique, atteints, l'un d'une balle dans la poitrine, l'autre d'une balle dans l'œil et le troisième au cou. Un lieutenant de police affirme qu'il avait donné l'ordre de tirer au pied...

Sept autres ouvriers furent soignés dans d'autres hôpitaux pour blessures aux « pieds ».

LA MENSUALISATION

Il est facile de dénoncer dans toute « mesure sociale » élaborée par les dirigeants patronaux, gouvernementaux et (ou) syndicaux (peu importe qui en a eu l'initiative) la propagande touchant l'amélioration de la condition ouvrière.

Du côté capitaliste, c'est le camouflage de la violence fondamentale de l'exploitation capitaliste, de la condition réelle de couches importantes de travailleurs, de la lutte de classe, et finalement de la société capitaliste (la recherche du profit maximum). Du côté syndicaliste, c'est la revendication d'une « conquête ouvrière » qui masque mal le rôle du syndicat comme rouage de la société capitaliste moderne.

Tout ceci est juste, mais s'arrêter à ces critiques n'aborde que l'aspect superficiel du problème. La mensualisation touche avant tout le fonctionnement de l'entreprise capitaliste, c'est-à-dire d'un côté les techniques de production, et de l'autre les travailleurs qui manipulent et sont manipulés par ces techniques.

Pour les dirigeants d'une entreprise une mesure quelconque est dictée d'abord par des nécessités économiques : elle lui est imposée par une transformation des techniques pour maintenir le meilleur rendement avec le coût de production le plus bas. Le reste, l'enrobage social, vient après. Les divergences patronales sur la mensualisation et les limites de celle-ci, à l'intérieur d'une même entreprise tirent leur origine, non du fait que les dirigeants sont plus ou moins « progressistes ou réactionnaires » mais des nécessités différentes suivant les techniques de production mises en œuvre, tout ceci se rapportant à « la bonne marche de l'entreprise », donc au souci du profit maximum.

Dans les entreprises à haut niveau d'automatisation (industries chimiques, pétrolières), dans les entreprises de pointe où la qualification dépend étroitement d'un outillage propre à l'établissement, la modification du travail ouvrier rend essentiel, pour le rendement maximum, de conserver une couche stable de travailleurs. La mensualisation assure cette stabilité d'autant plus aisément, que dans ces entreprises le salaire aux pièces ou au rendement perd toute signification.

Il est bien évident que dans le cadre de cette mensualisation devant garantir la stabilité des travailleurs, les modalités visent à reprendre en d'autres termes (cloisonnement, hiérarchie, avancement au choix) les stimulants pécuniaires du travail ; d'autre part se développe tout un système de la « sociologie du travail »

qui glorifie le travail en équipes, les relations humaines opposées au travail en miettes du système Taylor et de l'organisation scientifique du travail. Tout ceci, notamment la mensualisation, comme toute forme sociale présentée comme progrès, n'est d'ailleurs que la légalisation d'un processus qui a débuté dans l'industrie depuis une dizaine d'années sous des appellations diverses dans des accords d'entreprises isolés (par exemple les accords Renault qui ont créé une catégorie de mensuels, propres à la régie, les A.P.R.).

Par contre, pour tous les secteurs où les techniques de production n'ont pas évolué ou ont évolué dans une autre direction, la mensualisation, non seulement ne s'impose pas du tout, mais peut apparaître comme une « régression ». L'évolution rapide du capitalisme (fusion, reconversion, transfert, etc...) oblige le patronat à considérer pour toute une catégorie de salariés (en général la plus basse de l'échelle sociale) que la stabilité est une calamité et que, pour parler dans leur jargon « le turn over est fonctionnel ». Parallèlement à la théorie sur la stabilité et la mensualisation, se développent des théories sur la mobilité des travailleurs et la nécessité d'un certain niveau de chômage. Ceci est en fonction d'autres nécessités techniques, pas les mêmes que pour la mensualisation, mais orientées vers la même recherche du profit maximum. C'est ainsi que l'on a vu apparaître des institutions comme les ASSE-DIC, caisse qui garantit le chômage « fonctionnel » et le travail intérimaire (prolifération des entreprises de location de travailleurs parallèlement aux besoins équi-valents des entreprises bloquées par des statuts trop rigides de leurs salariés).

Ce double courant, dans des directions opposées, explique les nécessités de la mensualisation et ses limites étroites - d'où les critères pour son attribution à l'ancienneté, au choix, à la fonction, etc... -. Les autres soucis patronaux (devenus des soucis syndicaux : maintien du rendement, réduction de l'absentéisme (1)) apparaissent moins importants dans les préoccupations patronales, de même que le coût réel de cette mensualisation (de 2 à 6 % d'augmentation des salaires compensée en partie par des simplifications de gestion, par l'intérêt financier des salaires conservés par l'employeur pendant tout un mois, par les facilités de trésorerie).

Si le gouvernement et le patronat peuvent présenter la mensualisation comme l'œuvre de « la nouvelle société », si les syndicats peuvent, malgré quelques résér-

ves, la présenter comme une conquête ouvrière, c'est qu'elle répond à une revendication ouvrière fondamentale. Pour beaucoup de travailleurs, le capitalisme c'est l'insécurité en cas de maladie, de licenciement, etc... La stabilité c'est le recul de l'insécurité, et la mensualisation représente cette stabilité : être payé quand on est malade, avoir un préavis plus long, et des indemnités en cas de licenciement... Cela rejoint le mythe du fonctionnaire chez la plupart des travailleurs, la recherche d'une promotion qui moins que le sentiment d'une ascension sociale, doit préserver des incertitudes de la condition ouvrière. Tout ceci n'est pas « révolutionnaire », mais n'en est pas moins très réel, et marque profondément le comportement des travailleurs dans la production.

Toute une propagande déroule ainsi les « bienfaits de la mensualisation » et rejoint une revendication ouvrière profonde. Mais ce même capitalisme ne peut garantir ni la mensualisation à tous les travailleurs, ni que cette mensualisation durera toujours. Ses propres contradictions, d'autres transformations techniques peuvent l'amener à refuser aujourd'hui, à rejeter demain, ce qu'elle présentait hier comme une « conquête » pour les travailleurs. Ainsi d'autres contradictions peuvent se développer dans les rapports capital-classe ouvrière et engendrer de nouvelles luttes.

Il est un autre effet que les capitalistes eux-mêmes n'ont pas manqué de relever à propos de la mensualisation. Celle-ci aboutit à détacher l'ouvrier de la production. Son salaire ne dépend plus du travail fourni, de la quantité de travail ou de sa qualité. Il en résulte un détachement de l'entreprise et la recherche « inconsciente » d'une autonomie. La preuve en est que ce sont les entreprises les plus concentrées et les plus automatisées, c'est-à-dire les plus « modernes » qui développent le plus les notions de participation, d'intégration, pour amener leurs travailleurs à collaborer à l'entreprise. Cette situation peut apparaître d'autant plus paradoxale qu'à l'autre pôle, celui de la mobilité et non plus de la stabilité, la rotation rapide des travailleurs et le travail intérimaire, développent le même détachement de l'entreprise et du travail, mais sans que dans ce cas, il soit possible de parler d'intégration et de participation pour des travailleurs qui restent si peu de temps dans une entreprise.

On pourrait relier cette constatation avec des notions qui sont apparues au cours des dernières années, notamment chez les jeunes travailleurs, c'est-à-dire chez ceux qui subissent le plus directement les techniques

nouvelles de la production, et qui n'ont pas comme leurs aînés le poids des routines de pensées et de travail. Cette situation s'exprime dans un refus des valeurs traditionnelles que l'on peut englober dans la notion de « refus du travail ». Ce point semble suffisamment développé pour qu'un groupe politique, comme Potere Operaio en Italie, ait pu introduire comme élément tactique la notion de « salaire politique », c'est-à-dire la revendication d'un salaire non lié au travail.

Nous n'entendons pas discuter ici de ce que représente cette revendication d'un groupe par rapport au mouvement ouvrier, mais souligner l'importance de cette notion de rémunération, indépendante du travail, qui apparaît également dans notre société à travers des indemnités aussi diverses que les indemnités de chômage, les indemnités de maladie, les indemnités de retraite, et l'extension de la mensualisation. Il peut paraître y avoir un abîme entre une revendication qui se veut révolutionnaire (celle du salaire politique) et des avantages sociaux de caractère totalement réformiste. Mais il faut tenter d'examiner dans la société capitaliste la signification de phénomènes très divers, parfois apparemment contradictoires. La transformation du capitalisme amène certaines modifications dans les conditions de travail, dans les conditions de rémunérations, et corrélativement, une transformation des consciences ; dans la mesure où des couches de plus en plus importantes d'individus s'habituent à toucher des indemnités non compensées par un travail, dans la mesure où le salaire ne représente plus une quantité ou une qualité de travail, il y a là, inévitablement, une évolution qui détache fondamentalement les notions de salaire et de travail, qui donne naissance à cette autre notion de refus du travail, et à celle d'une rémunération attribuée par la collectivité, quelle que soit l'activité ou l'inactivité de l'individu.

(1) bien que tenant une place non négligeable dans certains cas, par exemple refus général de mensualisation dans les entreprises où les O.S. sont en majorité des femmes, leur absentéisme ayant des causes complexes qui se relient au rôle de la femme dans la société, donc difficile à combattre et à réduire par les moyens habituels (menaces, appât du gain...)

ÉCONOMIE et AUTOGESTION

Dans les débats des partis et des groupes, on parle beaucoup d'action, de tactique, de stratégie, de révolution ; mais on n'aborde guère les problèmes énormes que poserait aux travailleurs la gestion de l'économie, ceci dès les premières approches de la réalisation d'un monde nouveau.

A vrai dire, il y a deux façons d'éviter la discussion sur ces problèmes : la planification miracle d'un côté et l'âge d'or de l'autre. Pour les uns, la hiérarchie des dirigeants (politique, économie, etc...) qui savent et à qui on fait confiance, règlera tout par une « bureaucratisation intelligente et éclairée » ; les modèles

russes et chinois de capitalisme d'état servent de bible pour les uns, de références critiques pour les autres. Les débats sur le futur deviennent des discussions ardues sur les modèles économiques ou des ambiguïtés sur le « contrôle ouvrier ».

Pour les autres, un autre mythe doit exécuter la bureaucratie : l'automatisation intégrale, une éthique de la vie quotidienne et des règles strictes d'organisation (comme les conseils chez les conseillistes).

Il n'y aurait plus rien à envisager et, si ça ne marchait pas, ce serait que la pratique n'aurait pas été conforme à la théorie.

Dans un cas comme dans l'autre, il suffit de faire confiance à un mode de rapports pré-déterminés théoriquement par une élite de penseurs pour que le socialisme soit.

Le texte qui suit, traduit de *Solidarity* (North London - Vol. 6 n° 4) aborde ces questions par une démarche fondamentalement opposée : il essaie de voir concrètement comment des travailleurs affronteraient la gestion dans les conditions globales (économiques et autres) qui leur seraient léguées par le capitalisme. Ces conditions, il est bien évident que, quelle que soit la bonne volonté (la justesse de la théorie et de la pratique), elles ne pourraient se modifier du jour au lendemain, par l'effet d'une baguette magique. Une révolution ne peut être une rupture totale avec le monde qui l'a précédé mais un processus au cours duquel des forces de tous ordres s'affrontent.

C'est cela qui nous paraît essentiel et qui devrait faire l'objet d'une discussion. Nous pourrions dire nos accords et désaccords avec ce texte, notamment à propos de la critique du système yougoslave, à travers le camarade essaie d'approcher le problème (notamment sur l'impossibilité d'une gestion ouvrière et du socialisme dans un pays non développé et dans un seul pays). Nous préférons que ce soient tous les camarades qui entament le débat.

Comme contribution à ce même débat, nous publierons prochainement en brochure, outre une réédition du texte sur les conseils ouvriers allemands, un résumé du travail des communistes de conseils allemands sur les problèmes fondamentaux d'une société communiste.

Des camarades de Paris.

Marx, sagement, s'est toujours refusé à « donner des recettes de cuisine pour les marmites de l'avenir ». Cela n'a pas empêché quelques apôtres de la « gestion ouvrière » de tirer des plans et de prévoir l'organisation d'industries gérées par des ouvriers, mais sorties tout droit de leur imagination. Ce sont là des exercices arides et sans objet. Cela n'a pas empêché non plus les technocrates du capitalisme d'Etat et leurs sympathisants occidentaux de développer une « théorie économique de la planification ». Sans doute prétend-elle mettre en pratique le socialisme, mais dans la réalité elle ne réalise qu'une autre forme d'exploitation.

Il est évident, de par sa définition même, que la gestion ouvrière doit elle-même déterminer son avenir et non appliquer des schémas préconçus proposés par des intellectuels révolutionnaires, quelles que soient d'ailleurs leurs bonnes intentions. D'autre part l'élimination de toute classe dirigeante, soit fondée sur la propriété privée, soit au contraire prenant la forme d'une bureaucratie d'état ou de parti, est essentielle pour que se développe une autogestion authentique. Mais ces considérations ne signifient pas qu'il soit absurde de se poser des questions comme par exemple : « comment ça fonctionnera ? » ou « quels seront les problèmes rencontrés ? ».

Par cet article j'espère déclencher des discussions sur ce genre de questions trop importantes pour être laissées de côté jusqu'après la révolution.

L'abolition de l'argent suppose que la rareté des biens matériels ne soit plus un problème. Ceci prendra des générations plutôt que des décennies. La Grande Bretagne pourrait être dans l'abondance, tandis que les deux tiers du monde n'y seraient pas. L'administration des hommes doit céder la place à celle des choses, mais cela n'empêchera pas qu'il y aura encore des décisions à prendre, importantes et difficiles, dans le domaine de l'administration de la production.

Par exemple : comment décidera-t-on où et comment construire une nouvelle centrale électrique ? Sera-t-elle à charbon ou nucléaire ? Dans l'économie « autogérée » par les ouvriers, la décision ne sera plus prise par une poignée de dirigeants, mais on ne peut pas non plus la laisser au conseil ouvrier d'une centrale donnée, voir même à l'ensemble des ouvriers de l'électricité. Cette décision a des effets trop importants : elle intéresse les ouvriers des mines, de la mécanique, du bâtiment, et en fait elle touche la société dans son ensemble, c'est-à-dire les ouvriers de toutes les industries.

En fin de compte, des industries entières peuvent avoir à disparaître. Pour qu'un division du travail sensée réussisse, et maintenant elle se pose à l'échelle internationale, il se pourrait que la Grande Bretagne doive cesser totalement de produire des textiles et accepte d'en importer d'Asie, tout comme les producteurs de betterave sucrière pourraient cesser de produire du sucre. Le double emploi, tel qu'il existe actuellement, devra disparaître, mais il est évident qu'un tel changement, ou d'autres analogues, peut être douloureux pour ceux qu'il touchera. Ici encore on voit mal comment les décisions de cette importance pourraient n'être prises que par des travailleurs directement concernés, car tout le monde est intéressé.

Tous ces exemples ont un point commun. Aucun ne concerne la réalisation quotidienne de la production, où en fait les problèmes seront les plus minimes. L'autogestion directe du travail à l'intérieur d'une usine de montage d'automobiles ou d'une grande administration peut difficilement être moins efficace ou plus payante que la gestion dans le système actuel ! Les difficultés surgissent quand des groupes importants d'ouvriers entrent en relation, venant d'industries, de régions, de continents différents, pour mener à bien le processus de production. Ces relations sont absolu-

ment nécessaires, sinon il faudrait revenir à la terre comme le prônent certains anarchistes.

Un autre point commun de ces exemples c'est qu'ils ne sont pas purement techniques, et ne sont pas simplement résolus par une simple *coordination* de décisions prises par différents groupes d'ouvriers. Elles mettent en jeu des conflits d'intérêts directs entre ouvriers. Si la centrale est construite dans le Northumberland, le Yorkshire en souffre. Si c'est une centrale nucléaire, il y aura moins de travail pour les mineurs ; mais le fuel pourrait être moins coûteux. Les ouvriers du coton du Lancashire peuvent avoir à abandonner l'industrie qu'ils ont bâtie au profit des ouvriers de l'Inde.

De tels conflits existent dans la société capitaliste. Ils sont résolus par dessus la tête des intéressés et utilisés pour diviser et manipuler la classe ouvrière. Mais il ne serait pas réaliste de supposer qu'ils disparaîtraient comme par enchantement dans une société sans classe, autogérée ; ils subsisteront jusqu'à ce que la rareté des biens ait disparu.

Ainsi les problèmes économiques posés par l'autogestion ne concernent pas seulement l'efficacité et n'ont pas que des réponses techniques. Ils mettent en jeu des conflits d'intérêt à l'intérieur de la classe ouvrière.

Je vais maintenant tenter de montrer que leur seule solution possible est d'ordre politique.

LA YUGOSLAVIE : ETUDE D'UN CAS

Le cas de la Yougoslavie est très intéressant. Depuis le début des années 50 et en particulier depuis 1960, l'idéologie officielle du pays affirme que la société est organisée sur la base de l'autogestion, et c'est ce terme lui-même qui est utilisé dans les publications en langue étrangère.

Les entreprises Yougoslaves sont, en théorie, dirigées par des conseils ouvriers élus qui paient et contrôlent le directeur et la maîtrise. En pratique le pouvoir réel des conseils ouvriers sur les cadres techniques varie considérablement d'une entreprise à l'autre ; mais il n'y a aucune raison de ne voir dans le système yougoslave dans son ensemble qu'une simple couverture d'une direction unique de plus pur style stalinien. Beaucoup de conseils contrôlent effectivement le directeur de sorte que l'administration de la production au niveau de l'entreprise est souvent — pas toujours — très démocratique.

Les problèmes se posent au niveau des relations entre entreprises et entre conseils ouvriers. En Yougoslavie les problèmes économiques qui se sont posés ont été particulièrement aigus, beaucoup plus que ceux qui se poseraient à une Grande Bretagne révolutionnaire. En 1945 la Yougoslavie était probablement la nation la plus pauvre et la plus arriérée d'Europe. Après la rupture avec Staline, en 1948, elle a été soumise à un blocus économique de la part de tout le bloc oriental. Pourtant son économie s'est développée rapidement, et ce développement n'a pu se faire qu'aux dépens de l'élévation du niveau de vie, pour créer les conditions de l'accumulation du capital. D'autre part la Yougoslavie s'est vue contrainte de s'appuyer sur le marché mondial (capitalisme), ce qui a encore ajouté aux pressions sur l'économie et aux détournements.

Face à ce genre de problème le Stalinisme orthodoxe répond par une centralisation complète de la planification économique, éliminant l'autonomie des entreprises dans tout ce qui n'est pas la routine élémentaire. (Cette dernière est laissée au directeur de l'entreprise qui est un dictateur absolu dans ce domaine, mais qui peut être fusillé en cas d'échec !). Ce type de planification centralisée est d'une inefficacité extrême ; il est même souvent grotesque. Les yougoslaves l'abandonnèrent donc très vite après leur rupture avec Staline. Aujourd'hui l'idéologie officielle yougoslave parle du « marché socialiste », qui, en principe est à l'opposé de la centralisation précédente et la remplace par une autonomie presque illimitée de l'entreprise « individuelle ».

Nous examinerons plus loin si cet abandon de la planification centralisée est authentique ou non. En fait ce qui est proposé ressemble étonnamment à la pensée de Barry Goldwater ou d'Enoch Powell, propriété privée en moins. Les conseils ouvriers (ou les entreprises capitalistes) sont supposés décider de leur production, de la vendre sur le marché libre, de payer les coûts de production et d'empocher les bénéfices s'il y en a. S'ils échouent dans leur évaluation du marché ou dans leur production de marchandises, ils font faillite. Les décisions d'investissement — par exemple ajouter une aile à l'usine, construire un bâtiment administratif ou même une nouvelle centrale électrique — sont prises par ces conseils ouvriers (ou ces capitalistes) sur la base de la rentabilité. Pour la bourgeoisie, l'intérêt individuel et le profit privé mènent le monde ; selon les yougoslaves c'est l'intérêt de groupes particuliers de travailleurs.

Toute cette construction n'est évidemment qu'une parodie grossière de l'économie bourgeoise. Bien entendu on peut se poser la question de savoir si la Yougoslavie fonctionne effectivement de cette manière, voire même *pourrait* fonctionner ainsi. Ce qui importe c'est qu'apparemment c'est son intention. Quel serait le résultat s'il en était ainsi ?

1) Le premier résultat en serait l'inefficacité généralisée. Comment un conseil pourrait-il décider qu'une nouvelle centrale électrique serait rentable ? Il devrait supposer que l'énergie électrique supplémentaire fournie serait bien utilisée (et en fait le deviner). Cette utilisation pourrait dépendre par exemple du conseil ouvrier d'une entreprise de mécanique ayant besoin de plus d'énergie, et en dernier ressort des plans d'expansion de cette usine. Ces plans dépendent à leur tour des hypothèses faites par le conseil ouvrier sur la possibilité d'obtenir de l'énergie supplémentaire, au cas où il déciderait d'agrandir l'usine. Au bout de toutes ces cogitations on pourrait aboutir à une évolution soit trop forte soit trop faible des besoins en énergie ; parfois, et par accident, on pourrait aboutir à la bonne solution. En tout cas il s'en suivrait des alternatives de chômage et d'inflation inévitables dans ce régime socialiste !

2) Le deuxième résultat en serait une grande injustice. Les ouvriers des industries en expansion, ou des mines prospères seraient en bien meilleure situation que leurs camarades des industries en déclin ou des mines aux filons épuisés. Les régions fortunées et en développement prospéreraient aux dépens d'autres qui déclinaient ou stagneraient. Pour réagir contre les incertitudes que nous avons mentionnées plus haut, certains conseils ouvriers s'uniraient pour fixer les prix et contrôler le rendement. Certains seraient en meilleure position que d'autres et ils en profiteraient. C'est là la seule voie, la voie naturelle, pour se sortir d'une situation absurde, mais elle n'aurait pas grand chose à voir avec le socialisme.

Bref, un système complètement décentralisé tomberait inévitablement dans tous les problèmes du capitalisme. C'est bien ce que les yougoslaves ont fini par découvrir. Les différences entre les régions sont toujours très grandes. Des différences de salaires d'une injustice criarde existent toujours. Des monopoles et des combinats géants — peut-être sans actions et obligations, mais à part cette différence, d'une similitude gênante avec ceux du capitalisme occidental — sont en train de surgir.

Simultanément on n'a jamais renoncé totalement à un contrôle centralisé de l'économie. L'Etat garde la main sur les impôts et peut déterminer par dessus la tête des conseils ouvriers quelle proportion de la production totale sera consommée et quelle proportion sera épargnée sur les fonds d'accumulation. Il peut favoriser les échanges avec l'étranger comme il l'entend, favorisant certaines industries au détriment d'autres (c'est là une arme très puissante dans un pays où les matières premières et les machines outils sont souvent inaccessibles sur place à des prix raisonnables). L'Etat garde aussi une influence importante sur les banques, et de temps en temps il a même été nécessaire d'introduire

duire un contrôle des prix. C'est là où l'appareil d'Etat soumis à la volonté du parti unique entre en fonctions. La classe ouvrière est bien loin.

L'autogestion yougoslave se trouve donc sur le fil du rasoir. On peut légitimement l'attaquer de deux points de vue. D'un premier point de vue la décentralisation est allée trop loin et l'anarchie du marché a remplacé la coopération socialiste ; d'un autre l'autonomie des entreprises autogérées est limitée par le pouvoir de l'Etat qui n'a pas de compte à rendre à la classe ouvrière et restreint la liberté de parole et les droits de l'opposition.

Il semblerait qu'aujourd'hui la centralisation et la planification soient en train de disparaître rapidement en Yougoslavie. Il est pourtant difficile de croire qu'une classe dominante toute entière soit sur le point de se suicider en masse de cette façon. L'avenir de la Yougoslavie n'en apparaît pas plus clair pour autant. Il se peut que les professionnels du management prennent la place laissée vide par les officiels du parti et les bureaucrates. De toute façon la Yougoslavie du laissez-faire peut difficilement passer pour socialiste.

CONCLUSIONS :

Si l'autogestion doit éviter les injustices et les distortions qui résultent du libre jeu du marché, une certaine coordination, une certaine centralisation seront nécessaires. Il importe d'être clair sur ce point. Les décisions majeures concernant la production ne seront pas prises par des experts ou par des incompetents de haut rang. Elles ne seront pas prises par un parti qui prétend représenter la classe ouvrière. Elles seront prises par des délégués élus de tous les conseils ouvriers et révocables à tout instant. Mais les décisions d'un conseil ouvrier central, si démocratique et si raisonnable soit-il, entraînera nécessairement des sacrifices de la part de certains ouvriers au profit d'autres. Il y aura des situations où les vœux des minorités devront être négligés.

Les seules sauvegardes face à de telles situations sont d'ordre *politique*. Une totale liberté d'expression, de réunion et d'organisation politique doit être un des droits imprescriptibles de toutes les tendances socialistes, de tous les groupes d'intérêts de la classe ouvrière. Le terme socialiste lui-même doit être défini de manière suffisamment large de sorte qu'aucune fraction ne puisse éliminer les autres sous prétexte d'être la seule vraiment socialiste. Le besoin d'organisation politique sera accru et non réduit. Les luttes de fraction au sein des conseils ouvriers devront être positivement encouragées. Des mesures sérieuses devront être prises pour *décentraliser* sérieusement les *mass media*. Le droit de grève — si « déraisonnable » qu'il puisse paraître — doit être garanti. Ce n'est pas par hasard que le besoin d'une démocratie socialiste complète et authentique ait été récemment souligné par des libertaires en lutte avec une forme particulièrement vicieuse du capitalisme d'Etat en Pologne.

FRANCE : Les groupes et la lutte dans les entreprises

Ce qui suit est la relation de luttes dans les entreprises avant les vacances. Elles permettent de situer à la fois leurs limites et leur originalité. On verra qu'on est loin des proclamations grandiloquentes des maoïstes ou des communiqués lénifiants et tout aussi trompeurs des syndicats. Ce que ces textes peuvent avoir en commun, c'est une caractéristique des luttes actuelles, c'est l'intervention de noyaux intérieurs ou extérieurs à l'entreprise, venant le plus souvent avec des notions assez confuses sur le rôle qu'ils entendent jouer par rapport au mouvement des travailleurs eux-mêmes. Cela va de l'information et des explications aux mots d'ordre et à la direction des luttes sur le terrain choisi par une organisation politique.

Quelles que soient les intentions et les ambiguïtés de

Dans la société socialiste le rôle de l'expert devra être profondément modifié. Il y a un danger important à ce que, comme les gens voudront écouter « la voix de la raison » et mettre la société sur des bases rationnelles, « l'avis des experts » ne soit pas suffisamment critiqué. Le problème fondamental de l'autogestion apparaît donc comme : ne pas éliminer la planification ni rejeter les avis des experts sans pour autant laisser les planificateurs et les experts — sous quelque forme que ce soit — prendre le dessus. La solution est donc de soumettre la planification à un contrôle démocratique. Ceci implique une complète liberté politique.

APPENDICE : AUTOGESTION ET SCIENCES ECONOMIQUES

Les sciences économiques bourgeoises sont en piteux état (pour être honnête, il faut en dire autant des sciences économiques marxistes). On ne peut que rester sceptique devant une « science » qui reste incapable de définir ou d'analyser correctement des concepts aussi fondamentaux que profit, capital ou même monnaie. En tant que science *sociale* qui étudie et critique les aspects économiques de la société capitaliste elle n'a même pas commencé (par exemple la théorie de la société affluente (*welfare state*) avec son obsession de la concurrence parfaite (*sic*) et analyse réactionnaire de la distribution des revenus). Mais en même temps certaines des techniques qu'elle a développé — par exemple l'analyse *input-output* et la programmation linéaire — peuvent être utilisées dans une société autogérée, tout comme la chimie peut rester utilisable malgré le napalm et les gaz incapacitants.

On a émis l'idée que les sciences économiques devraient se débarrasser des échelles de valeur pour devenir une technologie prenant des ordres et les exécutant, au lieu d'essayer de prédire l'avenir. C'est évidemment impossible même dans le meilleur des cas, car l'échelle de valeur choisie détermine le type de questions posées, les faits choisis pour y répondre, les réponses elles-mêmes. Il s'ensuit une absurdité criante dans une société où chaque chose est subordonnée à la défense de la classe dominante.

Même une économie authentiquement socialiste ne pourra jamais devenir une simple technologie (on peut même se poser la question de savoir si la construction mécanique elle-même est une simple technologie. L'homme qui fait le projet d'un pont, par exemple, se contente-t-il d'exécuter des ordres, en essayant de faire une structure aussi peu coûteuse que possible et qui ne s'effondre pas trop vite ?). Mais les sciences économiques devront réduire leurs prétentions. Là encore le rôle de l'expert est un danger car il présente tout comme un problème technique, éliminant ainsi la possibilité d'un contrôle démocratique (et incidemment, masquant les possibilités que l'expert puisse tirer un profit « des conséquences pratiques de ses conclusions impartiales »).

ces interventions, il est évident (et ce n'est pas particulier à la France) que le quasi-monopole des syndicats et partis traditionnels se trouve rompu et que, couramment (et pas seulement à l'occasion de grèves), les travailleurs se trouvent sollicités, d'une manière beaucoup plus large qu'autrefois. Il y a dans ce fait un aspect positif qui ne peut que contribuer à élargir la conscience que les travailleurs ont de leur situation et de leurs luttes.

Ce courant correspond à la fois au développement de l'autonomie des luttes (alors même qu'il ne s'exprime pas dans des formes d'organisation précises) et à l'évolution du mouvement étudiant qui, plus qu'avant et comme terme actuel de cette évolution, cherche à trouver le contact et à « agir » sur le plan des entreprises,

au centre du procès de production, là où on prend la mesure de la réalité de la lutte sociale. Le succès et l'échec des maoïstes au cours de l'année écoulée se trouvent au centre de ces problèmes.

A plusieurs reprises, des débats se sont amorcés sur le rôle d'un groupe dans une entreprise. C'est une question à la fois très concrète et très générale : très générale parce que cela pose dans le principe les rapports entre l'organisation de « militants » et l'organisation des travailleurs (c'est-à-dire le mouvement ouvrier) ; très concrète car il existe effectivement de nombreux groupes informels subsistants depuis mai 68 dont l'existence et l'activité fluctuent suivant l'évolution des luttes, groupes en général très jaloux de leur autonomie. La tentative de la G.P. entre autre, d'utiliser ce courant pour construire le « parti révolutionnaire » a manifestement échoué, malgré l'opportunisme total qui présidait au recrutement des noyaux de base. Mais précisément, cet échec laisse subsister ces noyaux parmi beaucoup d'autres tout en renforçant leur méfiance vis à vis des entreprises politiques de récupération. Un tel mouvement de récupération paraît aussi se préciser en ce qui concerne les groupes de travailleurs qui avaient pu se lier aux Cahiers de Mai.

Nous devons reprendre et poursuivre la discussion que nous avons amorcée. Elle peut apporter à chacun un élément de réflexion à partir de l'expérience présente, et il serait souhaitable que l'expérience de tous alimente à son tour cette réflexion.

NOREV (boîte de Villeurbanne servant à la fabrication des jouets miniatures plastique « Les voitures Norev », du nom du patron Véron, à l'envers)

(d'un camarade de Lyon)

A Norev, usine de voitures miniatures, il y a trois ateliers : tout d'abord, au sous-sol, le broyage qui servira à fabriquer la « matière » plastique, laquelle va dans le second atelier, au 1er étage, dans les presses à injection où des moules permettront la fabrication des différentes pièces, qui seront assemblées à l'atelier de montage au 2ème étage. Le 3ème étage étant l'apanage des maîtres et seigneurs des lieux qui l'utilisent pour des cocktails (non molotov). N'oublions pas le rez-de-chaussée, seul lieu où les ouvrières se retrouvent entre elles pendant la 1/2 heure de pause (réfectoire, vestiaire...).

Au broyage, il n'y a que des hommes, aux 2 autres étages, des femmes.

D'autre part, des jeunes sont embauchés pour transporter la matière d'en bas aux machines. Leur boulot consiste à la préparer et à la distribuer.

Pour accentuer cette impossibilité de communication entre les ateliers (de par la structure de l'usine), les horaires de travail sont différents. Les ateliers du 2ème et du 1er travaillent en journées continues ou normales, et la presque-totalité de l'injection en 2/8.

De plus, toujours dans ce dernier atelier, le travail se fait aux pièces, chaque femme sur une seule machine, avec l'interdiction de lever le nez de sa machine, de discuter, de s'arrêter, de circuler (sauf pour pisser 2 fois par jour, avant et après les pauses).

Pour vérifier cela, il y a tout d'abord le contremaître, le chef d'équipe, et 2 autres petits chefs d'équipe qui se trouvent dans l'atelier et délivrent les bons de sortie aux insoumis (vidage pour le restant d'une journée).

Pour chapeauter le tout, les chefs de service, le chef du personnel, viennent parfois jeter un œil du mirador-verrière qui surplombe l'atelier.

Encore, les machines sont toutes reliées au mouchard électronique, ce qui fait qu'il est impossible de ralentir la production (car de toute façon, les machines ne sont arrêtées qu'aux arrêts précis : sorties, repas).

La seule rencontre possible entre les ouvrières des 2/8 est la 1/2 heure de pause (faite en deux groupes), mais avec le changement continu de la composition des groupes pour éviter toute complicité.

Les salaires sont de 1 centime au-dessus du S.M.I.G. (plus une prime pour celles qui font équipe, une prime d'assiduité : au total 2,25 F par jour pour les 2/8, plus prime de rendement).

Il y a dix mois, le patron a demandé aux ouvrières par un vote, si elles étaient d'accord pour le principe de la prime de production et de rendement.

La perspective d'une amélioration de salaire provoqua l'acceptation des ouvrières. Mais la réalité fut tout autre que ces belles espérances : d'abord, les machines ne sont pas toutes primées (1/3 seulement), ce qui sert à diviser les ouvrières (jalousie, découragement, obligation de mendier quotidiennement).

De plus, une fois qu'une ouvrière s'habitue à la cadence de sa machine et commence à faire sa prime, elle est, comme par hasard, changée de machine.

Bien que toujours les ouvrières demandent à être sur des machines primées, elles ont, dans les discussions, pleinement conscience de se faire avoir par ce système, et du leur de cette prime qui, dans le meilleur des cas, leur rapporte 20 à 30 F pour un travail beaucoup plus épuisant (les femmes à la prime ont vraiment la trouille de ne pas faire la production qui doit être évidemment supérieure à celle demandée normalement).

Mentionnons également le travail noir de montage effectué par certaines à un salaire ridicule.

Quant au recrutement des ouvrières, il se fait essentiellement par le service de la main-d'œuvre (environ 55 % des femmes sont étrangères : espagnoles, italiennes, nord-africaines, yougoslaves, portugaises). Cela sert encore le patron, car, entre elles, il y a vraiment une impossibilité de se comprendre, à cause des langues différentes).

Quant aux femmes françaises, il y a deux catégories : celles qui peuvent montrer leurs cuisses (elles n'en gagnent d'ailleurs qu'un favoritisme passager, et les autres qui sont traitées de la même façon que les étrangères, c'est-à-dire comme des bêtes de somme).

Une camarade libertaire, anciennement employée de bureau, s'est faite embaucher en février 70.

La première chose qui la frappe, c'est la passivité apparente des femmes, qui n'est que de l'abrutissement dû au surmenage, leur total détachement pour ce qui concerne les journaux, l'information syndicale, leur apolitisme bien sûr (certaines ne savaient pas ce qu'était le S.M.I.G.).

Pour ces filles, cela va jusqu'à une vie toujours dans la course, l'affolement, l'incompréhension, la peur de rater son pointage, de déplaire aux chefs, de sortir du troupeau (alors, il y en a qui sont là 3/4 d'heure avant, d'autres qui ne connaissent pas Lyon et prennent trois bus pour venir, alors qu'il en suffirait de deux, d'autres qui se font encore exploiter en payant des loyers exorbitants, obligées parfois de faire des ménages en plus pour s'en sortir).

Les premiers contacts se font sur des sujets de la vie quotidienne où la répression familiale du père et du mari est très forte, faisant suite à la répression de l'usine, et il semble que les filles n'aient pas le courage ni l'envie de lutter contre cela.

La seule percée de révolte se manifeste dans le paquet de clops que l'on cache à l'usine et que l'on fume en cachette du mari qui défend aussi à sa femme de parler à d'autres hommes.

Quand la camarade, interrogée, parle de la pilule, il y a des braquages et une réaction défavorable, montrant l'ignorance complète des nanas, dévoilant les tabous sexuels ; elle voit ensuite graviter autour d'elle, individuellement, les nanas qui lui demandent des renseignements. Leur seul dévouement apparent est de discuter de cul, ce qui n'est d'ailleurs pas pour déplaire à la camarade.

Elle s'aperçoit aussi très vite que le syndicat est inexistant, la seule fonction de délégué C.G.T. étant d'organiser les sorties de ski et de partager le champagne lors des réunions avec la direction (il n'y a ja-

mais de distribution de tracts dans l'usine, ni d'affiches). Une seule fois, des ouvriers cégétistes d'une boîte voisine ont distribué un tract rappelant des revendications d'ordre général et non particulières à la boîte. Aucun moyen d'action n'est proposé, à part l'appel à l'adhésion en masse à la C.G.T. Ce tract ne suscita même aucun commentaire de la part des ouvrières.

En mars arrivèrent les gars de la Gauche Prolétarienne : 2 filles et 2 mecs qui prirent contact avec la camarade libertaire (l'un d'entre eux partit dès le début).

Un embryon de liaison réussit à s'installer pendant le travail, grâce à un camarade maoïste qui passe des clops entre les ouvrières et discute en distribuant la matière à chaque machine.

Après leur arrivée, il y eut une visite de personnalités, ainsi que de la télévision, où les femmes se rendirent compte qu'on les considérait comme des bêtes curieuses, ou, mieux encore, comme faisant partie intégrante de la machine.

Ensuite, les mecs de la G.P. font un barbouillage sur les murs des rues des alentours : « Vie chère, vie d'esclave », « A Norev, ça va changer », etc..., et sortent le premier tract sur Norev (signé G.P., avec « Lisez la Cause du Peuple » :

« Patron, tu paie tes ouvriers 3,40 et tes manutentionnaires 2,50. TU TE FOUS DE NOUS.
« On doit travailler sur des machines qui nous laissent tout juste le temps de respirer.
« Tu mets derrière notre dos des chefs flics qui nous harcèlent pour aller plus vite.
« Et en plus tu licencies des ouvrières quand elles osent dire tout haut ce que tout le monde pense tout bas.
« ÇA VA CHANGER.
« Tu nous traites comme des chiens, on va mordre.
« RENDONS COUP POUR COUP
« - IMPOSONS NOTRE PROPRE RYTHME DE TRAVAIL
« - SABOTONS LA PRODUCTION
« - FERMONS LA GUEULE AUX PETITS CHEFS FLICS
« UNIS, ON PEUT TOUT. »

Tout cela commence à susciter des discussions de la part des ouvrières (principalement de celles qui en chient le plus : des femmes mariées avec beaucoup de gosses).

Dans l'équipe, cela n'a pas l'air d'apporter un souffle de révolte : il y a seulement du doute, car elles ne se sentent pas capables de faire quelque chose et croient que tout est impossible.

Par contre, les plus jeunes (de la journée surtout) sont très excitées et parlent de grève (disant même que « c'est comme en mai 68 »). Pour elles, grève signifie amélioration de leur salaire ridicule ; elles ne pensent pas qu'une grève puisse échouer.

Peu après, une fille de la G.P., celle du montage, fait démarrer un débrayage dans son atelier à la sortie de l'heure du repas pour la journée continue. Bien sûr, il n'y a aucun moyen de communication avec les autres ateliers où les ouvrières du matin continuent à travailler.

Au bout de 3/4 d'heure d'arrêt de travail, le chef de service arrive à faire reprendre le travail. Il propose alors à la fille de la G.P., qui était à la base de cette action, une augmentation dérisoire de 20 centimes et celle-ci dévoile immédiatement aux autres ouvrières la machination de celui-ci.

En bas, l'information exacte ne circule pas. L'équipe du soir arrive et des filles discutent entre elles pour savoir s'il faut aussi se mettre en grève.

La moitié des filles attend qu'il se passe quelque chose (principalement que les filles d'en haut descendent et les poussent à débrayer). Il ne se passe rien.

Les notes suivantes ont été prises par la camarade libertaire durant cette période.

31 mars : On est dans la salle avant la rentrée de 2 heures. Une fille nous dit : « Rien que de rentrer dans l'usine, je me sens écoeurée et dégoutée ». Ensuite, elle a dit, après une discussion sur le fric qu'il fallait don-

ner pour les morts (frais d'enterrement, etc...), qu'on n'avait même pas le temps de vivre — « se lever, travailler, manger et dormir ». « Et puis, a-t-elle ajouté, quand on n'est pas à l'usine, le dimanche ou le soir, on n'est même pas heureux, à cause de tous les soucis que l'on a, des gosses ; on n'a pas encore reçu la paye qu'elle est déjà dépensée pour payer la nourriture, l'appartement, le trolley ».

— Une autre femme m'a dit que ce n'était pas la peine de bien travailler, parce qu'il allait y avoir la grève. Elles étaient deux et la deuxième m'avait dit l'autre jour qu'elle était là depuis 6 mois, mais qu'elle en avait marre parce que c'était mal payé, alors qu'elle allait partir.

1er avril : Aujourd'hui, entre midi et 2 heures, les mecs de la G.P. ont peint sur le mur du garde, à l'intérieur de l'usine :

« PATRON, c'est la guerre ». A propos de cette inscription, j'ai pu remarquer les réactions spontanées des femmes, à la pause.

L'une d'elle a dit que ceux qui avaient peint étaient « gonflés », et que si tout cela amène la grève, ce serait bien nécessaire.

Discussion sur l'ancienne usine et les machines primées qui ne le sont que depuis 69, et tout le monde se rend compte qu'on se fait baiser par le patron.

2 avril : On apprend à 2 heures que l'atelier de montage s'est mis en grève. Pas d'autres informations. A 3, on est d'accord pour s'arrêter, mais on n'aura pas aujourd'hui l'occasion de le faire, car la grève ne s'est pas poursuivie. Toutes ces maigres informations sont transmises de bouche à oreille, et l'on ne sait pratiquement rien de ce qui se passe en dehors de notre atelier.

J'ai coincé une nana qui aurait mouchardé au contre-maître que certaines seraient d'accord pour la grève.

Autre réflexion d'une femme à la pause : « on ne peut pas faire grève sans avoir reçu d'ordres des syndicats », qui rejoint celle d'une autre qui disait qu'on n'avait pas à faire grève parce que le syndicat n'était pas au courant.

(Une fille ferait partie du syndicat) (à voir).

Fin des discussions.

Personne ne sut profiter de ce moment propice à la révolte collective.

Pourtant, pendant plusieurs jours, on parla de grève. La camarade libertaire prit plusieurs contacts avec les mecs de la G.P. pour leur signaler que dans son atelier, on pouvait tenter une action, car vraiment beaucoup de femmes semblaient s'agiter, se poser des questions, sortaient de leur apathie habituelle pour discuter.

Il y eut là une première erreur des mecs de la G.P., car les ouvrières étaient prêtes à s'unir contre les chefs qu'elles ne pouvaient plus blairer, ni supporter. La camarade libertaire reconnaît d'autre part avoir manqué une occasion : lors du débrayage du montage, de donner l'impulsion au débrayage de l'injection.

Puis un jour, l'une d'entre elles prit son compte... Elle en avait ras le bol de cette vie d'enfer, et sa révolte devint désespérée et se traduisit par l'abandon de la boîte.

La camarade libertaire s'aperçut qu'en 8 jours, beaucoup d'ouvrières se barraient. Evidemment, c'étaient celles qui en avaient le plus marre.

10 jours après, il n'y avait plus rien. On ne parle plus de grève.

Un fait se produit alors, montrant que la direction reprend du poil de la bête. En effet, il semble que les flics avertirent la direction de la couleur de l'une de leurs employées (G.P.) ; elle fut vidée immédiatement après.

La direction réussit sans peine à repérer les 2 maoïstes restants (la fille du montage et le gars de la matière) et la camarade libertaire. Le gars de la matière est confiné au broyage et ne peut avoir de contacts avec l'injection.

La preuve de la collusion entre les flics et la direction se voit confirmée une semaine après. En effet, à

la rentrée de 14 heures, le lundi 17 avril, le chef du personnel interpelle la camarade libertaire : « Alors, mademoiselle, vous n'aimez pas le règlement ? Vous savez pourtant qu'ici, nous ne sommes pas en esclavage. Et puis, vous avez un nom célèbre ». Il faut dire que cette camarade fit déjà un mois de taule en 68, la seule possibilité pour la direction de la connaître soudainement étant les flics (ceci après l'interpellation du 1er maoïste).

Une semaine après, ils reçurent tous les trois une lettre de licenciement.

Les mecs de la G.P. ne contactent pas la camarade libertaire (qui bossait dans une autre boîte) et entreprennent une action 2 jours plus tard, qui consiste à stationner devant Norev jusqu'à ce qu'ils se fassent repérer par la direction qui fait fermer les portes et lâcher les chiens dans l'usine (les flics étant prêts à intervenir du commissariat du quartier).

Cette action échoua donc, mais l'intervention brève de la maoïste du montage dans son atelier semble réussie, car elle le fait toute seule 2 jours plus tard, expliquant aux ouvrières la raison de son vidage.

La direction, rendue méfiante, attend donc de pied ferme une autre intervention qui ne tarde pas à se manifester.

La G.P. vint contacter la camarade libertaire afin de participer à une nouvelle action de ce type. Celle-ci n'est pas d'accord, car rentrer dans l'usine, parler aux ouvrières, casser éventuellement la gueule aux chefs, déclencher un débrayage, paraît impossible à faire en moins de 10 minutes (le temps nécessaire à la direction pour appeler les flics, et à ceux-ci de venir). Ceci mis à part, l'arrivée en fanfare avec drapeaux rouges et Cause du Peuple sous le bras (les autres types d'action n'étant pas pour lui déplaire) lui semblaient comparables aux vieux genres d'intervention « groupusculaires » où l'on refille sa camelote.

On devait se retrouver le lendemain pour aboutir à une solution, mais personne ne vint, l'excluant de la préparation de l'action envisagée.

Malgré donc l'avertissement de la camarade libertaire, les camarades de la G.P. passent à l'action, se font choper par les flics et se retrouvent plusieurs semaines en tôle, comme prévu.

Cette forme d'action était une erreur, il aurait fallu en déterminer une autre, se jeter dans les bras des flics n'étant pas la meilleure solution.

Le seul fait positif de cette action est l'intervention d'un autre camarade maoïste qui, à la suite du blocage des autres, balança un cocktail molotov qui brula la voiture du directeur.

Il y aurait peut-être une conclusion à tirer des faits présents après une analyse de la suite des événements, c'est-à-dire la réaction des autres G.P., les tracts immédiatement tirés sur Norev, leur distribution massive devant l'usine et la faculté (?), la parution d'un article dans la Cause du Peuple.

N'y aurait-il pas là le désir de faire à tout prix une action violente, afin de noircir les pages d'un journal.

La G.P. sortit tout de suite un tract, repris et complété dans la Cause du Peuple.

Quand le tract dit : « Les maos ont changé l'ambiance de la boîte, ils ont envoyé chier les petits chefs », c'est faux, jamais les petits chefs n'ont été envoyés chier.

Quand le tract dit : « Les maos mettaient leur machine ne panne », il y a une double falsification : primo il n'y avait qu'une seule mao qui travaillait sur les machines, secondo, elles n'ont jamais été volontairement en panne.

Le seul et unique exemple qui se soit produit fut le fait de la camarade libertaire, plus pour s'éviter une douleur physique assez violente sur une machine très dure où on l'avait placée après l'avoir repérée, que pour autre chose.

De même quand on nous dit que ces mêmes tracts étaient collés dans les chiottes et remis dès que les

chefs les retiraient des panneaux d'affichage de la direction.

Quand à l'inscription sur la blouse d'un petit chef, personne n'en a vu la couleur.

Quand le tract dit que la solidarité entre les ouvrières et les régleurs existait pour la première fois, c'est faux, ceux-ci se comportant en flics (sauf peut-être pour un exemple, et encore...).

Plus loin, une autre falsification apparaît dans le tract : « le patron a vidé 4 maoïstes », nous avons vu ce qu'il en était ! Après la protestation de la camarade libertaire, la G.P. tira une affiche parlant de 3 camarades licenciés...

Alors, d'abord la libertaire était licenciée maoïste, ensuite n'était plus ni licenciée, ni maoïste, tout en étant réellement licenciée. Le problème de son existence se pose encore ! ! !

Et, pour terminer, après le dernier incident, quand le tract dit : « à la sortie de la boîte, à 2 heures, la joie et la détermination des ouvrières à continuer le combat le montrait bien », c'est faux, car le « contact » qu'avait gardé notre camarade dans l'usine est formel : « il n'y avait ni joie, ni détermination à continuer le combat, mais au contraire, le silence et la non-compréhension.

En conclusion, on peut dire plusieurs choses :

D'abord, l'expérience de Norev est un exemple-type de l'utilisation faite par la Cause du Peuple aux seules fins de sa propre propagande.

A l'aide d'informations fausses ou déformées, on monte une vaste opération publicitaire qui sert à nourrir un canard et à faire vivre une organisation.

Il aurait été plus honnête de dire la vérité aux masses, c'est-à-dire l'échec, le pourquoi de cet échec, et également les erreurs commises (et pour cela de les déterminer et de les analyser).

Il n'en reste pas moins que le travail de ces camarades à Norev aurait pu, à un certain moment, être favorable à une canalisation de révolte et porter ses fruits.

Il faut tout de même noter que deux buts ont également été atteints : celui d'avoir fait peur à la direction de Norev, dont le pouvoir en est ressorti affaibli, et celui d'avoir éveillé l'attention des ouvrières sur les possibilités réelles qu'elles ont d'arriver à quelque chose par leur propre lutte.

MOTO STANDARD

métallurgie - Mâcon - 900 ouvriers et employés (d'un camarade de Mâcon) (mai 70)

C'est la plus grande boîte de Mâcon qui, jusqu'à présent, jouait les patrons modernes : on paie bien les ouvriers pour avoir les meilleurs, ce qui est facile à Mâcon car les autres usines paient au S.M.I.G., et parfois en dessous. D'où des frictions avec le patronat traditionnel. Démarches de celui-ci auprès de la Chambre Patronale, pour que le grand patron de Motostandard cesse d'augmenter ses ouvriers. Ce dernier décide de licencier 95 ouvriers et mensuels.

Mévente des motoculteurs ? Réorganisation de la production ? Politique délibérée d'embauche et de licenciements pour coller aux fluctuations de la production ? Tout à la fois sans doute.

Dès l'annonce de la décision, à 17 heures, le 31 mai, les ouvriers cessent le travail et descendent dans la cour de l'usine. Ceux de la nouvelle usine construite dans la nouvelle zone industrielle descendent dans la rue spontanément et rejoignent l'ancienne usine située dans le centre. Devant la détermination des ouvriers, la C.G.T. adopte la position dure (pas de liste de noms, refus des licenciements).

C'est le long week-end du 1er mai. Le lundi, les ouvriers viennent à l'usine mais ne reprennent pas le travail. Pendant ce temps, les délégués syndicaux sont

chez le patron. Quand ils en sortent, ils donnent l'ordre de reprise du travail car, déclarent-ils, le patron ne cèdera pas ; conclusion : il faut faire pression sur les autorités publiques (Mairie - Préfecture). Le lendemain, la C.G.T. organise une manifestation bidon, avec comme consigne : virer les « casseurs » et toute personne étrangère à l'usine. Les délégués C.G.T. donnent au commissaire le tract distribué par le comité de « Rouge » local, appelant à la grève générale active. Pourtant toute l'usine descend dans la rue... A la mairie, le maire n'est pas là ; à la préfecture, le préfet est en déplacement. Retour à l'usine. Discours du délégué qui commence à dire que la C.G.T. acceptera les licenciements... s'il y a des possibilités de reclassement. Les syndicats laissent tomber, le découragement est général. Dans la semaine qui suit, aucun mot d'ordre ne vient, rien ne se passe. Finalement, la direction ne licencie plus, mais réduit l'horaire à 34 heures. Beaucoup quittent d'eux-mêmes et se démerdent seuls.

Pourtant, si l'usine avait été occupée, le patron aurait cédé : celui-ci était aux abois (pas un sou en banque, risque d'absorption par un groupe canadien...). Ça on ne l'a su que bien après. Les syndicats n'en ont rien dit ; au contraire, ils ont joué leur rôle de briseurs de lutte et de flics de la bourgeoisie pour faire accepter les décisions de la direction et même lui faciliter la tâche, puisque les ouvriers ont finalement démissionnés au lieu d'être licenciés.

VIRAX

usine d'Epernay (Marne)
métallurgie, outillage - 500 ouvriers
(d'un camarade d'Epernay) (avril-mai 1970)

Main-d'œuvre en grosse majorité d'origine agricole, poussée à l'usine par la concentration dans la production du champagne. Beaucoup sont dans une situation meilleure que dans la culture ou les caves ; pourtant, comme dans toutes les usines de province, tout court à rendre les conditions de travail plus dures que dans la région parisienne. La tension est toujours grande sur les cadences, la paie, la discipline, la mentalité des cadres, mais contenue par la menace de licenciement et l'impossibilité de trouver du travail sur place.

Le groupe maoïste « Osons lutter » pilonne la boîte en mars-avril 70 par des tracts. On ne sait s'ils ont des gars dans l'usine ou s'ils font tout de l'extérieur. Ils parlent des salaires et du boni ($3,73 + 74,6 = 4,47$ pour un OS1, $4,04 + 80,8 = 4,84$ pour un OS2/3), des cadences, des changements de postes, des augmentations, à la tête du client dans des termes exacts.

Un des tracts présente le groupe comme « en dehors des organisations existantes », se donnant pour objectif « de démonter tous les mécanismes de l'exploitation et de la division pour permettre aux travailleurs de prendre en main leurs propre lutte et de s'unir sur des objectifs communs ». Ceci aussi, mis sous cette forme, n'appelle pas de critiques.

Est-ce l'effet de la diffusion de ces tracts, ou bien un mouvement aurait-il éclaté malgré cela ? Toujours est-il que, courant mai, quelques ateliers débraient spontanément et revendiquent une augmentation de salaire.

La C.G.T., tout de suite, récupère le mouvement, en proposant, à la réunion des délégués du 27 mai, une... indemnité de repas.

Refus du patron. C'est alors qu'éclate un incident entre un ouvrier des ateliers en grève et un contre-maître ; insultes bagarres, le gars est viré, mais défendu par tous les autres grévistes, ce qui déclenche d'autres bagarres dans l'usine. Les flics sont appelés.

Le travail reprend partout. Personne ne parle plus, ni de grève, ni de revendications. Le patron en profite pour inclure un additif au règlement intérieur, précisant que :

« En conséquence, lors de toute querelle ou bataille dans l'enceinte de l'établissement, les antagonistes seront immédiatement licenciés, sans préavis et sans aucune recherche de responsabilité.

« Osons lutter » ne s'est plus manifesté après.

PARVEX à DIJON

(d'un camarade de Dijon) (juin 1970)

A Dijon vient de prendre fin, sur un échec à peu près complet, une grève comme les autres sous certains aspects, et pas tout à fait comme les autres par des aspects différents ; la grève de l'usine PARVEX de Dijon, l'une des 10 usines C.E.M. PARVEX de construction électrique, grève de 400 ouvriers, soit 70 % de l'effectif horaire.

La perte de la prime d'ancienneté, la réduction des horaires, des disparités de salaires allant jusqu'à 17 % avec les autres usines comme celle de LYON, entraînent à partir d'avril des débrayages et, au 1er juin, avec l'entrée en vigueur de la réduction d'horaires, la grève totale qui déborde les plans syndicaux. Le 8 juin, les syndicats obtiennent que l'horaire soit ramené à 45 heures, mais le personnel décide de continuer la grève. Elle durera jusqu'au lundi 22 juin 70, pour, en particulier, la garantie d'un salaire mensuel sur la base de 45 heures, et elle échouera.

Une grève comme les autres

On retrouve dans ce qui s'est passé lors de cette grève bien des éléments auxquels l'actualité nous a maintenant habitué :

— La grève part de la base, déborde les syndicats dont l'implantation laisse d'ailleurs à désirer. Elle continue sans se satisfaire des accords patrons-syndicats et, finalement, malgré ceux-ci, bien qu'ils s'en fassent les portes paroles et la canalisent dans toute la mesure du possible. (la « mèche » est d'ailleurs naïvement vendue dans un article paru après l'échec de la grève et signé par le parti socialiste : « si ceux-ci (les ouvriers) veulent que ça change, ils doivent se grouper dans les syndicats et les partis politiques, seuls capables d'organiser efficacement la lutte dans leurs domaines respectifs »).

— Il faut aller jusqu'à dire que la grève a été torpillée par une sorte de complicité tacite patrons-syndicats. En effet, alors que d'autres filiales du trust débrayèrent également, aucune coordination des divers mouvements de grève n'a été organisée, ce qui a permis au patronat de supporter sans grand-peine, au moment même où il devait réduire les horaires de travail, par suite des restrictions de crédit, une action restée locale.

— Ce torpillage de la grève a été rendu possible par un autre élément significatif lui-aussi : la division des ouvriers en catégories. Les mensuels ont obtenu satisfaction après deux heures de grève et ont repris le travail.

— Enfin la solidarité — par quêtes en particulier — a été faite. Mais pourquoi ? Le manque d'information a, semble-t-il, joué énormément. Quand a-t-on parlé avec quelques détails de la grève ? Après son échec — et ceci confirme les soupçons énoncés plus haut — sous forme d'appels à la solidarité pour les grévistes ayant perdu vainement 3 semaines de salaire (ce qui prenait par là même, et avec quelques allusions bien placées, l'allure d'un « faites donc attention de ne pas entreprendre des actions irréfléchies et irresponsables »). Ces appels commencent le 24-6-70 avec un article dans la presse des syndicats C.G.T., C.F.D.T., puis, à un jour d'intervalle défilent : le parti communiste, le parti socialiste (il est vrai que les municipales approchent), le P.S.U. (qui parle lui avec quelques sous-entendus, soulignant en particulier le manque de coordination des grèves, mais sans en rendre quiconque responsable), le S.N.I., l'U.D.A.F., et pour ce samedi 4 juillet, le secours populaire français. La liste ne semble pas close.

Ah ! si ce grand élan de solidarité s'était manifesté avant l'échec de la grève, qui sait jusqu'où elle serait allée et quelle aurait été la force de contagion de son succès en Bourgogne. Tout le problème est peut-être là précisément (et malgré tout une nouvelle grève totale éclate déjà chez PERROT-AUBERTIN, dans la région Beaunoise).

Mais d'autres facteurs sont peut-être intervenus, contribuant à faire tenir cette grève en défiance : elle avait quelque chose de trop libre et spontané, de pas suffisamment sérieux, voire de débridé !

Une grève pas tout à fait comme les autres

En effet la grève de chez PARVEX, en juin 70, à Dijon, avait pris des aspects intéressants, on commençait à en parler et les gens allaient voir et trouvaient ce qui se passait « sympathique ».

— Tout d'abord les ouvriers et les ouvrières ne restaient pas à la maison, mais se retrouvaient sur les lieux de travail, et dans la cour de l'usine, sans que cependant on puisse parler d'occupation, les bureaux en particulier continuaient à fonctionner — mais à vide — sans qu'il y ait obstruction et violence ouverte.

— Le directeur, les cadres et le personnel de bureaux venaient eux aussi à l'usine. Cela tenait-il à la dimension relativement petite de celle-ci, à l'isolement de la grève ou à quelque chose de plus profond, en tout cas il n'y eut pas de bagarres, mais par contre un essai de séduction des employés d'une part, et une satire du directeur et de ses fidèles d'autre part.

On fit des haies avec des pancartes aux inscriptions multiples, pour accueillir les employés, on les convia à la solidarité. Une jeune secrétaire habillée de rouge fut acclamée : « elle au moins montre qu'elle est avec nous ».

Un jour, on dressa une table sous les fenêtres du directeur : caviar, champagne, merguez, dont le parfum donna faim à tout le personnel des bureaux, et on dressa une banderolle : « la table du patron ».

Faut-il parler d'une forme originale de démythification de la dignité patronale et de celle des cadres ?

— Se retrouvant ainsi ensemble, ouvriers et ouvrières firent quelques pas, non sans doute vers la « fête » dont on parla pour les journées étudiantes en mai 68, mais vers quelque chose comme l'organisation du « temps de vivre ».

Certains et certaines dansaient dans la cour avec des disques, d'autres discutaient de la situation. Quelques uns et quelques unes faisaient la même chose en se faisant bronzer au soleil. Certaines tricotaient, se faisaient des mises en plis, d'autres organisaient des jeux divers. Quelques uns allèrent jusqu'à boire un peu plus de bière que prévu au café proche — ce qui les aurait amenés à heurter quelques voitures de cadres —. Enfin un assez grand nombre allaient de temps à autre, travailler, « bricoler un peu » sur leurs machines ou à côté.

Faut-il parler d'un début de mouvement vers une sorte de qualité nouvelle de vie en communauté par opposition au morne cotoiement des jours de travail pour C.E.M. PARVEX, voire de qualité nouvelle du « travail ». Faut-il dire que les ouvriers voulaient montrer que leur usine pouvait être autre chose que le lieu où l'on vient le plus long de la journée pour être exploité et commandé ?

ASSURANCES GENERALES DE FRANCE (Paris)

Le tract qui suit a été distribué dans les principales entreprises d'assurances de Paris. Il résume l'essentiel d'une lutte qui s'est déroulée en juin dans le groupe nationalisé A.G.F. (8.000 employés, dont 5.000 à Paris). Une quinzaine d'employés ont participé à sa rédaction et à sa diffusion. Ces employés se retrouvent chaque

semaine dans un « comité de liaison A.G.F. » composé essentiellement d'employés (assurances, banques, et...). La forme et l'intervention d'un tel noyau autonome d'action, sur le plan d'une entreprise, pourrait être discutés à partir de ce tract. Le sens de cette intervention est, par tous moyens (et ceux-ci varient avec les circonstances de la lutte), de permettre aux travailleurs de s'exprimer et d'agir eux-mêmes dans leurs intérêts. Une cellule de Lutte Ouvrière existe depuis plusieurs années dans le groupe A.G.F. La différence fondamentale de conception entre un groupe de base comme le comité de liaison et un telle cellule d'un parti (fait ou à faire) est apparue clairement au cours de la grève de juin dernier. Lors de la dernière assemblée générale de la grève, « interdite par le patron et les syndicats », mais tenue quand même pendant le travail et sur le lieu de travail par 2 ou 300 employés, la grosse majorité des présents ne pensait qu'à aller demander des explications aux délégués (et ceci très violemment) — ce qui fut fait — ; un membre de Lutte Ouvrière, délégué C.G.T. prit alors la parole pour proposer de rédiger une lettre de protestation et d'aller la porter au siège du syndicat C.G.T. : objectivement, cette intervention (balayée en une seconde d'ailleurs) rejoignait toutes les tentatives syndicales et patronales d'écartier la combativité de ce noyau sur des voies de garage. Ceci parce que la ligne de l'organisation devait prévaloir sur la volonté des travailleurs.

DU 1er JUIN AU 12 JUIN 1970, LES EMPLOYÉS DES ASSURANCES GENERALES DE FRANCE ONT FAIT 15 JOURS DE GREVES TOURNANTES

Nous autres, employés du Groupe A.G.F., nous avons fait ce tract en commun, nous l'avons payé de notre poche et nous l'avons distribué nous-mêmes dans les autres groupes (notamment au G.A.N. et à l'U.A.P.).

Pourquoi ?

Parce que nous avons appris beaucoup de choses et comment nous pouvions nous défendre nous-mêmes.

Parce que nous pensons que tous les employés, tous les travailleurs affrontent les mêmes problèmes et doivent lutter de la même façon.

Parce que nous en avons marre de rester isolés dans notre coin, sans savoir ce qui se passe dans le service d'à côté, dans la boîte qui est de l'autre côté de la rue.

Parce que nous pensons que ça suffit comme ça, dans tout ce qui fait notre vie quotidienne, dans notre travail et ailleurs.

Parce que, si on se met tous ensemble, directement et sans passer par les spécialistes syndicaux, on peut y changer quelque chose.

Tu trouves ta vie bien dans l'Assurance (et ailleurs, c'est pareil), nous, on la trouve con.

On a tous des choses bien en commun, parce que nous sommes des employés, des travailleurs ;

— *des salaires médiocres*, rognés sans arrêt sous un prétexte ou sous un autre ;

— *une hiérarchie pesante* qui va de un (pour l'employé qui vient de s'embaucher) à 50 (pour le P.D.G.). Chacun sait bien que c'est pour donner plus au gros qu'il faut donner moins aux petits : c'est pour ça que les augmentations qu'on nous donne sont toujours en pourcentage, c'est-à-dire hiérarchisées. D'année en année, le fossé se creuse entre ceux qui ont toujours plus et les autres. Pourquoi en est-il ainsi ? Parce que le système hiérarchique est une des bases de la société qui nous domine, c'est pour ça que jamais personne ne le met en cause ; c'est pour ça que les syndicats le défendent (et particulièrement la C.G.T.). Si nous ne le mettons pas nous-mêmes en cause, et avec lui tout le système social, il n'y aura jamais de solution au problème de notre niveau de vie, à tous les problèmes de notre vie ;

— *la concentration* dans d'énormes boîtes dispersées dans plusieurs immeubles. Nous sommes trimballés de

service en service, d'immeubles en immeubles. Sommes-nous des hommes ? Non, seulement des pions mués d'un endroit à un autre dans le seul intérêt d'une classe d'exploiteurs, pour le meilleur profit du capital, ce qu'ils appellent la « rentabilité ».

— *l'automation* : Vive la machine entièrement automatisée qui réduira le travail de l'homme à presque rien. Pour le moment, ce n'est pas le cas. La machine (l'ordinateur et les autres mécaniques qui tournent autour) pèse durement sur notre vie de travailleurs, nous soumettant au rythme que les dirigeants lui donnent dans leur seul intérêt. Que devenons-nous ? Des cinglés à bout de nerfs, contraints d'emmagasiner une énorme quantité de détails sans intérêt et réduits au rôle d'accessoires de la machine principale.

— *la productivité* : partout, c'est la chasse à notre temps libre, ce que eux dirigeants soucieux du profit, de leur profit, appellent le « temps mort ». On comprime les effectifs, on arrête le recrutement, on augmente les cadences directement ou indirectement. De cela non plus, personne ne parle. Et pourtant c'est ça qui nous use jour à jour.

— *la rentabilité* : sous prétexte de comprimer les frais généraux, ce sont des brimades de toutes sortes. Maintenant, ils utilisent les employés des groupes nationalisés les uns contre les autres. Pour faire marcher les A.G.F., ils nous menacent à chaque instant de fusion avec l'U.A.P. Si l'U.A.P. a, paraît-il, moins de frais généraux, c'est que les employés sont moins payés ou se font plus exploiter. Il y a un moyen de couper court à toutes ces manœuvres : c'est d'entrer en contact, entre employés des différents groupes et de revendiquer les mêmes choses, et d'avoir les mêmes cadences de travail.

— *les cadres et la direction* : ce sont eux qui organisent et nous imposent tout ça. Pour leur fric et ce qu'ils appellent « la bonne marche de l'entreprise », c'est-à-dire le fric des capitalistes, le fric d'un système qui nous opprime tous partout, nous autres les travailleurs. Ça commence avec les A.M., ça monte comme ça jusqu'au P.D.G. Chacun apporte sa pierre, petite ou grande, à tout le système d'exploitation parce qu'il en tire un profit petit ou grand. Le seul moyen pour nous, c'est de lutter, c'est de les dresser et de ne pas se laisser faire. Leur intérêt, c'est que nous soyons des choses qui exécutent sans rien dire tout ce qui les sert. Notre intérêt, c'est de ne pas nous laisser faire. Pas de pitié pour les profiteurs petits et grands.

* *

QUE S'EST-IL PASSE AUX A.G.F. du 1er au 12 juin 1970

Tous les syndicats, C.G.T., C.F.D.T., F.O., S.N.A.M. A.T., C.F.T.C., avaient décidé, après avoir effectué des sondages parmi les employés, de lancer des grèves tournantes le premier juin pour les revendications suivantes, qu'ils avaient fixées eux-mêmes :

- élévation du minimum de la prime de vacances de 600 à 670 F,
- remboursement des frais de transport,
- harmonisation des salaires pour les employés du
- Phénix (suite à la fusion avec les Assurances Générales dans le groupe A.G.F.).

La grève rencontra un grand écho, principalement chez les jeunes et à peu près un tiers des employés débrayèrent, quasiment en permanence, pendant quinze jours. Cette constation permet de donner la réponse à la première question qu'on peut se poser :

POURQUOI LES SYNDICATS ONT-ILS DECLENCHE UN MOUVEMENT A UNE SI MAUVAISE PERIODE (juste avant les vacances) ET SUR DES REVENDICATIONS AUSSI MINIMES ?

LA REPOSE EST : *par démagogie*, pour que la grève échoue. Ce sont les jeunes qui ont le moins de fric et qui subissent le plus le poids du travail idiot et l'autoritarisme borné de l'encadrement. Ce sont eux qui râlent le plus, et ils ont raison. On leur donne un os : la grève pour des bricoles dans l'espoir qu'elle échouera. Ce qui permettra aux bons apôtres syndicaux qui auront tout fait pour cela de dire à tous : « Vous voyez, on ne

peut rien faire, les autres ne suivent pas, etc.. ». Et tout le monde, découragé, bien écœuré, rentre bien sagement dans sa niche. C'est toujours ça de pris pour le patron.

TU NE CROIS PAS CE QUE NOUS ECRIVONS LA ; LIS CE QUI SUIT ET TU VERRAS QUE TOUT AU LONG DES QUINZE JOURS DE GREVE, NOUS AVONS PU VOIR ET ENTENDRE DES CHOSES QUI NOUS ONT BEAUCOUP APPRIS :

Un dirigeant national C.F.D.T. Assurances (Thévenot)

déclarer, le premier jour de la grève, à 1500 employés réunis en assemblée dans la cour de l'immeuble Riche-lieu, que la grève n'avait pas beaucoup de chance.

LE MEME DIRIGEANT C.F.D.T. dénoncer au mégaphone, lors d'une manifestation de rue, devant un cordon de flics et nommément, un jeune qu'il jugeait trop turbulent, dans ces termes : « toi le jeune à la chemise moutarde, il va t'arriver quelque chose ».

LE MEME DIRIGEANT C.F.D.T. et ses lieutenants partir en vacances le vendredi 12 juin, alors que la grève n'était pas terminée, que 80 % des votants avaient rejeté les dernières propositions patronales et voulaient ainsi continuer la lutte. C'est bien une preuve de ce que nous disions plus haut, que les dirigeants ne voulaient pas que la grève dure.

LE MEME DIRIGEANT C.F.D.T. se plaindre à une autre assemblée de ce que la grève était trop dure, qualifiant « d'incidents regrettables » le fait que 200 jeunes de l'immeuble Lafayette (ex Phénix) étaient descendus à Drouot (autre siège A.G.F.) pour faire débrayer les services (à l'appel d'ailleurs d'un dirigeant C.G.T., manifestement débordé).

LE MEME DIRIGEANT C.F.D.T. refuser de donner à 200 employés le résultat de négociations avec la direction, prétextant que les employés « n'étaient pas représentatifs », alors que la grève avait été décidée par 60 membres des syndicats qui, eux, s'estimaient sans doute représentatifs.

Un dirigeant Force Ouvrière Assurances (mars)

retirer brutalement le micro, le premier jour de grève, à un employé qui demandait simplement que tout employé puisse venir s'exprimer et dire ce qu'il pensait de la grève et des revendications.

LE MEME DIRIGEANT F.O. refuser de donner la moindre explication à 200 employés sur des propositions incompréhensibles de la direction, qualifier de menteurs ceux qui apportaient des précisions (communiquées d'ailleurs par un membre du bureau F.O. des A.G.F.), et même tenter d'étrangler un employé d'un groupe de 200 employés qui refusaient de laisser sortir les délégués d'une salle avant qu'ils ne s'expriment sur les propositions de la direction.

LE MEME DIRIGEANT F.O. dénoncer au micro, dans une assemblée, comme « personnes étrangères à la Compagnie », des employés d'un autre siège, simplement parce qu'ils manifestaient trop bruyamment leur mécontentement.

On a vu tous les dirigeants syndicaux, sans aucune exception

— lancer une lutte sur des revendications générales dans une seule entreprise, sans en parler dans les autres groupes nationalisés, c'est-à-dire isoler volontairement la lutte dès le départ.

— appeler les flics pour encadrer les manifestations et se protéger, eux et la direction, contre 200 employés venus leur demander des explications.

— refuser de convoquer une assemblée générale d'employés le 12 juin pour expliquer les propositions de la direction.

— essayer de s'opposer par la violence à la diffusion d'un tract mis au point par 200 employés pour convoquer une assemblée générale et ensuite diffuser un tract appelant les employés à ne pas se rendre à cette

assemblée, simplement parce que eux, une vingtaine de dirigeants, avaient jugé qu'ils n'avaient pas de compte à rendre aux employés en grève.

— les mêmes dirigeants syndicaux, se barricader dans l'immeuble Richelieu, complètement paniqués, faire fermer les portes, appeler la police, tout ça parce qu'ils avaient peur de se faire casser la gueule par quelque 200 employés excédés par toutes ces manœuvres et ces dérobades de ceux en qui ils avaient eu confiance au début de la grève. Qui protégeaient-ils à ce moment contre des travailleurs ?

On a vu finalement tous les syndicats

— refuser de publier le résultat d'un vote, organisé par eux, sur les propositions de la direction et la fin de la grève, simplement parce que 80 % étaient pour le refus et pour continuer : cela prouve bien qu'ils voulaient, à tout prix, terminer la grève.

— diffuser en commun, le 15 juin 1970, le tract suivant, que nous reproduisons en entier :

C.F.D.T. - C.G.T. - F.O. - S.N.A.M.A.T. - C.F.T.C.

MISE EN GARDE !

Sous le couvert et à l'occasion du conflit en cours, une minorité d'individus, dont la plupart, issus de l'immeuble LAFAYETTE, sont manipulés par un cadre d'origine A.G. VIE, fait régner un climat d'intimidation, de pression morale et physique sur les personnes, absolument intolérable.

Devant cette situation, les Organisations Syndicales, dont le souci majeur est d'éviter une dégradation irréversible du climat social de l'entreprise, stigmatisent l'attitude de ces éléments irresponsables.

En conséquence, afin d'assurer la sécurité du personnel et la sauvegarde du matériel, les Organisations Syndicales demandent à l'ensemble du personnel des A.G.F. de se désolidariser de ces agissements.

En effet, tout incident, tout affrontement, dans les circonstances actuelles pourraient avoir les conséquences les plus graves et risqueraient de remettre en cause la garantie, obtenue par les Organisations Syndicales, qu'il n'y aurait aucune sanction disciplinaire pour fait de grève.

Sachant par expérience que les critiques ne seront pas épargnées aux Organisations Syndicales, celles-ci, en ce qui concerne les responsabilités, regrettent que la Direction Générale n'ait pas pris conscience plus tôt de la gravité de la situation et du malaise profond dont souffre l'entreprise, et n'ait pas, de ce fait, pris l'initiative de faire des propositions valables au début du conflit. Nous n'en serions sans doute pas là aujourd'hui.

Quoi qu'il en soit, les Organisations Syndicales préconisées sont dans l'obligation de suspendre tous les mouvements, de quelque forme que ce soit, et ce pour une durée que nous ne pouvons déterminer à l'heure actuelle.

D'autres informations seront portées, ultérieurement, à la connaissance du Personnel.

On n'a jamais eu d'autres informations.

C'est comme ça que la grève s'est terminée

On a rien eu, mais on a gagné beaucoup.

On y a appris que les syndicats étaient contre nous quand nous voulions que la grève soit réellement efficace ; Que nous voulions nous défendre nous-mêmes sans intermédiaires.

Nous tous, nous avons pu organiser nous-mêmes la grève, nous avons pu tenir une assemblée générale dans la compagnie alors que le patron et les syndicats avaient déclaré partout qu'ils étaient contre.

C'est un début et nous pensons que c'est important ; C'est pour cela que nous le disons à tous.

Les bureaucrates syndicaux de tout poil vont nous tomber dessus, mentir, calomnier, tout ça pour garder

leurs places. Nous en avons l'habitude de leurs menaces et de leurs injures ; on n'y fait pas attention parce que ça n'a pas d'importance.

Ce qui est important c'est ce que les travailleurs ont pu faire, pas ce que les dirigeants en pensent.

Tout ce que nous venons de raconter, nous l'avons tous vécu : entre 200 et 1.500 employés du groupe AGF peuvent en témoigner, car eux tous l'ont vu et entendu.

Nous savons que toutes les étiquettes qu'on nous met déjà et celles qu'on nous mettra n'auront qu'un but : continuer à nous diviser, éviter d'avoir à nous expliquer ce que les dirigeants patronaux et syndicaux font de notre travail, de nos luttes.

Ce qui est important, c'est ce que nous autres employés faisons :

— pour mettre au pas tous ces dirigeants et refuser de nous plier à leur intérêt, à celui de la boîte, à tout ce qui n'est que l'intérêt du capitalisme.

— pour nous défendre nous-mêmes, par nous-mêmes, pour nous-mêmes, sans passer par des spécialistes syndicaux.

— pour changer quelque chose pour de bon dans la vie de con qu'ils nous font mener dans une société qui, à l'échelle du monde n'engendre que l'insécurité, la misère et la guerre.

POUR CELA, IL FAUT ETABLIR DES LIAISONS ENTRE NOUS, LA OÙ NOUS TRAVAILLONS :

— on sait ce qu'on subit tous les jours

— on sait contre qui on se bat.

Ça suffit : organisons-nous nous-mêmes et osons lutter. C'est en marchant qu'on apprend à marcher ; lorsque nous aurons commencé, d'autres viendront et nous saurons bien nous retrouver avec d'autres employés comme nous, avec d'autres travailleurs.

TU EN A MARRE DE CE QUE TU SUBIS ; MARRE D'ATTENDRE ; MARRE DE TOUS CEUX QUI TE DISENT CHAQUE JOUR QU'IL FAUT ETRE PATIENT, QU'IL FAUT SAVOIR ATTENDRE, QU'ON NE PEUT AVOIR TOUT TOUT DE SUITE.

EH BIEN SI, ON VEUT TOUT TOUT DE SUITE. Ça ne se fera pas en un jour, mais il faut commencer. COMMENÇONS MAINTENANT.

NE REVENDIQUE PAS AUPRES DES DELEGUES, DES DIRECTIONS, DES CADRES. CE QUE TU PEUX PRENDRE TOI MEME, PRENDS-LE, TU N'AS PAS BESOIN DE PERMISSION : TU L'IMPOSES. SI TU NE PEUX LE PRENDRE, TROUVE TOI MEME DES MOYENS POUR QU'ILS CEDENT : IL Y EN A TOUJOURS A PORTEE DE TA MAIN.

OSE LES PRENDRE - OSE LUTTER.

Nous signons : *Le Comité de liaison des A.G.F.*

C'est un groupe d'employés qui existe depuis mai 68. Nous nous retrouvons régulièrement, tantôt peu, tantôt plus, suivant les nécessités des luttes dans le groupe A.G.F. Nous n'appartenons à aucune boutique politique, à aucun syndicat, à aucun groupuscule, et nous n'avons pas l'intention de former quoi que ce soit. Mais nous pensons que les employés ne s'en sortiront pas tant qu'ils ne formeront pas leurs propres organisations de lutte lorsqu'il y a quelque chose qui ne va pas.

Si tu veux nous connaître, c'est facile, demande à n'importe quel employé des A.G.F. qui nous sommes, dans n'importe quel siège, Richelieu, Drouot, Lafayette au St-Lazare. Tu trouveras bien le moyen, maintenant ou plus tard, de savoir si ce que nous disons est vrai, et si c'est nécessaire pour la lutte d'entrer en contact avec nous, avec des travailleurs d'autres boîtes.

CE QUE NOUS VOULONS, CE N'EST PAS QUE TU COMPTES SUR NOUS, MAIS QUE TU COMPTES SUR TOI SI TU DOIS LUTTER, SUR TOI ET SUR TES CAMARADES DE TRAVAIL, ET QU'ENSEMBLE, VOUS OSIEZ LUTTER, PAR VOUS-MEMES, POUR VOUS-MEMES.

Septembre 1970.

FRANCE : Dans les boîtes, la vie quotidienne

LES INFORMATIONS DE BOITE

ce qu'en pense un ouvrier de Lyon (7-70)

Se pose aussi pour moi le problème des informations de boîtes qui me semblent de plus en plus absentes. Je parle d'informations faites par ceux qui y sont (dans les boîtes). L'information par des types de l'extérieur a un intérêt, mais secondaire. Comment les camarades ouvriers d'I.C.O. se situent dans leurs boîtes. Quels problèmes y rencontrent-ils ? Pour mon compte j'en ai quelques uns si l'on peut dire :

— le racisme qui, me semble-t-il, se développe de plus en plus dans la classe ouvrière (combien en discute-t-on dans I.C.O. ?) ;

-- la sexualité chez les ouvriers (jeunes et moins jeunes). etc...

Les camarades qui sont dans les boîtes en parlent-ils dans I.C.O. ? Je m'en fous d'une analyse de ces problèmes faite par des types qui peuvent écrire des pages mais qui ne les vivent pas tous les jours.

Faut-il faire un bulletin uniquement rédigé et géré par des ouvriers ? Ségrégation à la con ?... peut-être... En tous cas, il y en a marre des types qui n'ont jamais pointé et qui théorisent à tout va sur la classe ouvrière, ses luttes, son autonomie, ses contradictions, etc... et après ?

Qui est-ce qui m'aidera à expliquer aux copains que les « étrangers, c'est pas des salauds » et que « ceux qui baisent et ceux qui ne baisent pas » ce n'est pas qu'une question de caractère.

Non je ne mets pas la théorie à la poubelle, loin de là, mais la théorie ça se vit (et oui !) et quand elle est élaborée par ceux que ça ne concerne pas, comment peut-elle être vécue ? Evidemment, ça n'est pas très logique comme raisonnement, mais c'est ce que je ressens, et après tout, c'est ça l'important.

Pour ce qui est de la « critique de la vie quotidienne » là encore il faut discuter concrètement de ce que nous vivons nous ! pas l'autre ou les autres. Pourquoi est-ce que personne ne parle des problèmes qu'il vit lui (vie chère, voisins cons, fatigue, gosses, vie à 2 ou à plus, etc...). Je veux dire que souvent on donne l'impression lorsqu'on s'exprime dans I.C.O. qu'on est tous des anges asexués, planant au-dessus de la vie. Ce qui compte c'est se bagarrer pour mieux vivre et ça dès aujourd'hui.

Ces rencontres d'I.C.O., où il y a une majorité d'étudiants, ce n'est pas normal. Il vaut mieux 5 « travailleurs » seuls qui discutent entre eux d'I.C.O. et d'autres choses peut-être que 5 travailleurs et 10 étudiants qui bavent et perdent leur temps... »

A LA QUETE D'UN BOULOT du même camarade (7-70)

Putain, ce que c'est dur de se remettre au boulot. Ça fait bientôt 4 semaines que je suis en chômage-préavis, et maintenant faut que je m'y mette. Je m'y suis remis il y a 2 jours dans une boîte, et voilà que, comme par hasard, je tombe malade pendant trois jours. Je me suis fait foutre à la porte de la boîte où j'étais avant (voir I.C.O. n° 89, p. 24) et ils m'ont viré sur le champ en me donnant tout de suite mon préavis d'un mois. Faut croire qu'ils craignaient des retombées. Faut dire qu'on m'avait prévenu, ça faisait pas mal de temps que je discutais trop avec certains copains et que de ce fait je ne m'occupais pas de mon boulot. Un type, qui était aspirant chef et qui ne pouvait plus me voir en peinture (faut dire que c'était réciproque), a donné le coup de pouce pour que je me fasse virer. En partant, je lui ai balancé à travers l'atelier, tout fier d'avoir eu ce courage, « t'es une salope, mais on t'aura un jour ou l'autre. Evidemment ça ne lui a pas plu

et il m'a rattrapé à la sortie et m'a demandé si je ne voulais pas son poing sur la gueule. Vu que le rapport de force n'était pas en ma faveur, je lui ai répondu que je n'y tenais pas spécialement et j'ai vite enfilé mon casque de mobylette pour parer à toute éventualité. En partant, il m'a fait ce compliment : « ça fait 31 ans que je travaille, j'ai jamais rencontré un petit con comme toi ».

Ceci dit, bien que licencié, conformément aux conventions collectives et quoique ce ne soit pas la première fois (3ème fois en 5 ans d'usine), je suis toujours profondément ébranlé par ce genre de truc. On se trouve au rang de la marchandise, non pas qu'avant d'être viré je ne l'étais pas, mais, inconsciemment, on l'oublie, on cherche à l'oublier.

Tandis que là, ça y est, il faut aller faire son numéro de putain pour que le maquereau, qui se trouve derrière un bureau où sur la porte il y a marqué chef du personnel, l'embauche.

Mais, attention, s'agit pas seulement de montrer ce qu'on sait faire, et, détail important, savoir lécher le cul pendant l'entretien confidentiel, il faut aussi avoir un casier judiciaire vierge. Le casier judiciaire étant pour l'ouvrier le paragraphe de la feuille d'embauche portant le titre : employeurs précédents, avec ces sous-titres : Nom, adresse des employeurs, qualification, date d'embauche, de sortie, motif du départ, etc...

Evidemment on peut inventer ce qu'on veut tant qu'il ne te demande pas de certificat de travail correspondant. Mais, même dans ce cas là, en général le chef du personnel a un téléphone... Interdit ?... et alors ? J'ai même connu un cabinet de recrutement (oui ma chère) qui demandait le numéro de téléphone et le nom du chef du personnel de chaque employeur précédent.

A chaque fois que je suis devant un chef du personnel et qu'il épluche ma « Fiche signalétique ou feuille d'embauche », j'ai une de ces envies de l'envoyer chier ; mais il faut fermer sa gueule pour avoir du boulot et gagner sa croûte. Surtout qu'ils ne font pas de cadeaux ces salauds :

— Et là vous étiez chez X, pourquoi vous avez quitté ? Oh c'était une question de salaire vous savez j'avais trouvé mieux (tu parles !)

Et là ? vous avez fait votre service ?

Oui monsieur.

Pendant presque trois ans ?

Oh bien, je faisais un service civil.

Ah ! expliquez-moi ça ?

Et bien voilà... (et je déballe la panoplie, avec la loi X qui permet, etc...).

Ah ! vous étiez objecteur de conscience ?

Eh... oui, c'est ça (je sais alors que s'il en arrive à cette conclusion, je l'ai dans l'os, par contre s'il dit : « je ne connaissais pas ça », alors j'ai des chances. Le plus vicieux : « Ah, mais je vois ce que c'est... ça s'appelle des... ça a un nom ça »).

Alors je me dois d'ajouter ça s'appelle « objecteur de conscience ».

Ah, c'est ça ! (et paf un point pour lui).

L'entretien en général se termine par le classique : « on vous écrira . Et on m'écrit : « suite à .. nous avons le regret de... ».

En fait, je me rends compte qu'après un an de boulot dans la même boîte j'ai pris des habitudes et j'ai un peu beaucoup (tout étant relatif) mis ma vie en sécurité. Maintenant tout est en l'air et c'est paumant malgré tout ce que je peux penser.

D'UN EMPLOYE DE PARIS (COFIEMCA - 6-70)

« Je ne peux pas dire que votre journal me passionne, mais j'ai l'impression que c'est guère le seul qui porte

vraiment de l'intérêt au luttes « sauvages » dans les usines.

Je lis votre journal depuis un an tout rond, vu que c'est l'an dernier, dans cette même boîte (qui prend du personnel auxiliaire pour la période printemps-été), que j'ai connu des gars qui vous connaissaient et qui m'ont fait lire votre journal.

J'ai repris le boulot dans cette boîte (COFIEMCA) voilà un mois et il vient d'y avoir une grève sauvage qui vaut le coup. Car vraiment là les gars (façon de parler, car c'est une majorité de femmes) ont montré qu'ils n'avaient rien à foutre :

- des revendications économiques habituelles ;
- de la hiérarchie ;
- des syndicats ;
- des grands principes de la société (les étudiants de la boîte ont d'ailleurs montré qu'ils étaient les plus dégonflés).

Pendant le boulot, quelques mecs dont moi, avons fait circuler de la main à la main, un tract en quelques exemplaires où on disait entre autre : « nos chefs bien aimés nous font des remarques, tous les jours, sur notre tenue ; exigeons à notre tour d'avoir un pouvoir sur la leur ! Nous proposons que chaque matin, après examen et discussion de la cravate du chef de service, on débraye un quart d'heure chaque fois qu'elle nous plaira pas ! Que ce pauvre con ne s'illusionne pas, nos goûts changent sans cesse, il ne pourra jamais nous plaire deux jours de suite... ».

Les filles étaient pliées en deux, faut dire que le chef en question n'est pas spécialement séduisant (j'ai oublié de vous dire qu'on est un service de codification de 100 personnes). J'abrège : les jours suivants il n'y eut pas de débrayage mais presque : la première heure, les gens se levaient, allaient discuter avec leurs copines de la cravate du chef, revenaient à leur place, repartaient. Résultat : le 3ème jour, une fille a été vidée, on la trouvait trop décontractée. Elle s'est barrée en injuriant toute la sainte famille. On a sauté sur l'occasion, on a profité du quart d'heure de pose à 10 h. pour mettre, avec trois autres, un petit texte au point, disant que toutes ces cravates horribles nous terrorisaient, qu'elles faisaient s'abattre le malheur sur nous, la preuve, une fille venait d'en être victime, etc... Et, appelant à débrayer l'après-midi, 1/4 d'heure avant la sortie.

Pendant le boulot on a copié à plusieurs exemplaires et fait circuler, résultat : les mecs se sont arrêtés de bosser demi-heure plus tôt, disant aux agents de maîtrise que ces cravates à la con c'était pas vivable, et qu'on exigeait d'imposer une discipline à nos chefs, pas sur le travail bien sûr, vu qu'ils « sont bien plus intelligents que nous », mais sur tout le reste.

Vous pouvez imaginer la panique. Le lendemain ça n'a pas été plus loin, mais l'ambiance est changée, les chefs sont devenus tellement minoritaires qu'on les appelle les « contestataires ».

LAMINOIRS D'ALSACE (Lyon - d'un ouvrier - 8-70)

Aux Laminoirs d'Alsace, 160 ouvriers. On y bobine du papier d'aluminium aux couleurs et réclames de tous les produits imaginables du marché français : biscuits Brun, les Tabacs, les yaourts, etc... On travaille donc sur des machines, souvent très modernes, plus ou moins « compliquées », allant de la simple bobineuse ou du massicot à des imprimeuses. Le prolétariat est représenté par toutes ces couches : émigrés et français, jeunes et vieux, hommes et femmes, professionnels, O.S., manœuvres, employés, chimistes, chefs d'équipe...

Voici ce qu'on peut y observer. Le personnel le plus réactionnaire est représenté par des ouvrières proches de la retraite ou âgées de plus de la trentaine ; leur attitude est réactionnaire de l'aveu même des autres camarades de travail, qui dénoncent leurs hésitations

aux mouvements revendicatifs ou plus amples (même dans le Mai) ; leur rechignement à rendre service aux autres, du style : « laissez mon crayon... laissez ma clef... Ce papier, prenez-le vous-même, j'suis pas là pour vous y passer rien, j' me crève, mais débrouillez-vous... » Après, ce sont souvent les manœuvres, certains vieux et des chefs d'équipe, qui sont de plus en plus pénibles par leurs hésitations à s'engager dans quelque lutte que ce soit et aussi par un esprit plutôt dépourvu de camaraderie à l'égard des autres. Quelques jeunes ouvriers aussi ont une attitude décevante ; pour tous ces gens là, ça se traduit aussi, bien entendu, par une attitude ou des discours frisant le fascisme à l'égard des étrangers à la propre nation, par de l'anti-communisme primaire, de l'anti-gauchisme de même degré, etc... Mais au total, cela doit représenter seulement à peine un tiers de la boîte.

Un autre tiers peut être décrit comme « neutre », c'est-à-dire simplement passif devant sa condition de prolétaire (et non pas plus ou moins enthousiaste, comme c'est à la limite le cas pour les premiers) ; quand à leur discours, il est du genre : « moi je m'occupe pas de politique, chacun fait bien ce qu'il veut, faut bosser et pas s'occuper des trucs... ».

Reste les autres : l'effectif jeune, avec quelques moins jeunes (entre 30 et 45 ans environ) et les employés de bureau, les nanas surtout. Ceux-ci discutent quotidiennement, et le plus fréquemment possible d'autre chose que Françoise Hardy ou les Matras.

Le style de langage varie des propos en termes brutaux et rudimentaires que peuvent tenir les trimards lyonnais en matière d'analyse à l'égard des flics et des patrons, jusqu'au langage bien connu de ceux qui ont l'habitude de fréquenter les A.G. étudiantes. Avec toutes les variantes : les parler du P.C.F., de la C.G.T., du P.S.U., de l'étudiant provisoirement salarié dans l'entreprise ou y placé par les bons offices de « Manpower », etc...

Un syndicat datant de 5-68, la C.G.T., adhère au syndicat des métaux de Gerland (quartier industriel du sud de Lyon, aux limites de St-Fons-Venissieux). Plus de la moitié des syndiqués. Tous les délégués, Personnel et Comité d'Entreprise, sont jeunes. Aucun n'est stalinien à ce jour, même s'il y a des communistes du parti. Ils prennent leur tâche au sérieux et sont toujours prêts à déclencher une grève devant n'importe quelle menace patronale : licenciement collectif ou individuel, refus de respecter un engagement de réduction d'horaire ou d'augmentation de salaire, etc... Ils ont assez de conscience pour dénoncer la réalité suivante : « Il nous faut faire très attention à ne pas nous laisser aller à la facilité de la bureaucratization, en ce sens que nous sommes déjà des privilégiés, puisque ayant des heures de vacation de travail pour nous occuper des questions syndicales dans l'entreprise, et de tous les autres trucs qui s'y rattachent : ça guette tous les permanents... ».

Les autres ouvriers, disons combattifs, maintenant. Leur attitude varie de la confiance totale en l'appareil syndical aux plus radicales critiques de celui-ci, et il est difficile de faire un clivage, les propositions pouvant varier beaucoup d'un jour à l'autre, à la connaissance de telle ou telle nouvelle de lutte de classe, de répression policière à l'égard d'ouvriers ou écoliers (et donc de l'attitude des syndicats et partis à ce moment) dans la ville, en France, ou ailleurs...

Vendredi 31 juillet, on travaillait les 160 tous ensemble : la direction avait en effet fait venir tout le monde à 5 h. au lieu de l'habituelle séparation en équipes de 5-13, 30, 13, 30-22 ou 7-12 et 14-18 pour les autres. De se retrouver ainsi tous ensemble a alors favorisé de belles rencontres entre gens ne se voyant habituellement que quelques minutes lors des changements d'équipes ; ça a fait une émulation qui s'est immédiatement étendue aux « discontinus » et aux mensuelles (surtout de jeunes nanas) du bureau... Ça a donné qu'on a très peu travaillé mais surtout discuté, en particulier dans les vestiaires, comme toujours, mais surtout près des machines : l'atmosphère était à la fête. Des ouvriers espagnols (3 ou 4) ont envoyé chier leur chef d'équipe

qui les relançait en disant : « on fout rien, comme à Madrid (grève du métro) et parce que les flics ont tiré à Grenade... ». D'autres (et avec les précédents) faisaient (et ça depuis plusieurs jours) la chose suivante : comme il faut casser la croûte non au vestiaire mais près des machines en les faisant lentement tourner, ils mettent une belle nape blanche à côté et dégustent du poulet roti, d'excellentes boissons, de bons gâteaux, etc... Sans que personne n'ose les provoquer.

Surtout, ce dernier jour de travail, on a énormément discuté, passant en revue tout ce qui a été atteint ou loupé depuis 5-68 : diminution lente des horaires, baisse de la morgue des cadres grâce à la permanence d'une attitude ad-hoc de la majorité du personnel, « améliorations » sensibles du pouvoir du comité d'entreprise, et quelques autres petits trucs comme cela...

Les ouvriers, là comme ailleurs, sont par exemple très attachés à la mensualisation, moi comme les autres. Je sais que ça peut paraître le gros gag réformiste pour nombre de copains, surtout étudiants ; alors voici ce qu'on entend dans ma boîte, tout le quartier industriel de Gerland et bien ailleurs : « La mensualisation, la diminution des horaires au moins jusqu'à 40 heures et d'autres trucs comme ça, c'est réformiste, c'est fait pour mieux nous intégrer et qu'on travaille bien sagement sans trop faire de grèves, sabotages mineurs, absentéisme, etc... Mais de deux choses l'une, ou on fait la révolution, et adieu les petites revendications plus ou moins mal négociées par les syndicats ou parfois les assemblées directes du personnel ; ou elle continue à ne pas se faire et quoi ? Faut-il se contenter de ce qu'on voudrait nous imposer ? On ne croit pas : pour le moment, tout ce qui peut être pris est autant qui nous profite un peu : tant de plus en bouffe, en repos, etc... Faut vraiment avoir jamais bossé pour décréter supérieurement que c'est « négligeable et méprisable ! ». (Je partage assez ces points de vue)

Ceci dit, là comme ailleurs on critique quand même l'action syndicale, voire l'attitude des sommités syndicales et des partis à l'égard des groupes gauchistes : « Le mouvement ouvrier doit permettre la libre expression de toutes ses tendances ; les étudiants appartiennent à ce mouvement puisque prolétaires eux-mêmes... — Comment ça les étudiants prolétaires ? — T'as qu'à voir en mai 68, ils ont pris le relai des types qui en avaient marre et s'étaient plus ou moins soulevé à Caen, à Redon, ici à Rhodia et un peu chez Berliet, dans l'hiver Allemagne, en Amérique, et partout : donc, ils se mettent dans les mêmes luttes que nous, ils détestent nos patrons et se battent avec nous contre les flics ; c'est des alliés, ils sont chouettes avec nous et nous aident dans nos luttes ; en plus, y en a de plus en plus au chômage ou dans de bas emplois dans les boîtes... ».

Pendant un long moment, on a aussi commenté les événements de Grenade, l'arrestation des chefs syndicalistes espagnols, les grèves du métro à Madrid, à Barcelone, dans les Asturies (plusieurs veulent profiter des vacances pour discuter avec des ouvriers à l'étranger). On a aussi discuté sur Trento, Reggio-Clabre, la grève des dockers anglais et la solidarité qu'elle a rencontrée dans les ports nord-européens... Du Vietnam, d'Israël, Des dictatures au pouvoir dans plusieurs pays. Beaucoup pensent qu'on peut faire une révolution dans n'importe quel pays, à condition d'avoir l'armée (le contingent) avec le prolétariat, et estiment que le concours étudiant est précieux, notamment parce qu'il

« fout aussi la zizanie dans leurs familles, souvent bourgeoises ». Un truc intéressant, à notre avis, a été peut-être surtout une critique de la vie à l'américaine et comment celle-ci se désintègre sous le poids de ses contradictions (c.f. : « les noirs qui tirent de plus en plus sur les flics, dans les ghettos ; et les étudiants aussi, sur les campu... Mais ce qu'on aimerait bien savoir, c'est si seulement un tout petit nombre d'ouvriers blancs participent à ces luttes, comme le dit la télé, avec les conneries qu'elle raconte. Doit quand même y avoir des ouvriers américains qui sont prêts à la révolution ».

Sur l'action de style G.P., ils estiment excellents de brûler ou peindre les bagnoles des riches ; ou les

trucs comme Fauchon à Paris, ou la piscine gratuite à Lyon-Duchère (par des étudiants maos) ou à St-Aignan sur Cher (par les ouvriers du coin). De même ils trouvent normal l'intervention étudiante en usine : « on va quand même pas défendre les boîtes de patrons contre les étudiants ! ».

PEUGEOT A SOCHAUX ET AILLEURS

(de divers camarades - 6-70)

Le climat à PEUGEOT à Sochaux et dans les diverses usines du Doubs est dur, ou du moins le mécontentement et la détermination y prennent des formes différentes. Les jeunes ouvriers notamment sont hostiles et beaucoup disent que « ça ira mal à la rentrée ». On entendait déjà les mêmes réflexions à la veille des congés l'année dernière sans que cependant l'année ait été très agitée. S'agit-il donc d'une volonté d'action ou d'un mécontentement profond, mais plus passif : de l'attente de quelque chose, d'évènements qui donneraient les possibilités d'agir ? Il est difficile de s'en rendre compte.

J'ai pu parler à quelques copains travaillant chez PEUGEOT et en particulier à un jeune ouvrier, maintenant sorti de la maison, dont les copains travaillent à Sochaux Beaulieu, etc... et qui a participé avec eux aux journées de juin 68.

D'après lui, et d'après tout ce qu'il entend dire par ses copains, ça va mal aller à la rentrée. Pourquoi ? Les cadences, les salaires ? Bien sûr, mais il n'est pas vraiment d'accord, tout ça va pour un tract, mais il pense visiblement à une situation qui ne se laisse pas décomposer si facilement. Ils en ont marre de se crever à longueur de journée pour peu de chose et sans perspective. Lui ne veut pas étouffer là-dedans. Il ne veut plus y travailler, y attendre et manipuler les pièces ou y pousser les copeaux.

Est-ce que des groupes organisent ce mécontentement et cette volonté que tout cela change à Sochaux et ailleurs ? Non, ça vient des jeunes ouvriers eux-mêmes et seuls. Ils en ont assez. S'il n'y avait pas ceux qui sont déjà casés et près de la retraite qui retiennent, ça caserait encore plus vite.

Les syndicats ? S'ils n'avaient pas été retenus d'un côté et déjà par les syndicats, si on n'avait pas retiré si vite les C.R.S. d'un autre côté, c'était en mai 68 que les ouvriers pouvaient faire quelque chose et il ne serait guère sorti de flics vivants de Sochaux-Montbéliard après la fameuse journée. Lui et ses copains par exemple étaient partis chez eux chercher des fusils de chasse et quelques autres armes qu'ils ramenaient déjà dans leurs voitures. Pour le moment les maoïstes mènent la vie dure aux flics. Il y a quelques jours, quatre maoïstes qui vendaient des journaux à Sochaux ont vu arriver 7 flics ; ils ne se sont pas sauvés mais au contraire leur sont rentrés dedans, c'est une bonne réaction. Les maoïstes ont de l'influence ? C'est bien qu'ils en fassent voir aux flics, ils sont gonflés, ils s'entendent bien avec les ouvriers étrangers, surtout les arabes, mais pour ce qui est des ouvriers et même des jeunes ouvriers de Sochaux et d'ailleurs, on ne peut pas dire qu'ils s'organisent avec les maoïstes.

D'UN CAMARADE DE RENAULT

(Billancourt - 9-70)

Une rentrée calme. Les syndicats ressortent les mots d'ordre d'automne des placards. Ils reparlent du « front syndical commun » (C.G.T., C.F.D.T., F.O.) pour l'entrevue du 22 septembre : tout ça pour demander l'application de l'accord Renault de mars 70 pour une augmentation des salaires en cas de variation du coût de la vie de 6 %. La C.F.D.T. réclame les 40 heures, etc...

Tous les syndicats avaient crié victoire : la journée du 15 août (un samedi) serait payée pour tous ceux

qui bossaient en août (entretien, etc...). Mais « l'indemnisation » est tellement complexe qu'il est impossible d'en connaître les conditions : pas possible de la troquer contre une journée de vacance. Pourtant ils avaient tous « fait reculer la direction ». Et aujourd'hui pas moyen de trouver un délégué pour monter aux chefs réclamer la récupération promise par tous.

LA DEMOCRATIE « A la fête de l'Humanité...

Alors le self du stand Renault est là pour vous accueillir. C'est rapide, on y mange bien, c'est pas cher. Et puis nous communistes on est pour la démocratie, alors votre menu c'est vous qui le composerez suivant vos goûts et votre bourse.

(écho des métallos Renault - 158 - sept. 70
Section Renault du P.C.F.)

D'UN CAMARADE DE JEUMONT
(Saint-Denis - 9-70)

Deux jeunes, chevelus, habillement pas standard, pas mordus de boulot, se sont fait vider, dont un sur l'accusation « d'avoir maquillé un bon de travail ». Peu d'informations, surtout pas des syndicats. L'accusation des chefs : « c'étaient des fainéants » mord sur la bonne conscience de certains. Notamment du délégué C.F.D.T. qui a de bons prétextes pour ne pas bouger ou faire quoi que ce soit. Et tout se passe dans l'indifférence générale.

SUR LA GREVE DE LA C.F.D.T. CHEZ
CHRYSLER FRANCE (Simac-Poissy)

(d'un tract diffusé à Poissy - les faits sont confirmés par un ouvrier de Simca)

LES FAITS

- 150 travailleurs de l'Usine de Poissy vont être mis à la porte.

LIAISONS : Des camarades et des groupes

08 - un camarade des Ardennes

a envoyé deux textes, l'un sur la presse parallèle, l'autre sur le service national auquel est assujéti tout travailleur salarié (6-70).

31 - Toulouse (juin 70)

La Mèche a diffusé un appel pour la diffusion de son numéro 3 consacré en partie à MILLAU (Aveyron) (B.P. 3020 - 31 Toulouse) et demande des fonds pour de nouveaux tirages et de faire face à la répression qui a suivi le « succès fracassant du n° 3 dans Millau ».

31 - d'un camarade de la Haute-Garonne (7-70)

« Ce qui se déroule sur le plan de la vie quotidienne n'est que le reflet des structures fondamentales du capitalisme. Toutes transformations sur ce plan n'est que le reflet de l'évolution de l'antagonisme des classes. En conséquence il ne s'agit pas pour nous de philosopher sur tel ou tel « grand problème actuel » (spectacle, drogue, style I.S.) mais de voir de quoi ces choses sont l'aboutissement. C'est pourquoi tous nos efforts doivent porter sur l'analyse de la lutte de classes et l'évolution du mouvement prolétarien ».

38 - d'un camarade de Voiron (7-70)

« Nous avons vu les camarades de Grenoble, auteurs des éditos des numéros de mars, avril et mai. Les tex-

- Déjà l'opération est commencée.
- D'autres listes vont suivre. Au total : peut-être 400 victimes.

LES CAUSES

La dernière élection professionnelle a montré une progression de la C.G.T. (10 %) et de la C.F.D.T. Le syndicat indépendant veut effectuer une grande purge avant la prochaine consultation.

Né parlez pas de compression de personnel :
- Tous les mois arrivent plusieurs centaines d'étrangers.
- Les petites annonces des journaux présentent des offres d'emplois.

Rien ne motive cette vague de licenciements, sinon des arguments politiques.

LES METHODES

Ceux qui sont reconnus ou soupçonnés de s'opposer au Syndicat Indépendant sont fichés.

- Ne pas reprendre sa carte est déjà mal vu, et celle-ci peut-être proposée par le délégué pendant le déroulement d'un examen.

- Pendant la fameuse grève d'une heure déclenchée par le Syndicat Indépendant, on demandait à ceux qui refusaient de s'arrêter, d'aller donner leur nom... pour que cette heure leur soit payée !

- Sans parler des matraquages qui ont eu lieu dans la Cité même, en juillet par exemple.

Les listes sont transmises aux différents services : ordre de liquider les coupables. « C'est toi ou lui » !

On peut glisser de mauvaises pièces dans la production de l'ouvrier visé. Toute méthode est bonne.

*
**

Ainsi la grève s'explique par la compétition C.F.T.-C.G.T. pour assurer la « représentativité ouvrière » chez Simca. Certaines des méthodes employées par la C.F.T. à Poissy sont à rapprocher de celles utilisées par la C.G.T. à Billancourt (depuis le placement des cartes sous pression auprès des travailleurs noirs, jusqu'au vidage d'Aboulker (maoïste de la G.P.) par le service d'ordre C.G.T.)

tes nécessitaient quand même quelques échanges plus directs. D'accord avec l'analyse sur la G.P. et « ses » actions.

La situation est sensible à Grenoble où beaucoup d'anars ont été raccolés par les maos. Le problème ne se pose pas à Voiron (trop petit). Jusqu'à cette date nous ne sommes qu'une dizaine, plus ou moins actifs, tous anars. Pas de « cellule » mao ou trotskiste. Beaucoup d'emmerdements avec les flics passé un temps. A part ça, nous découvrons beaucoup de sympathisants de jour en jour. Peu de renseignements précis sur la situation dans les boîtes sur le plan local. Parmi les trucs dont on parle cependant pas beaucoup, une grève illimitée déclenchée (visiblement par les syndicats) il y a environ deux mois, aux établissements Rossignols (ceux qui fabriquent les « skis » que tout bon skieur « se doit d'exhiber »). Le mouvement a stoppé assez vite, sur concessions de la direction. Il est cependant assez rare de voir des syndicats se lancer immédiatement dans une grève illimitée. A part ça il y a un gros travail à faire, déjà commencé, avec la presse locale (« Dauphiné Libéré » et autres pourritures, 500.000 exemplaires quotidiens).

Je remets à plus tard, because flemme, un examen critique plus détaillé du journal. Cependant une évolution est très nettement sensible depuis les premiers numéros que nous avons lu en 69-70, pas toujours très valables : l'influence des intellectuels de l'I.S. et de leur « éso-térisme » ? ».

44 - Bordeaux (6-8-70)

Un camarade de l'E.D.F., anarcho-syndicaliste membre de la C.G.T., reprend des thèmes qu'il a déjà développés dans différentes lettres, propose sa conception d'I.C.O. :

« Pour ma part, je souhaite une chose, comme j'ai eu l'occasion de vous le dire, c'est de pouvoir introduire I.C.O. parmi les ouvriers. Or, jusqu'à ce jour, les essais que j'ai pu tenter avec prudence n'ont fait que renforcer mon opinion. I.C.O. tel qu'il était conçu, c'est-à-dire avec un tas d'articles qui sonnent comme de l'hébreu pour les non initiés, ou encore le vocabulaire étudiant, les grands principes politiques développés à grand renfort de phrases ou de mots que l'on retrouve dans les tendances opposées, etc... etc... sans parler de l'anti-syndicalisme à outrance, tout cela était indigeste pour les ouvriers, tout du moins dans le milieu dans lequel je me trouve ; ce qui ne veut pas dire qu'il en fut de même partout, mais cela vous le savez mieux que moi... En conclusion : d'abord bien des choses changeront je pense avec I.C.O.-2, de plus il serait je pense souhaitable que certains débats sur un sujet donné fassent l'objet de Numéros Spéciaux, I.C.O. mensuel ne donnerait alors qu'un condensé du sujet et les camarades intéressés par le sujet s'orienteraient alors sur ce ou ces Numéros Spéciaux. Cette façon de faire permettrait peut-être que des camarades d'une autre région assurent le travail nécessité par tel ou tel numéro et cela suivant leur goût pour le sujet traités. Une minorité révolutionnaire de notre tendance ne peut résoudre ses problèmes qu'en s'appuyant sur l'organisation librement consentie, ce qui veut dire qu'il faut faire en sorte qu'elle plaise à chacun. C'est d'ailleurs la seule formule qui permettra demain d'asseoir solidement une société égalitaire ».

59 - LILLE - Thumerelle : B.P. 86 - LA MADELEINE. Attention, erreur de numéro dans le numéro 93.

63 - Clermont-Ferrand (7-70)

Le groupe de Clermont-Ferrand (ex MARS) propose d'organiser une rencontre nationale pour débattre de différents thèmes et pour discuter de l'organisation à faire ; il tente une approche théorique dans une brochure « ébauche pour la clarification du mouvement conseilliste » (écrire à Sabatier, B.P. 209, 63 Clermont-Ferrand).

Ce projet a fait l'objet d'une « mise au point d'un concile local » de la part du G.R.C.A. « pour l'organisation conseilliste » B.P. 409.03 Paris RP ; dans ces deux pages on relève des considérations sur I.C.O. qui ne font que paraphraser tout ce qui figure déjà dans la panoplie situationniste.

66 - Perpignan Pasquier, groupe de jeunes - 46, rue des 15 degrés (liaison) (6-70)

« Ici le groupe vit une période assez difficile : scissions, contre scissions, etc... Un noyau essaie de définir clairement les bases théoriques réunissant les différents individus du groupe et d'envisager les actions possibles actuellement, mais avec de grandes difficultés. La majorité des camarades du groupe ne sont pas du tout convaincus de la nécessité d'I.C.O. (peut-être à cause du fait qu'ils sont presque tous des intellectuels). Il se peut qu'avec la nouvelle plate-forme, ces difficultés soient dépassées. Enfin, je l'espère et compte beaucoup sur elle pour apporter un minimum de cohérence et de clarté à I.C.O. ».

69 - Lyon (juin 70) Groupement d'action judiciaire (Luester Séméon, les peupliers, Charrière Blanche, 69 Ecully - voir I.C.O.)

« Tout litige échoue automatiquement sur les marches d'un Palais de Justice, le mot palais est à rayer ainsi que le mot justice, car pour le premier il s'agit d'un immeuble généralement crasseux et inconfortable et quand à la justice, c'est tout bonnement un commerce florissant que se partagent des gens qui se déguisent en honnêtes hommes occupés à voir grossir leur compte en banque..., à habiter le 16ème, etc..., etc... ».

Les avocats qui se disent de gauche, sont à gauche quand il s'agit de parler, mais très à droite en ce qui concerne les actions d'encaissement de provision. Il y en a même qui lorsqu'ils sont désignés pour l'assistance judiciaire font de telle sorte que le justiciable paie quand même s'il veut que ça bouge.

Nous avons en main une rare collection d'entourloupettes, d'actions basses, de lâchetés commises contre des pauvres, gens très naïfs ».

70 - VESOUL - Un camarade avait traduit de l'anglais « Les Conseils Ouvriers » de Pannekoek, et nous proposons d'en faire la publication ; ce projet est abandonné car un éditeur patenté, GRASSET, vien d'annoncer que cet ouvrage paraîtrait d'ici peu dans une de ses collections.

72 - un camarade de la Sarthe

demande des liaisons sur le plan régional.

75 - PARIS : bulletin de liaison inter C.E.T. (Bellanger Françoise, 11, rue des Orfèvres, Paris 1e) - consacré au mouvement dans les C.E.T., à une critique de l'action de la C.G.T., à la publication de différents documents d'oppositions syndicales.

75 - PARIS : rectificatif : l'adresse de CREATAL (La Vieille Taupe à l'Hôpital) est B.R.E. - B.P. 178-10 Paris - sans autre mention (voir I.C.O. n° 93, p. 23).

75 - Reçu un tract de trois pages, signé « Les Charognards », sans autre mention, diffusé à 2.000 ingénieurs de l'électronique après le récent congrès international de « Nanoélectronique avancée ».

75 - PARIS - Divers groupes de Paris et d'ailleurs se sont regroupés pour former une « Union des groupes autonomes Libertaires » (U.G.A.L.) ; ces groupes ont rédigé une plate-forme à laquelle sont joints différents documents de travail (manuel du guérillero urbain, logement social moyen, action logement du comité Maubert 5ème, une adresse aux comités d'action et différents tracts) ; ces camarades demandent à tous les camarades qui possèdent des documents sur les comités d'action de quartiers de les expédier à I.C.O. pour qu'ils leurs soient transmis ; ils projettent de faire une étude sur les C.A. de quartiers afin d'en faire une analyse, et d'en tirer les lignes de force : quelles sont leurs relations avec les habitants du quartier, quelles sont les causes de leurs difficultés ; ils souhaiteraient également que ce travail n'englobe pas seulement la période de mai 68 à maintenant en France, mais toutes les formes d'organisation spontanée qui ont pu surgir dans différents pays.

75 - International Creativity

« Avons pris connaissance du n° 93 d'I.C.O. et nous vous remercions d'avoir fait état de la parution de notre brochure « pour la création d'une Fédération Internationale des Communautés Révolutionnaires ». Malheureusement votre présentation nous semble déficiente et nous vous adressons un bref mais pressant « prière d'insérer » (bref compte tenu de vos « problèmes pratiques qui sous-tendent des problèmes théoriques »). Ajoutons simplement que certains de ces problèmes pratiques seraient supprimés par le respect scrupuleux des textes qui vous sont expédiés, ce qui aurait évité notre démarche actuelle, et toute polémique que vous redoutez tant.

Voici ce prière d'insérer :

Camarades, c'est sans souci de polémique (?) — mot que vous poussez bien trop souvent en avant, pour que nous tombions dans votre jeu — que nous rectifions « l'erreur d'interprétation » de notre brochure.

Tout d'abord reprenons la dernière citation que vous faites de notre texte : « le tout peut être « non un appel au renforcement de nos propres effectifs, mais comme un appel à la multiplication de groupes en accord avec ce manifeste (...) ». Cette version, par la substitution de quelques mots, donne la tournure péjorative souhaitée sous couvert de citation, donc « d'objectivité ». Mais cette technique est désormais trop connue. Le texte exact est : « les individus qui liront

ce texte ne doivent pas le considérer comme un appel au renforcement de nos propres effectifs, mais comme un appel à la multiplication de groupes en accord avec ce manifeste (...) ». Mais, passons sur cette « maladresse », car il y a plus grave encore : pourquoi avoir amputé notre brochure en ne témoignant que de la « pratique externe » que posséderont les communautés révolutionnaires à partir d'une plate-forme théorique minimale ? Vous nous semblez n'avoir pas parfaitement saisi ce qu'est le « règne de la séparation », mais, ce qui est pire, vous semblez (ici par votre impuissance à citer honnêtement les textes) vouloir le perpétuer à l'intérieur même du mouvement subversif.

Pour corriger quelque peu votre vision, et donc votre jugement partiel, nous nous citerons nous-mêmes : « la rupture avec l'organisation stéréotypée de l'existence n'est possible qu'après une désaliénation individuelle, ne pouvant survenir que par une désaliénation collective résultant de la dynamique du groupe.

Le changement radical de mode d'existence permet le passage de la survie de groupe à la communauté révolutionnaire. La première pratique de cette communauté est donc son mode d'organisation, à la fois produit et moteur de son action extérieure. La cohérence de la pratique externe est dépendante d'une pratique interne cohérente, correspondant à la désaliénation collective minimale, dont nous avons parlé plus haut ». Voilà qui est plus clair, et en tout cas, pas châtré ».

75 - d'un groupe de camarades de Paris

« D'emblée, nous refusons, par contre de placer les conseils ouvriers au milieu du débat et de faire de « l'appel à la formation de conseils la ligne de démarcation entre Classe et ennemi de la Classe ». Aussi avons-nous été étonnés que vous n'avez pas annoncé la parution de notre brochure dans votre dernier numéro (1). Après avoir publié ou rendu compte de tout ce que le soit disant mouvement révolutionnaire a produit de plus débile depuis les élucubrations « d'un camarade français à Londres » jusqu'aux bons curés d'Amérique Latine, en passant par « les groupes autonomes » qui veulent se désaliéner » et se « révolutionner » avant de « s'engager dans la lutte de classe », nous constatons avec surprise que notre travail, dans lequel il semble qu'on ait affronté une situation concrète avec un minimum de rigueur n'a pas été recensé dans I.C.O.

Nous sommes de ceux qui lisions I.C.O. avec beaucoup d'intérêt avant mai 68. Depuis, et surtout depuis le désastre de Bruxelles 69, nous avons assisté avec un étonnement mélangé de stupeur à la main mise du situationniste antiléniniste sur I.C.O. jusqu'à lui faire perdre le moindre caractère de « journal ouvrier ». On nous dit que cela ne correspond pas à la volonté du groupe de Paris. Nous attendons donc un redressement après les réunions annoncées. Mais pas un redressement en termes de retour aux temps mélancoliques où l'on était si peu nombreux, si peu liés aux choses qui se passaient, aux temps mélancoliques où l'on rêvait de la « reprise du mouvement » et où l'on se réchauffait auprès des vieux maîtres des années 20. Nous ne concevons le « redressement » d'I.C.O., comme de tout autre groupe d'avant mai, qu'en termes de dépassement des idéologies de la défaite, des idéologies de l'anti contre révolution. Nous ne concevons de « journal ouvrier » qu'en termes de « journal de masse », pas par le nombre d'exemplaires, mais par la teneur du discours qu'on y tient : discours ouvrier, discours de masse, discours des luttes et pour les luttes... » (7-70).

(1) Il s'agit de la brochure sur le Limbourg : Classe ouvrière et Capital en Belgique 1970, dont nous parlons dans l'article sur la Belgique.

REPONSE A CE CAMARADE

« La paradoxe est que vous agissez à l'égard d'I.C.O. exactement comme ceux que vous critiquez, c'est-à-dire les envahisseurs périsitus d'I.C.O. Vous vous placez résolument en dehors, quitte à vous en servir pour publier un tract ou faire de la publicité pour vos travaux. Je reconnais que ceux-ci sont exactement à l'opposé

des préoccupations de ce courant péri-situ et que s'ils étaient « envahissants », ils iraient plus dans le sens de l'action d'un certain nombre de camarades bien décidés présentement à modifier une telle situation. Mais votre démarche à l'égard d'I.C.O. est identique et le groupe de copains qui a assumé l'exécution de ce qui avait été convenu à Taverny et Bruxelles en a marre de recevoir les critiques de ceux qui utilisent mais ne participent en aucune façon, ni rédactionnellement, ni dans les réunions, ni dans le travail pratique, ni financièrement. Un « redressement » n'est pas une question de volonté pour quelques camarades, mais de participation effective de ceux qui jugent ce travail valable. La formation de chapelles qui apparaissent dans des rencontres une fois par an, s'éclipsent ensuite, condamnant sans discuter, etc..., n'est pas faite pour faciliter un tel travail. Si différents courants avaient plus participé à I.C.O. au lieu de fuir devant « l'invasion péri-situ », nul doute que le caractère d'I.C.O. en eut été modifié et enrichi

Parce que nous avons accepté le débat et le poursuivons avec tous ceux qui venaient, avec des idées pouvant recouper certaines des vôtres, parce que nous n'avons pas eu les forces suffisantes de répondre à ce projet - faute d'aide pratique et matérielle - pas faute d'armes théoriques - nous nous trouvons devant vos accusations comme devant celles des autres.

Mais tout ceci n'est que vœux pieux car ce sont les circonstances - et finalement la situation globale du capitalisme - qui fait que les choses sont ainsi et non nous qui modifions les circonstances. Ce n'est pas par hasard si, malgré des points communs et des préoccupations communes, vous divergez non pas du courant péri-situ mais du courant originaire d'I.C.O. (en gros les camarades de Paris) et ceci pour des raisons différentes. Ceci nous ramène à la brochure sur le Limbourg et à celle sur les U.S.A. Derrière la présentation que vous faites sur Force des Mineurs et celle que nous exposons dans notre brochure, il y a plus qu'une nuance, mais une conception différente de l'action d'un groupe dans la lutte de classe et même de l'organisation du prolétariat. Ce sont des divergences, je crois, qui expliquent le fait que vous avez pris à l'égard d'I.C.O. la position exposée ci-dessus et non ce que vous en dites.

Je n'en voudrai pour preuve que l'affirmation que « vous refusez de placer les Conseils Ouvriers au milieu du débat et de faire de l'appel à la formation des conseils la ligne de démarcation entre classe et ennemi de classe ». Là il y a un procès d'I.C.O. qui tombe à côté : s'il y a une ligne bien définie à I.C.O. au cours de ses 10 années d'existence, c'est précisément le refus d'être « conseilliste », de faire une propagande dans les grèves pour une forme idéale d'organisation. Ce fut la position affirmée contre des groupes comme Socialisme ou Barbarie, Pouvoir Ouvrier, GLAT, c'est encore la même position affirmée contre le courant péri-situ. Ce que nous essayons de faire, c'est d'expliquer le lien entre certaines formes du capitalisme et certaines formes d'organisations et montrer ce que celles-ci peuvent devenir car l'histoire du mouvement ouvrier peut avoir déjà donné des réponses, sinon nous avons à apprendre de la lutte telle qu'elle se déroule.

En tant que groupe, nous sommes également le produit d'une société avec des techniques et des structures déterminées, soumis aux mêmes contradictions : c'est pour cela que nous n'essayons pas de les dissimuler, mais au contraire nous les affrontons, quitte à en crever, car, comme tout, dans la dynamique sociale, nous sommes transitoires.

75 - d'un camarade de Paris

« Je vous avais promis de vous envoyer un compte rendu de la grève qui s'est déroulée à Stein. Je ne l'ai pas fait parce que j'estime qu'un tel compte rendu nécessite une étude conjointe de l'ampleur et des limitations (historiques ?) des grèves sauvages qui se produisent dans le monde entier : une telle étude n'aurait jamais pu tenir dans I.C.O., ni comme éditorial, ni comme autre chose. Les innombrables limitations du périodique (je parle même pas du groupe de camarades de Paris qui lui donnent son « orientation » ou sa dé-

orientation) font qu'il parait très difficile d'utiliser I.C.O. comme ce qu'il voudrait être, à savoir organe d'informations et de liaisons. Inutile de dire que je suis assez déçu - comme tant d'autres - par son fonctionnement, l'imprécision de la critique fait beaucoup plus de tort que de bien ; c'est ce qu'il y a de plus grave... A noter que l'ensemble des scissions au « sein d'I.C.O. » se fait entre éléments jeunes et moins jeunes, c'est-à-dire entre individus ayant atteint une attitude révolutionnaire à des époques historiques différentes... » (5-70)

REPONSE A CE CAMARADE

« Tu indiques que tu es déçu par le fonctionnement d'I.C.O., l'impression dans la critique qu'il fait beaucoup plus de tort que de bien, etc..., mais tu ne sembles pas avoir tenté d'apporter toi-même des propositions concrètes en vue de modifier son fonctionnement ou d'introduire une critique que tu penserais plus radicale.

Tu sembles même, dans cette lettre et dans les précédentes, vouloir que les camarades d'I.C.O. aient une « pratique » différente (notamment par l'organisation de certaines actions ou manifestations), alors que toi-même n'essaie pas d'avoir cette pratique ou de la proposer (à moins que tu aies par ailleurs des activités que tu ne juges pas nécessaire de communiquer à I.C.O., ce qui serait d'ailleurs parfaitement ton droit à mon avis).

En ce qui concerne la grève qui s'est déroulée à STEIN et ROUBAIX, je ne vois pas en quoi la dimension d'une étude puisse gêner sa publication dans I.C.O. ; si sa longueur avait été telle qu'elle ne puisse tenir dans le bulletin mensuel, on aurait pu la tirer sous forme de brochure, avec éventuellement une discussion sur les thèmes que tu aurais soulevés. Tu sembles prendre comme prétexte cette impossibilité de publier un texte d'une certaine longueur (impossibilité que tu fondes toi-même sur tes propres arguments pour faire la critique de la formule actuelle d'I.C.O.). D'ailleurs cette question de la grève de STEIN et ROUBAIX doit te poser également le problème de ta propre pratique sur le plan de l'entreprise dans laquelle tu travailles ; le fait que tu appartiennes à une certaine catégorie de salariés relativement privilégiés, ne devrait pas t'empêcher au contraire, de tenter d'avoir sur le plan de cette entreprise une pratique conforme à tes propres idées, entreprise qui te permettrait, bien mieux qu'une étude sur l'ampleur et les limitations des grèves sauvages, c'est-à-dire finalement des considérations sur ce que font ou ne font pas les travailleurs) de raconter, de par ton expérience, ce qu'un travailleur dans ta situation, peut faire ou ne pas faire, en face d'une grève menée par des ouvriers de l'entreprise.

Ce que tu pourrais dire en cette occasion serait certainement beaucoup plus intéressant que n'importe quel autre texte destiné aux travailleurs, tachant de définir théoriquement et pratiquement un dépassement radical des regroupements informels tels que I.C.O.

Il ne manque pas actuellement de camarades en général hors du procès de production ou dans une situation identique à la tienne, pour proposer des regroupements radicaux, voire des internationales qui doivent tous accélérer l'évolution d'une situation qui, à leur avis, paraît rebelle à une évolution qu'ils définissent plus idéologiquement que d'après les faits tels qu'ils existent dans la société d'exploitation.

Il y a quelque chose de vrai dans ce que tu dis au sujet de la scission entre éléments jeunes et moins jeunes ; mais la situation au sein des groupes ne fait finalement que refléter la situation au sein de la société elle-même ; lorsqu'on essaie d'approfondir ce qui paraît être une opposition, les divergences paraissent finalement superficielles, et le plus souvent la pratique commune d'un groupe et les discussions qui en découlent, réduisent ces divergences, tout comme les autres qui viennent de l'origine différente des travailleurs qui participent à I.C.O. par exemple.

Tu peux bien sûr envoyer tous les textes que tu pourras écrire, qu'ils soient courts ou qu'ils soient longs, les divergences qu'ils pourraient exprimer, ou certaines des positions précisées dans I.C.O., ayant justement le

mérite de provoquer des discussions et de montrer où se situent les désaccords et leur ampleur réelle.

Il y a à ce sujet une attitude que la majorité des camarades d'I.C.O. ou de groupes influencés, ou par le situationnisme, ou par le maoïsme (pour ne pas parler des trotskistes ou des staliniens trop connus) : c'est l'absolutisme de pensée qui fait considérer que l'on détient seul la vérité et que les autres sont des individus incapables d'accéder à cette vérité ; bien souvent les critiques de camarades plus jeunes procèdent d'un tel état d'esprit qui par ailleurs, ne cherche absolument pas à approfondir le pourquoi de certaines positions et de certaines préoccupations. C'est un peu la contre partie de l'attitude que nous avons à I.C.O. et que nous entendons maintenir qui vise toujours à laisser un camarade s'exprimer sans chercher à le catéchiser par une théorie ou une autre, simplement de l'aider à dégager sa pensée de sa propre expérience de travailleur d'abord, et de celle de son affrontement avec l'ensemble des cadres sociaux de domination ensuite ».

77 - La Voie - B.P. 59, Lagny (77)

Ce groupe se préoccupe « d'une intervention révolutionnaire cohérente, prenant l'initiative des luttes » et veut « rouvrir le débat sur l'ensemble des questions relatives à la définition d'une stratégie révolutionnaire ». Il vient de publier des « CAHIERS REVOLUTIONNAIRES » où sont définies, à travers diverses analyses, « les perspectives de construction d'un rassemblement de l'avant-garde » notamment à partir des Cahiers de Mai. On retrouve une préoccupation identique dans un groupe issu de Pouvoir Ouvrier (issu de Socialisme ou Barbarie et dissous au début de l'année) qui publie des « CAHIERS REVOLUTION COMMUNISTE » (s'adresser à la Vieille Taupe, 1, rue des Fossés St-Jacques, Paris 5e) Le numéro 2 de ces cahiers, sous le titre « Marxisme contre réformisme bureaucratique » examine les trois étapes de la construction du parti nouveau : « Où vont les Cahiers de Mai ? » - « Pour un travail ouvrier » - « Construire l'organisation ». Le rôle du parti moderne est ainsi défini dans le dernier alinéa : « les conseils ouvriers, expression de la classe devenant sujet de l'Histoire, ne sont pas en soi une garantie du succès de la Révolution. La seule garantie de la possibilité du communisme, c'est l'auto-activité des masses que le Parti devra aiguillonner à chaque moment contre toute manœuvre bureaucratique ». Il n'est pas dit qui aiguillonnera le parti s'il se livre lui-même à des manœuvres bureaucratiques. Nous reviendrons sur ces textes.

78 - d'un camarade la région parisienne

« L'attitude d'I.C.O. vis à vis de l'I.S. me paraît étrange. Jamais les choses n'ont été mises au point, et il semble que vous repoussiez tout approfondissement de vos polémiques avec l'I.S. Bien que ne partageant pas toutes les critiques des « situs » à votre égard (surtout la formulation), il y aurait des points qui mériteraient plus d'explications (I.S. 12, Vienet, Riesel). Même si l'on admet mal leur façon de se placer au-dessus de tout ce qui n'a pas reçu leur « bénédiction » et leur plaisir à démolir tout groupe tentant une critique unitaire de ce monde, il faut admettre qu'ils ont émis ou repérés intelligemment plusieurs concepts utiles et nécessaires à l'achèvement de cette société et qu'ils ont su répondre au besoin de théorie adaptée à notre époque (ou réadaptée). Cette théorie étant d'ailleurs reprise en partie par nombre de groupes, y compris groupes affiliés à I.C.O. Quant à la pratique de l'I.S. si étroitement liée à la théorie dans leurs brochures, nous l'attendons toujours et espérons qu'elle ne sera pas reprise uniquement par les comiques « GRCA ».

Je ne viendrai pas grossir le flot de ceux qui reprochent à I.C.O. de rester dans le vague, n'ayant jamais participé à I.C.O., mais il faut reconnaître que le « ce que nous sommes, ce que nous voulons », n'est rien d'autre qu'une plate-forme anti-syndicale classique qui se refuse de formuler une critique théorique précise. La lecture d'I.C.O. montre que vous balancez constamment entre les anarchistes et les groupes « marxistes » favorables à l'avènement des conseils ouvriers (Pannekoek). Il faudra bien qu'un jour vous choisissiez ou que vous dépassiez cet antagonisme.

Il semble que votre gros problème soit un problème matériel, vous ne faites que parler des « camarades parisiens » qui passent leur temps « au local » autour des ronéos et des bilans de l'année. Vous êtes surpris qu'on vous traite de « boîte aux lettres », mais vous ne pouvez pas présenter un article sans plaindre ces « camarades parisiens » qui ne font que dépouiller votre nombreuse correspondance et essayer d'y répondre. Vous ne pensez jamais que si vous précisiez vos objectifs, il y aurait plus de monde à vos réunions, que les gens aimeraient se rendre « au local » et répondre aux camarades, qu'il y aurait peut-être une ambiance créatrice genre « mai 68 » et non pas les corvées auxquelles s'astreignent ces pauvres « camarades parisiens » qui n'ont vraiment pas l'air de bosser dans la joie ! Si vous manquez de pognon, il y a une recette très simple augmentant le prix du numéro et de l'abonnement, si les gens ne veulent pas mettre davantage, c'est que la lecture d'I.C.O. manquerait d'intérêt, et je pense que ce n'est pas votre opinion.

91 - UN CAMARADE annonce la publication d'une revue « l'âge d'or » qui veut « essentiellement poser le problème de la culture, faire s'y intéresser le plus de personnes possible, et surtout montrer en quoi la culture est indissociable d'un phénomène politique, dénoncer la culture bourgeoise et prétendument populaire, et mettre à jour l'importance de la culture comme élément de ferment révolutionnaire ».

(Marie-Claude Boyer, 114, rue P. Brossolette, 91 Vigneux)

91 - 92 - 94 - Des camarades de la Banlieue sud de Paris (isolés ou en petits groupes) envisagent de prendre des contacts et demandent que tous ceux qui seraient intéressés par ce regroupement prennent contact avec eux par l'intermédiaire d'I.C.O.

93 - LE BRULOT - DASSONVILLE, 30 B, rue Molière, Bagnolet - lance une campagne contre la mort civile au Gabon. Il cite cet extrait de journal :

« La stabilité politique semble assurée au Gabon après la tentative de coup d'Etat de février 1964, réprimée avec l'aide des troupes françaises. Le code pénal gabonais vient de s'enrichir d'une peine supplémentaire la « mort civile » : le coupable est détenu en un lieu secret, privé de tous ses droits, porté décédé sur les registres de l'état-civil, et sa succession est déclarée ouverte ».

93 - d'un lycéen (9-70)

« J'ai milité pendant près d'un an dans les comités « commune 93 ». Nous étions un petit groupe d'anars. On essayait de faire quelque chose de positif et de concret. Il y a eu des échecs et des réussites. Je bouquine pas mal. Ça m'emmerde de ne rien foutre comme cela. On finit par se poser des tas de questions. On ne sait pas très bien quoi faire. J'ai lu le dernier numéro de N.R., il y a des choses intéressantes. Je crois que beaucoup de personnes et de groupes trouveront leurs problèmes posés dans ce numéro : difficulté d'une quelconque implantation, difficulté dans la propagande, difficulté en fait d'un vrai travail révolutionnaire. Très souvent on démarre, on stagne, on se casse la gueule. On ne sait même pas tout à fait ce qu'on veut. Cela vient un peu d'un grand manque de théorie de tous les types depuis qui militent dans des groupes d'extrême gauche : maoïstes, trostkistes, et même anarchistes. Ce qu'on désire c'est faire quelque chose. Et pour cela, presque n'importe où, alors on travaille avec un groupe (avec n'importe quel groupe) même si on est anar, ou soi-disant, on finit stalinien, maoïste, etc... (preuve à l'appui) ».

94 - Les camarades intéressé(e)s par le changement de la vie quotidienne et désireux de participer à des études préliminaires à la création et au fonctionnement d'une communauté basée sur la mise en pratique du principe « Liberté, Egalité, Fraternité » implantée en milieu très urbanisé (région parisienne) susceptibles de proposer des activités aux personnes du voisinage, peuvent prendre contact avec :

Michel Faligand, 8, allée Roland-Garros, 94 Orly - Téléphone : 235.43.73.

94 - Villeneuve Saint-Georges (25 mai 70)

Un groupe de lycéens trouve intéressant que vous publiez le tract suivant dans I.C.O. (tract diffusé dans la région parisienne, le Nord et le Pas-de-Calais)

LE PROF...

Le prof croit faire autorité grâce à un savoir garanti par un capital de diplômes.

Son savoir : une petite parcelle d'intelligence déjà usée par la répétition.. des vérités déjà fausses pour les chercheurs. Aussi minable soit-il, son savoir le remplit de respect pour ses anciens maîtres et lui fait escompter l'admiration craintive de ses élèves. S'il est déçu dans cet espoir, il prétend que les chahuteurs le sont par ignorance, inconscience de ce qu'ils font et de ce qu'ils perdent, ou bien que sa méthode, sa « formation pédagogique » laissent à désirer ». Jamais il ne se demande ce que vaut ce qu'il sait.

Savoir usé, savoir débris, savoir déchet de savoir, ressassé, adapté, digéré, léché, chié, savoir excémentiel, c'est de cela qu'il est fier ! C'est cela qu'il suce, qu'il salive, qu'il sue, qu'il fait suer en classe, à la maison, à l'examen ; prof pervers, prof payé pour former des charognards de l'esprit, tu pues l'ordure et l'ordure va peu durer. Il croit aussi à son expérience, dans la vie et dans la lutte. Sans lui le jeune ne peut rien tenter que de maladroite, d'inconscient et surtout d'insolent ! A fortiori son rôle, son essence de prof lui interdit de suivre ses élèves ; ce serait renverser les rôles, briser les définitions ; or le prof s'habille de langage ; faisons craquer les mots et il crie au viol puis s'enroule dans une banderolle syndicale

Avec toute sa conscience ou plutôt sa mémoire, il manque de l'inconscience nécessaire à l'action risquée ; et toute vraie action est risquée.

La vérité n'est pas pantouflarde, verbale, en chaire - registres - notes - cahiers de textes.

Ce savoir de prof et ces « actions » de prof, c'est du passé. Ces analyses, c'est de l'histoire. Seuls ceux qui vivent la plus grande oppression et la plus grande inquiétude pour le présent et l'avenir, peuvent comprendre et agir vraiment. Mais le prof ignore la dialectique et tient à sa situation d'adjudant.

Flic de guignol aux ficelles dévoilées, flic inconscient, cache le bien, l'envers de ton trésor-culture.

La culture ! c'est la continuation d'un groupe, le baiser des générations - leur inceste sublime, c'est la communion des classes sociales, le calumet de la paix !

Dans le même programme scolaire tous les petits ouvriers boivent avec les petits bourgeois le même philtre bourgeois, au lieu d'y cracher leur haine, comme ils devraient, comme tu devrais leur apprendre à faire, prof... si tu n'étais pas flic.

D'où vient cette culture, à quoi sert-elle en fait ? A quoi sert toute culture ?

Les flics dressent leurs P.V. sans penser - gagnent leur fric en étouffant la voix des masses - servent un système social infect sans vouloir le savoir.

Prof castrateur, arracheur d'herbes folles, c'est le désert, c'est le désastre que tu produis.

Pour le prof réac le savoir sert au diplôme qui sert à gagner sa vie. Le prof « de gauche », lui, critique la sélection, se méfie de la notation, réclame des doubles corrections, « démystifie » les diplômes... pour mieux ériger le savoir, la culture, en fétiches, en valeurs finales, en buts suprêmes. Le premier est fier de son rendement (90 % de reçus au bac ! ...), le second est heureux s'il a donné à ses classes l'amour du vrai, du beau, de Corneille ou Claudel.

Que vaut le prof ?

Il nettoie les esprits moins en ôtant des réponses « fausses » qu'en faisant cesser les questions et conduites inopportunes dans ce système social.

Il prépare les jeunes à une vie incolore, inodore et stupide, en les enrobant d'un sirop brillant, gluant et breveté. Ainsi parés ils seront tatés, marqués d'un label et consommés sur le marché du travail. Sans un cri.

Mouvement des opprimés irresponsables.

U.S.A.

d'un camarade, ouvrier américain de Berkeley, Californie, juillet 1970

« Je ressens quelques difficultés à me réinstaller dans ma vie quotidienne, ici à Berkeley. Peut-être est-ce parce qu'il est difficile de vivre dans cette société agressive, guerrière et quasi-fasciste, que mon esprit se retourne si facilement vers l'Europe. Peut-être aussi l'Europe m'apparaît-elle si attirante parce que durant les courtes vacances que j'y ai passé, je n'avais pas à aller au boulot.

Ici à Berkeley, tout est « relativement tranquille ». A l'Université de Californie, ce sont les cours d'été ; la plupart des étudiants réguliers sont en vacances. Bien sûr, tout n'est jamais totalement calme ici. Le week-end dernier, les « gens de la rue » ont fait une descente sur le quartier des affaires, près de l'Université, se battant avec les flics sur leur chemin. Ces éruptions sporadiques n'ont aucun sens d'organisation et même ne visent à aucun but. Elles semblent plus être une expression de colère et de frustration qu'autre chose. En un sens, ces éruptions me rappellent les soulèvements de Luddism après la fondation du système industriel en Grande-Bretagne au 18ème siècle. Je pense que l'augmentation des bagarres contre les flics et les bris de vitrines est symptomatique du manque de propositions réalistes et positives à opposer aux institutions et aux conditions existantes. Par exemple, malgré les constatations désillusionnantes qu'ils ont faites à propos du système politique, les jeunes révolutionnaires ont récemment donné des milliers de dollars et beaucoup d'énergie pour faire élire un tribun activiste noir comme candidat pour le Congrès (équivalent de l'Assemblée Nationale) cet automne. Que de temps et d'énergie perdus, en dépit du fait que la plupart des jeunes activistes diront « qu'essayer de travailler à l'intérieur des organisations de gouvernement est sans espoir et n'est qu'une perte de temps ». Cependant, il est difficile de se débarrasser des habitudes du passé et les mêmes jeunes gens qui, après la « Convention » (1) à Chicago avaient juré : « plus jamais », allèrent une fois de plus de porte en porte, sollicitant des votes pour Ron Dellums ».

(1) Convention du parti Démocrate pour la désignation du candidat officiel à l'élection présidentielle. Cette convention avait donné lieu à des émeutes très violentes, une répression policière et des procès de classe.

d'Agit Prop. Information (d'après un journal des U.S.A.)

PROTECTION CONTRE LES GAZ LACRYMOGENES

Mélanger 8 à 10 œufs avec une tasse d'eau et une cuiller à soupe de bicarbonate de soude, bien mélanger en battant, mettre ce mélange sur la figure et autour des yeux, tremper un mouchoir dans du vinaigre ; res-

pirer à travers le mouchoir, mais ne pas mettre le vinaigre directement sur le visage. Ces recettes sont valables contre les gaz CS et CN et neutralisent au quart ces gaz lacrymogènes.

GRANDE-BRETAGNE

MISE AU POINT sur la rencontre nationale du mouvement SOLIDARITY (voir numéros 91-92, mars-avril 70, page 11) : du groupe SOLIDARITY CLYDESIDES (GLASGOW).

« Nous voudrions vous faire remarquer quelques inexactitudes dans votre rapport de la rencontre nationale du mouvement SOLIDARITY.

Vous avez constaté à tort que nous voulions transformer le bulletin intérieur en un journal national. Au contraire, nous sommes absolument opposés à cela. Notre proposition avait rapport à des questions seulement intérieures ; par exemple la dispute J.S.-M.M. ; nous sommes d'avis que le bulletin intérieur pourrait être le mécanisme pour que le mouvement puisse discuter ces disputes ; c'est tout.

Nous voudrions aussi vous faire observer que nous ne sommes pas centralistes, et que « SOLIDARITY CLYDESIDES » était, après Londres, le premier groupe formé en GRANDE-BRETAGNE ; bien que cela ne garantisse pas la pureté de notre théorie, ça indique (peut-être ?) qu'au moins nous ne sommes pas un de ces « groupes marginaux qui, forcés de tenir compte du courant d'autonomie, tentent constamment de l'utiliser pour le faire couler dans les moules de l'organisation efficace ». Nos propositions ont été secondées par nos camarades dans North London, et simplement soulignaient ce qu'ils disaient eux-mêmes. Elles n'étaient pas du tout contradictoire.

« Au sujet de l'agitation, nous sommes absolument d'accord que le « travail d'élaboration en partant des situations concrètes, pour une rediffusion auprès des travailleurs concernés, valait n'importe quelle forme d'agitation », mais vous avez insinué que le groupe CLYDESIDES préférait « le travail d'analyse, de discussions, et de rédactions de textes ». Et certainement nous n'adoptons pas les formes libertaires comme tactique ; forcés par un courant idéologique.

Enfin, nous vous envoyons trois publications théoriques de notre groupe, pour essayer d'éviter aucune mésentente concernant notre position ».

GRANDE-BRETAGNE :

Des camarades qui sont fixés pour une année en Irlande du Nord, demandent des adresses de camarades et correspondants dans ce pays.

LIAISONS INTERNATIONALES

(M.C. Gilles - B.P. 12 Ixelles - 1050 Bruxelles)

Le numéro 5, juillet-août 70, contient un compte rendu de la rencontre de Bruxelles 1970 (les décisions concernant les contacts et le contenu du bulletin y sont évoquées dans l'éditorial).

PUBLICATIONS

Dans la nouvelle formule d'I.C.O., cette rubrique sera réduite parce que soumise au même tri que le reste des articles. De plus une partie importante renvoyant aux articles sur les luttes sera reporté à Liaisons Internationales. Quant au reste, il trouvera place dans le bulletin de liaisons ronéoté.

I. - Brochures ou numéros anciens disponibles ou demandés :

NUMEROS D'I.C.O. DISPONIBLES

1966 : 50 - 1968 : 75, 76 - 1969 : 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 85, 86, 87, 88 - 1970 : 89, 90, 93, 94, 95, 96 (cedernier

numéro ronéoté de 6 pages n'a pas été mis en vente en librairie).

BROCHURES D'I.C.O.

- LA GREVE GENERALISEE EN FRANCE, MAI-JUIN 1968 (2,50 F).
- LES PROVOS ET LA LUTTE DE CLASSES (1 F).
- LE MOUVEMENT POUR LES CONSEILS OUVRIERS EN ALLEMAGNE (1 F).
- RENCONTRE INTERNATIONALE 1969 (2 F).
- TEXTES DIVERS 1970 (1 F).
- BILAN D'UNE ADHESION AU P.C.F. (2 F).
- LE LENINISME EN QUESTION (1 F).

- L'ORGANISATION DE LA LUTTE DE CLASSE DANS LA GREVE DES MINEURS DE LIMBOURG (2 F).
- RENCONTRE NATIONALE 1970 (Le Bessat) (2 F) (à paraître).

AUTRES PUBLICATIONS

- CAHIERS DU COMMUNISME DE CONSEILS - n° 4 (thèses sur la révolution chinoise) - n° 5 et n° 6 (2,50 F l'exemplaire).
- LE SABOTAGE - Pouget (enveloppe timbrée à 0,45 F).
- REPONSE A LENINE - Gorter (4 F).
- PANNEKOEK ET LES CONSEILS OUVRIERS (Bricianer) Ed. EDI (conditions avantageuses si commande à I.C.O.).
- LENINE PHILOSOPHE par A. Pannekoek, dans la collection des Cahiers Spartacus (conditions avantageuses si commande à I.C.O.).
- dernier numéro de NOIR ET ROUGE.

NUMEROS D'I.C.O. DEMANDES

Tous exemplaires avant 1966 et plusieurs numéros de 49, 65, 70, 71, 72, les brochures : Russie et Nantes-Saint-Nazaire - Une collection de l'I.S. n° 1 à 10 inclus. Au lieu de jeter les vieux bulletins ou celui-ci, renvoi-les, 7 centimes par 100 grammes.

II. - Textes publiés depuis juin 1970 :

- L'AUTOGESTION DANS L'ESPAGNE REVOLUTIONNAIRE - F. Mintz - souscription 24 F, paiement par chèque à l'ordre de Béliaste, éditeur, 25, rue des Boulangers, Paris 5e.
- LA CRISE SEXUELLE - de Reich - Réédition d'une ancienne brochure - Pastore, 12, boulevard de Marseille-Veyre, 13 Marseille 8e (6 F, frais d'envoi compris).
- L'ANALYSE DU CARACTERE - de Reich - (envoi contre 3 F en timbres à Franck Muller, 10, rue de Chateaus, 67 Starsbourg-Neudorf).
- PSYCHOLOGIE DE MASSE DU FASCISME - de Reich (1) - (demander à I.C.O. - 6 F).
- REVOLUTION INTERNATIONALE - n° 4 - Théorie et lutte de classe - Le conflit sino-soviétique - Le problème paysan - L'anarchisme en Espagne 36 - (Gine, B.P. 183 - 31 Toulouse 01).

III. - Publications reçues :

DEUX OPINIONS

- du camarade qui se tape le boulot (juin 70)

Voici ce qui me semble devoir être relevé dans les publications reçues. Je ne sais pas si cette forme de synthèse des sujets débattus à travers leurs pages convient, mais je pense que cette forme est préférable à la longue liste des canards et de leurs sommaires. Surtout que nous n'avons rien à tirer d'une grande partie d'entre eux. On y trouve un gain de place. Je ne sais pas s'il faut donner l'adresse de ceux dont on donne le résumé. Tu me le diras, à moins que les camarades d'I.C.O. abordent le petit problème des publications et trouvent la solution.

- D'autres camarades :

« On a quelque chose sur le cœur dont il faut qu'on se délivre : nous vous demandons de citer dans les publications reçues les titres « Combat ouvrier » (B.P. 12 - 59 La Madeleine), Front Nord Anticommuniste (rue des Stations - 59 Lille), Tribune Socialiste, Liberté et la Croix du Nord. Nous ne croyons pas utile de vous les adresser réellement au même titre que nous ne vous demandons pas si vous lisez vous-même Rouge, Jeune Révolutionnaire, Lutte Ouvrière, Union Pacifique, et ainsi que d'autres titres que nous n'avons pas pu lire. Si les canards sus-cités sont encore mentionnés dans I.C.O., nous vous adresserons réellement les premiers cités, ainsi que « La Nation » et nous crierons à la censure si vous ne les commentez pas. Car il y a chez vous, à Paris, un con qui pousse la plaisanterie jusqu'à trouver dans Rouge une « étude et critique du mouvement de la Gauche Prolétarienne » (I.C.O. n° 93, p. 30). Nous

n'avons rien à faire avec la G.P., mais honnêtement, on n'a pas trouvé dans Rouge, ni étude, ni critique, mais un crachat qui s'apparente à de la bave d'hystérique. Nous pensons bien que tous les camarades d'I.C.O. se joignent à nous, et avec eux, nous vous demandons de retourner à l'expéditeur tous les buvards qui n'ont rien à voir avec « ce que nous sommes et ce que nous voulons ». C'est compris ? »

La rubrique habituelle

- Plusieurs des publications reçues consacrent des articles au défilé du 1er Mai, sur l'attitude des révolutionnaires face à de telles manifestations (polémique entre ROUGE et LUTTE OUVRIERE).
- Articles aussi sur le congrès de la C.F.D.T., en particulier dans la REVOLUTION PROLETARIENNE n° 560 qui donne des extraits des motions d'orientation proposées.
- Toujours le problème des commerçants avec, pour certains, un appel à appuyer ce mouvement, et pour d'autres le rappel que l'on ne peut attendre aucune attitude révolutionnaire de cette classe sociale (LUTTE DE CLASSE de mai 70).
- Critique des mots d'ordre et de l'idéologie des Maoïstes dans LE PROLETAIRE n° 81.
- Dans INTEREDUCATION n° 15, pages consacrées à la longue grève des instituteurs d'une « école-ghetto » dite spécialisée pour les inadaptés, école où se retrouvent concentrées les plus graves contradictions de l'Education Nationale », pages suivies d'un article dénonçant le dit enseignement spécialisé tout dans « le recrutement arbitraire des enfants, dans le contenu et les conditions d'enseignement que sur l'après-école où règnent chômage et surexploitation ».
- Reçu aussi : ECOLE EMANCIPEE, PERSPECTIVES SYNDICALISTES, PEUPLE BRETON, VOIX DE LA PAIX, ESPRIT LIBRE et le BRULOT (pour adresses des publications, voir I.C.O. n° 93).
- LA BASE : Comité d'Action Citroën - Grèves aux Etats-Unis.
- CAHIERS DE MAI n° 23 - septembre 70 - Annecy : deux grèves ouvertes sur l'avenir (Dupont, Alcatel) - Mensualisation, livraisons des patrons (72, rue du Château d'Eau - Paris 10e).
- LUTTES OUVRIERES 1970 - ETATS-UNIS - Brochure de 52 pages contenant une introduction - étude sur le mouvement ouvrier et le capital aux U.S.A. - une chronologie des luttes en 69-70 - et des traductions de journaux de groupes américains, sur les grèves et la condition ouvrière aux U.S.A. - sous l'étiquette « Lutte de classe internationale » - en vente à la vieille Taupe, 1, rue des Fossés Saint-Jacques, Paris 5e.
- MARX-ENGELS - Textes sur l'organisation - quelques mots sur l'histoire de la Ligue des Communistes (1885). La révolution en permanence - Adresse au Conseil central de la Ligue (1850) - Les prétendues scissions dans l'Internationale (1872) - Cahiers Spartacus, n° 36, Lefevre, 5, rue Sainte-Croix de la Bretonnerie, Paris 4e.

en anglais

Grande-Bretagne

- SOLIDARITY (North London) - Numéros 4 et 5 - avril et août 1970 - c-o H. Russel, 53, A Westmorland Road, Bromley Kent.
- SOLIDARITY (West London) n° 3 - c-o M. Duncan, 15 Taylor's Green, London W.3.
- SOLIDARITY - Central Scotland - juin 1970 - publiée par les groupes écossais - Adresse : c-o D. Kane, 43, Valeview Terrace, Bellesmyre, Dumbarten - « The Fate of Marxism » et « Capitalism and consciousness » - brochures éditées par Solidarity (Clydeside).
- BIG FLAME - Numéros de mars, avril, mai et juillet - 78, Clarendon Road, Wallasey, Cheshire.
- FREEDOM - hebdomadaire anarchiste - 84 b, Whitechapel High Street, London E.1.
- BULLETIN OF THE ANARCHIST BLACK CROSS - juin 1970 - 10, Gilbert Place, London W.C.1.
- RED NOTES - 160, North Gower Street, London NW1.

- IDIOT INTERNATIONAL édition anglaise - 32, Paul Street, London E.C.2.
- THE IRRATIONAL IN POLITICS.
- THE BOLSHEVICKS AND WORKERS' CONTROL 1917-1921 (The State and Counter-revolution) (en anglais - Solidarity - 53 A, Westmoreland Road, Bromley Kent) — Nous reviendrons sur ces ouvrages.

U.S.A.

- SPEAK OUT - Le numéro de février est le dernier publié par le Facing Reality Committee qui, par une lettre du 27 avril, annonce sa dissolution.
- NEWS AND LETTERS - Numéros 5, 6 et 7 (août-septembre 70) - 415, Brainard, Detroit, Michigan 48.201.
- INDUSTRIAL WORKER - Numéros 3, 4 et 5 - organe des I.W.W. - 2440, Lincoln Avenue, Chicago, Illinois 60614.
- INTERNATIONAL SOCIALIST - numéros de mars, avril, mai 1970 - P.O. Box 121, Berkeley, Californie 94701.
- ROOT AND BRANCH - juin 1970 - adresse : Left Mailing, 275, River Street, Cambridge, Mass 02139. - édité par un groupe qui s'apparente à Solidarity et ICO.
- HARD TIMES - bulletin hebdomadaire d'informations - P.O. Box 3573, Washington, D.C. 20007.
- LIBERATION NEWS SERVICE - 160, Claremont Avenue, New York, NY 10027.
- SOLIDARITY - bulletin anarchiste - 14133, Gilmore St, Van Rugs 91401.

Canada

- SOLIDARITY MAGAZINE - 609, Queens Av., New Westminster, British Columbia, Canada.

Inde

- SARVODAYA - mensuel pacifiste - adresse : Sarvodaya Prachuralayan, Thanjavur, India.

Publications en allemand

L'institut pour la pratique et la théorie du communisme de conseils, un petit groupe de Berlin-Ouest (adresse : Rüdiger Blankertz-Verlag, 1 Berlin 42, Friedrich-Wilhelm-Str. 35) a entrepris de publier une collection, la « Bibliothek der Rätekommunisten » où sont déjà parus les deux volumes suivants :

- GRUNDPRINZIPIEN KOMMUNISTISCHER PRODUKTION UND VERTEILUNG, 176 p., 5 Mk 80 - Les lecteurs d'I.C.O. ont eu l'occasion de voir reprises, à l'état d'esquisse seulement, les conclusions de cet important travail (notamment dans « la grève généralisée en France, p. 33-34), œuvre collective du groupe des communistes de conseils d'Amsterdam (1930). Le voici reproduit en facsimilé, et complété d'une analyse critique des théories et des pratiques social-démocrates et bolcheviques (communisme de guerre entre autres), telles qu'elles se présentaient à l'époque. Cette réédi-

tion est précédée d'une courte étude de Paul Mattick qui, tout en admettant la nécessité d'une comptabilité sociale en temps de travail, assure que la constitution d'organes spécialisés dans la gestion, non seulement est superflue, mais aussi aboutirait le cas échéant au rétablissement d'un appareil d'Etat (et du reste).

— Otto Rühle, VON DER BURGERLICHEN ZUR PROLETARISCHEN REVOLUTION, 75 + 28 p., 4 Mk - Reproduction en facsimilé d'un texte rédigé en 1924 par Rühle (et suivi d'une biographie de celui-ci par Mattick : cf. CAHIERS DU COMMUNISME DE CONSEILS, n° 2, janvier 1969). Le texte est précédé d'une (trop) courte introduction due au groupe éditeur. Après avoir rappelé ce que Rühle écrivait à l'époque : « Il faut que le prolétariat allemand finisse par comprendre que la révolution prolétarienne n'est l'affaire ni de partis ni de syndicats, mais au contraire celle de la classe dans son ensemble », et l'avoir rapproché de la situation présente en Allemagne (déperissement après une phase d'essor, puis éclatement définitif du mouvement étudiant, S.D.S., en diverses et opposées « organisations de cadres marxistes-léninistes »), l'introduction poursuit en ces termes : « Complètement déçu ou presque par le fait que la « phase anti-autoritaire » n'ait pas débouché sur un mouvement révolutionnaire de masse, celui du prolétariat en fin redécouvert, on se met à suivre les exemples fournis par l'histoire du mouvement ouvrier. On peut remédier à l'absence du mouvement de masse par la création d'une organisation d'intellectuels, destinée, à son tour, à mettre les masses en mouvement. La conception léniniste du parti, du jacobin prenant appui sur les masses, s'élève comme une fumée des cendres qu'a laissées le feu de paille anti-autoritaire.

« Il serait pourtant faux et simpliste de s'imaginer que, pour mettre au point la politique d'aujourd'hui, il suffit de s'identifier purement et simplement avec les tendances du passé. Se solidariser rétrospectivement avec les tendances communistes de conseils n'a de sens qu'à une condition : avoir pour but la participation consciente aux luttes de classe en voie de développement

« On ne peut utiliser l'histoire du mouvement ouvrier pour légitimer la pratique actuelle, parce que cela ne saurait engendrer que le dogmatisme idéologique et le pragmatisme borné, même si ceux-ci se donnent des allures de « réalisme révolutionnaire ». Ce genre de conception est hors d'état de conduire à une action politique, menée sur la base des conditions socio-économiques d'aujourd'hui. »

Outre ces deux brochures, le groupe en question a réédité le MARX UND BAKUNIN, de Fritz Brupbacher, un anarchiste du bon vieux temps, et L'HISTOIRE DU MOUVEMENT MAKHNOVISTE de Paul Archinov, ce qui nous rajeunit pas beaucoup non plus (ce dernier texte est publié avec une introduction de Kurt Mandelbaum, un érudit professionnel de la vieille école, mais aux idées claires, sur « la question agraire chez Marx, Engels et Lénine »). Mais le groupe berlinois a, paraît-il, l'intention de réunir et de faire circuler des informations d'usines, recueillies sur place par des comités de base ouvriers.

— Ce que nous sommes, ce que nous voulons —

Ce texte ne constitue pas un programme ou une plate-forme d'action, il constitue le point d'une discussion permanente entre tous les camarades d'I.C.O., chacun peut le remettre en question. En tout ou partie.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis et syndicats.

Les expériences que nous avons faites, nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation.

Ils servent d'intermédiaire sur le marché du travail, ils utilisent les luttes pour des buts politiques, ils sont les auxiliaires de toute classe dominante dans un Etat moderne.

Nous pensons que c'est aux travailleurs de défendre leurs intérêts et de lutter pour leur émancipation.

Travailleurs parmi d'autres, nous essayons de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Dans les luttes, nous intervenons comme travailleurs et non comme organisation pour que les mouvements soient unitaires, et pour cela nous préconisons la mise sur pied des comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous défendons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles, capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous tentons, par des réalisations internationales, de savoir aussi quelle est la situation des travailleurs dans le monde et de discuter avec eux.

Tout cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause toute la société d'exploitation, toutes les organisations, à discuter de problèmes généraux tels que le capitalisme d'Etat, la hiérarchie, la gestion bureaucratique, l'abolition de l'Etat et du salariat, la guerre, le racisme, le socialisme, etc. Chacun expose librement son point de vue et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise. Nous considérons comme essentiels les mouvements spontanés de résistance à tout appareil moderne de domination, alors que d'autres considèrent comme essentielle l'action des syndicats et des organisations.

Le mouvement ouvrier est la lutte de classe telle qu'elle se produit avec la forme pratique que lui donnent les travailleurs. Ce sont eux seuls qui nous apprennent pourquoi et comment lutter ; nous ne pouvons en aucune façon nous substituer à eux ; eux seuls peuvent faire quelque chose. Nous ne pouvons que leur apporter des informations au même titre qu'ils peuvent nous en donner, contribuer aux discussions dans le but de clarifier nos expériences communes et, dans la mesure de nos possibilités, que leurs fournir une aide matérielle pour faire connaître leurs luttes ou leur condition.

Nous considérons que ces luttes sont une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises et de la société par les travailleurs eux-mêmes.

Ce texte est provisoire. Un nouveau pourra être établi à la suite des rencontres 1970. Voir proposition dans I.C.O. nos 91-92 et 93.

informations correspondance ouvrières

Correspondance : **P. BLACHIER**, 13, rue Labois-Rouillon - PARIS 19e.

Pour tous contacts ou participation aux réunions, écrire préalablement.

Abonnements : **Un an** : 12 numéros : **25 F** (France) - **30 F** (étranger) - **50 F** (par avion)

Versements : **I.C.O. - C.C.P. 20.147-54 PARIS.**